

FICHE DE PRESENTATION

- 1- Guerres de Cent ans et stratégie : Edouard, Charles, Jeanneet les autres.
- 2- Chef d'escadrons (T) Charles Palu (France)
- 3- 6 avril 2000
- 4- Division D
- 5- Mémoire de stratégie
- 6- Communément considéré comme une période « d'éclipse stratégique », le Moyen Age avait pourtant développé toute une représentation de la guerre et un art militaire spécifique. La guerre de Cent ans verra la confrontation de cette théorie, profondément ancrée dans les réalités sociales et culturelles de l'époque avec la réalité d'un conflit opposant deux nations partageant des valeurs communes. Mais ces représentations, propres à enfermer la stratégie dans un carcan normatif, s'effondreront face aux réalités de la guerre et l'émergence d'individualités capables d'imposer de nouveaux modes de combat susceptibles d'emporter la décision. Les 3 principales sont Edouard III, Charles V et Jeanne d'Arc.
- 7- Mots clefs : Guerre de Cent ans, Edouard III, Charles V, Jeanne d'Arc, culture médiévale de la guerre, géostratégie du Moyen Age, petite guerre, actions déconcentrées, manœuvre et évitement de la bataille, exploitation stratégique, importance du combat..

INTRODUCTION

Définitivement affublée du surnom de « Nuit stratégique », la période médiévale est généralement évacuée des traités, dictionnaires et compilations traitant du sujet. Sir Liddell Hart ne lui consacre que quelques lignes dans *Stratégie* : « L'esprit militaire de la chevalerie occidentale était ennemi de l'art, encore que la terne stupidité de ses actions s'éclaire de quelques brillantes lueurs. »¹ R. Van Overstraeten déclare à propos du seigneur féodal : « Toute sa vie se passe à cheval et en armes ; la guerre est son métier, son occupation, sa distraction. Jamais l'armée ne compta un recrutement aussi homogène, aussi choisi ; et cependant, jamais l'art de la guerre ne fut aussi imparfait, aussi primitif. »². Absence de corpus théorique, format réduit des armées, faible durée des campagnes, perte du sens tactique, incapacité des structures féodales à financer l'effort militaire sont autant d'arguments utilisés pour réfuter toute analyse stratégique entre la fin de l'empire romain et la naissance des monarchies centralisées au XVI^e siècle. Aborder cette époque demande pourtant la plus grande prudence. Elle fut souvent l'objet d'interprétations erronées et de falsifications volontaires. A travers les mythes de « l'Âge d'Or médiéval » ou de la « Nuit obscurantiste » les écrits sur le Moyen Âge furent longtemps marqués par des analyses idéologiques (monarchistes ou républicaines, marxistes, mystiques ou anticléricales). La fascination qu'exerce cette période et l'influence qu'elle a eue sur la construction nationale expliquent cette tendance à la décrire à travers le prisme des débats politiques contemporains. Mais depuis les années 60 une nouvelle génération d'historiens a su se dégager de ce travers pour réhabiliter le monde médiéval dans toute sa richesse. Peut-on alors imaginer qu'une société dont la qualité des structures religieuses, juridiques, économiques est enfin reconnue n'ait pas pensé la guerre alors que celle-ci faisait si souvent partie de son quotidien ? Peut-on croire que l'intelligence et la volonté aient subitement disparu du champ de l'action militaire ? L'analyse stratégique serait-elle alors l'une des dernières victimes de ceux qui estiment que l'histoire de l'humanité n'a de sens et d'intérêt qu'à partir de la levée de la nuit obscurantiste par les « lumières » ?

La guerre de Cent ans offre un champ d'étude particulièrement intéressant pour tenter de répondre à ces questions. Le conflit, s'il marque la fin du temps féodal, reste profondément marqué par les mentalités médiévales : organisation de la société en trois états, oppositions entre pouvoir royal et seigneurial, conflits dynastiques et familiaux, hésitation entre l'unité de la Chrétienté et l'apparition du sentiment « national », prépondérance de la foi religieuse, influence intellectuelle des clercs et des universitaires, rôle économique et financier de la bourgeoisie marchande. Sa durée exceptionnelle cache également de nombreux retournements militaires. L'historien Jean Favier décrit ainsi les combattants de Charles V : « Les illusions sont tombées, avec la déconfiture des théoriciens de l'honneur codifié au sein des ordres de chevalerie ou dans les traités de casuistique militaire (...). Ils ont subi l'humiliation de la défaite, de la captivité royale, du dépeçage d'un royaume. Ils ont au combat l'âpreté des revanchards. »³. Le désir de vengeance et le courage ne sont pas pour autant les seules raisons de ces renversements. Ils sont aussi le résultat de ruptures profondes dans l'organisation des forces et dans les stratégies employées. L'objet de ce mémoire ne sera pas de décrire le cours du conflit mais plutôt de s'intéresser à l'opposition entre une société politique et militaire fascinée par une théorie de l'art de la guerre profondément ancrée dans les valeurs de l'époque et quelques individualités, capables de s'opposer à cette tradition pour imposer par leur volonté et leur intelligence des stratégies victorieuses.

Les deux premières parties du mémoire seront donc consacrées à mieux comprendre les réalités géostratégiques du conflit et à analyser les représentations sociales et religieuses qui ont influencé l'art de la guerre de la fin du Moyen Âge.

Les deux suivantes présenteront les forces en présence avant d'étudier à travers les personnalités d'Edouard III et Charles V deux souverains qui ont su rompre avec les conventions militaires de l'époque pour concevoir des stratégies liées à des objectifs politiques précis.

La dernière partie s'attachera à l'épopée johannique. Ce qui fut un tournant incontestable de la guerre tenait-il alors du simple sursaut moral, de la friction chère à Clausewitz « qui engendre des phénomènes imprévisibles justement parce qu'ils appartiennent en grande partie au hasard. » ou faut-il voir dans la mission de Jeanne d'Arc une véritable vision stratégique, celle qui permet la victoire par la mise hors de combat de l'adversaire, l'obtention des fins politiques et le retour de la paix ?

¹ Sir Liddell Hart, *Stratégies*

² cités dans *La guerre au Moyen Âge* de P.Contamine

³ Jean Favier *La guerre de Cent ans*

1 Quelques éléments de géostratégie pour comprendre le conflit

L'une des premières difficultés dans la compréhension des volontés politiques et stratégiques des deux partis réside dans notre perception de la réalité géostratégique de l'époque. Il nous faut donc abandonner nos notions d'unité territoriale et nationale au sein de frontières mais aussi celles d'espace et de durée des communications « L'influence de la géographie sur les opérations est un facteur qui ne reste pas constant au cours des âges. Il évolue avec le temps, les engins et les progrès techniques. » écrivait l'Amiral Castex.

Selon Clausewitz: « Le territoire avec son espace et sa population est non seulement la source de toute force militaire proprement dite, mais fait aussi partie intégrante de facteurs agissant sur la guerre, ne serait-ce que parce qu'il constitue le théâtre des opérations ou parce qu'il exerce sur celui-ci une influence marquante. ». L'objectif de ce paragraphe est donc de présenter quelques caractéristiques du territoire français susceptibles d'éclairer la compréhension du déroulement du conflit :

- Le lien politique entre domaine royal et fiefs, dont la fragilité sera régulièrement exploitée pour multiplier les théâtres d'opération.
- L'importance des voies fluviales et des ponts dans la détermination des directions de progression des armées
- Le rôle de la Manche et des ports français dont la possession permet aux Anglais de garder l'initiative et de pratiquer la surprise stratégique.

1.1 La France, la diversité des régions et l'influence des voisins

Au début du conflit le royaume de France est avec l'Empire germanique la principale puissance continentale⁴. S'étendant sur 420 000 km², il était limité au sud par les Pyrénées (Béarn et Roussillon exclus), à l'est par l'Escaut, la Meuse, la Saône et le Rhône. Une partie de la Belgique actuelle (Comté de Flandres), fait partie du royaume, alors que la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, la Savoie, le Dauphiné et la Provence en sont exclus. La diversité des régions est cependant très forte. L'opposition entre langue d'oïl (langue du roi) et d'oc perdure, l'opposition entre certains peuples aussi : Basques, Gascons, Bretons, Normands, Flamands, Picards...L'époque voit cependant apparaître un nouveau mot : frontière au sens de zone défendue militairement.⁵ Le découpage politique du royaume reste profondément féodal. Il est en effet divisé en domaine royal, portion du royaume où ne s'interpose aucun grand féodal entre le roi et ses sujets, apanages ou parts d'héritage que cédait le roi de France à sa famille (duchés d'Orléans, de Bourgogne, de Berry) et les grands fiefs (duchés de Bretagne et de Guyenne, comtés de Flandre, d'Armagnac, ...) appartenant aux grands vassaux (cf fig 1).

Ces fiefs sont au centre même du conflit. En position périphérique par rapport au cœur du royaume (domaine royal et apanages), les grands féodaux recherchent avant tout la préservation de leurs droits et de leur indépendance. Les visées hégémoniques de la famille Valois, l'extension des apanages, la pression fiscale de la guerre les inquiètent. Edouard III luttant pour la défense de ses droits vassaliques sur la Guyenne ou pour la couronne de France devint ainsi le héros et le recourt des féodaux en lutte contre la monarchie des Valois. L'allégeance de ces fiefs à l'un ou l'autre des souverains n'est pas un fait exclusivement militaire. Le droit féodal, les mariages, les revendications héréditaires sont autant de moyens d'obtenir le soutien d'un territoire et de ses ressources militaires. Mais ces conflits d'intérêts dégénèrent parfois en lutte armée et sont l'occasion d'affrontements indirects entre Anglais et Français. C'est le cas des guerres de successions du duché de Bretagne, le parti gallo étant soutenu le roi de France, les Anglais utilisèrent le parti bretonnant. De même, le comte d'Armagnac relancera le conflit en faisant appel auprès de son souverain le roi de France d'une décision de son seigneur, le duc d'Aquitaine, roi d'Angleterre. Certains grands féodaux rentrent directement dans le conflit par intérêt et rancune. C'est le cas de Charles de Navarre dit le Mauvais. Débouté de ses prétentions légitimes sur les comtés de Champagne et d'Angoulême il invite Edouard III à envahir le royaume. Mais ces entreprises ne sont pas sans risque. En 1363, la diplomatie de Charles V réussit à s'opposer au mariage de Marguerite de Rouvre, héritière des comtés de Flandres et d'Artois avec un des fils d'Edouard III. En évitant la création d'une nouvelle Guyenne au Nord, elle favorisa son union avec le duc de Bourgogne, futur allié de l'Angleterre.

⁴ La population française est de 12 à 16 millions d'habitants au début de la guerre contre 4 millions en Angleterre. La peste tuera près du tiers de la population dans de nombreuses régions.

⁵ « Les ennemis du royaume qui tiennent grande frontière au pays de Guyenne » *Livre Armé*, 1384, archives de Montauban

Il existe donc entre les deux domaines royaux d'Angleterre et de France, un glacis de fiefs « tampon », susceptibles de basculer dans l'un ou l'autre des camps par lutte armée, action diplomatique ou juridique. Ces territoires seront donc les principaux lieux des actions stratégiques, donnant à la France le sentiment de pouvoir être attaquée n'importe où et permettant à l'Angleterre de multiplier les théâtres d'opérations et les points d'entrée. Ces fiefs sont principalement : les Flandres, l'Artois, les duchés de Normandie, de Bretagne puis de Bourgogne, le comté d'Angoulême.

Le conflit ne se limita pas pour autant au territoire français, il faut en effet noter deux tentatives de stratégies indirectes. Il s'agit du soutien des français aux partis écossais ou gallois et la participation de troupes françaises et anglaises dans la lutte entre Pierre le Cruel et Henri de Trastamare pour le trône de Castille. Le rôle des alliés sur le continent : Empire germanique, royaume de Bohême, Principautés italiennes, fut assez réduit. La France chercha à renforcer sa légitimité par leur appui, l'Angleterre essaya d'y trouver de nouveaux réservoirs de forces et des points d'entrée (Brabant et Flandres, Castille, ..).

1.2 Les axes et les échanges sur le territoire français

Le territoire français est constitué essentiellement de larges campagnes ouvertes. Le pays a été déboisé et mis en valeur pendant tout le Moyen Age. L'unité de l'habitat réparti en hameaux ou gros bourgs se fait au sein des paroisses et des châtelainies. Les villes, bien plus nombreuses qu'en Angleterre, ne sont pas toutes fortifiées. La physionomie de ce paysage sera fortement modifiée par la guerre, la peste et les pillages. Les zones cultivées vont se réduire, les friches et les bois reprendre leurs droits alors que de nombreux hameaux vont être détruits ou abandonnés au profit des grandes enceintes fortifiées.

Le réseau routier de l'époque est assez mal connu. Les armées y sont relativement contraintes en raison du volume de plus en plus important de leurs trains ou grands charrois comportant quelques pièces d'artillerie, matériel de siège, ravitaillement, logistique et armement, montures de traits, de route, de combat, matériel de campement. Le déplacement des armées se fait donc essentiellement sur 3 types de routes selon la classification habituelle du Moyen Age : la voie, route reliant les gros bourgs ruraux et les châteaux (5m de large) ; le chemin, axe du commerce sur lequel des taxes de circulation sont levées (10m de large) et le grand chemin royal remontant à l'époque romaine, souvent pavé et tracé en ligne droite (20 m de large). Alors que le réseau romain, à vocation essentiellement militaire et étatique, rayonnait à partir de la capitale, Lyon, selon une orientation est-ouest, il s'est transformé en un échecaille plus complexe et ramifié d'itinéraires économiques reliant les centres urbains. Paris y prend une position de nœud de convergence au sein de communications orientées nord-sud. Deux grands axes se dégagent :

un axe Ouest, joignant Toulouse, Bordeaux, Limoges à la Flandre en passant par, Orléans et Paris.

un axe Est, reliant l'Italie au Brabant et à la Flandre en passant par la Bourgogne et la Champagne.

Ces deux grands axes à vocation économique et financière (vins de Gascogne, de Bourgogne et de Champagne, teinture du Lauragais, tissage de Flandres, confection et finances italiennes) traversent le domaine royal mais ce dernier ne contrôle pas leurs points de départ qui sont aux mains des Anglais, des villes rebelles de Flandres ou des principautés italiennes.(cf fig 2)

La cartographie de ce réseau est pratiquement inexistante mais il existe de nombreux guides descriptifs destinés aux pèlerins et aux marchands et donnant des estimations de délais ou de mesure de distance en lieues. Les armées recouraient également à des éclaireurs et à des transporteurs locaux connaissant parfaitement le pays. L'état des routes est une préoccupation importante. Les routes françaises se sont dégradées tout au long de la guerre alors que les moyens de transport gagnaient en poids (Grands chariots à roues cerclées et à avant-train mobile, tirés par 6 à 8 chevaux et pouvant transporter 2 à 3 tonnes de chargement). Ainsi Edouard III avait prévu pour sa grande chevauchée de 1359 de Calais à Reims une troupe de 500 valets équipés de pelles et cognées « pour charrier plus à l'aise ».

Le réseau routier de la France était donc suffisamment important pour offrir aux deux armées une bonne mobilité stratégique. Le maillage de forteresses créé dès le Haut Moyen Age pour répondre aux invasions vikings et renforcé sous Charles V, fut conçu comme une véritable défense en profondeur du territoire. Il limita l'effet de certaines chevauchées mais ne put jamais empêcher leur mobilité. Les chefs anglais savaient ne pas se laisser fixer par des sièges inutiles. Sans carte, ils possédaient également une notion assez précise de l'espace, des distances et des directions stratégiques. Grâce à des guides et des espions, ils purent mener leurs chevauchées sur de très longues distances à un rythme élevé en exploitant toutes les opportunités offertes par un dispositif défensif nécessairement lacunaire. En octobre et

⁶ Il faut ainsi noter la participation du roi de Bohême à la bataille de Crécy par solidarité dynastique. Aveugle, il prit part au combat, soutenu par ses fils et fut tué par les soldats anglais.

novembre 1355, le Prince Noir effectua le long de la Garonne et de l'Aude une chevauchée de 900 km au rythme de 15 km par jour tout en prenant les bourgs d'Avignonet, Montgiscard, Castelnaudary et la ville basse de Carcassonne. Seul le poids du butin ralentit sa marche.(cf fig 3)

1.3 L'importance des voies fluviales et des ponts.

Si l'Ouest du territoire français apparaît comme largement ouvert aux incursions anglaises, les ponts sont de véritables points clés. De bonne qualité, le plus souvent installés dans les villes et fortifiés, ils sont cependant peu nombreux. Leur contrôle était indispensable pour permettre les déplacements d'armées importantes principalement dans les progressions Nord Sud. Ainsi en 1346, Philippe VI ordonna la défense ou la destruction des ponts sur la Seine pour contenir la chevauchée d'Edouard III pendant qu'il mobilisait et regroupait l'Ost royal. Les Anglais réussirent cependant à franchir à Poissy grâce à leurs pontonniers en reconstruisant un pont de fortune sur les piliers de celui qui venait d'être détruit. Le roi de France ordonna de renouveler l'opération sur la Somme. Edouard III apprit alors l'existence d'un gué mal défendu et réussit un passage en force lui permettant de poursuivre vers Crécy. (cf fig 4)

Les voies fluviales ont également une très grande importance. Le transport, à peine plus lent que sur terre, permet l'acheminement de matériel bien plus lourd. Elles peuvent être considérées comme des axes logistiques majeurs pour les armées en déplacement et en campagne. Elles servent ainsi au transport des pièces d'artillerie ou du matériel de siège⁷. Elles permettent également le ravitaillement en blé et fourrage, en armes et harnachement venant des ports ou des régions de production vers les zones d'affrontement ou de siège. Le contrôle de ces voies est donc indispensable et plusieurs opérations d'envergure sur terre seront menées le long des principaux axes navigables.

La Garonne avec son port de mer Bordeaux et une navigation possible jusqu'à Toulouse.

La Loire avec ses ports d'Angers et d'Orléans.⁸

La Seine et ses affluents avec le port marin à Rouen permettant de ravitailler Paris.

La possession de ces axes et des villes les contrôlant fut une constante du conflit. Charles V envisagea d'ailleurs selon Christine de Pisan de construire un canal entre la Seine et la Loire au niveau de Montargis. L'objectif à la fois économique et militaire était de permettre à Paris de posséder 2 voies de ravitaillement indépendantes (Rouen fut en effet tenu pendant une grande partie de la guerre par les Anglais, obligeant un transport du fret maritime destiné à Paris par terre).

Cette description fait donc apparaître le rôle capital que pouvaient jouer les voies navigables dans la détermination des « directions décisives » pour les armées en campagne. Elles sont en effet tenues de les suivre pour assurer leur logistique ou de les franchir en quelques points le plus souvent fortifiés. La prise des villes abritant port fluvial et pont apparaît également comme l'un des objectifs intermédiaires, préalable à tout mouvement stratégique. C'est ainsi que doit être comprise l'importance du siège d'Orléans, étape principale pour la jonction des troupes anglaises occupant le Nord de la Loire avec celles d'Aquitaine.

1.4 La Manche et les points d'entrée

L'amiral américain MAHAN affirmait que la mer donnait aux Anglais pour frontière le rivage de leurs ennemis. L'expression « mare britannicum » des cartes marines de l'époque, le titre de « lords of the english sea » dont se dote Edouard III, la répétition des chevauchées parties d'Angleterre pour piller le royaume français semblent bien confirmer cette maîtrise de l'espace maritime par la flotte anglaise. La valeur stratégique de la Manche et des côtes atlantiques de la France durant le conflit est incontestable. La vision des chefs militaires français s'arrêtait-elle à la terre ferme ? Une étude plus poussée démontre au contraire la conscience de ces enjeux maritimes par les deux parties.

L'espace maritime entre la France et l'Angleterre est avant tout le lieu principal des échanges économiques de l'Angleterre. Ces relations avec la ligue Hanséatique sont encore limitées alors que le commerce de la laine vers les Flandres ou du vin vers la Guyenne l'oblige à longer les côtes françaises et à

⁷ « Les maîtres des ordonnances avaient la responsabilité du transport des canons et d'autres instruments de siège. Il est peu étonnant de voir les Anglais employer les rivières, l'Orne, l'Oise et surtout la Seine pour transporter des pièces d'artillerie par voie d'eau : ce moyen était le plus sûr, le plus rapide et le moins coûteux. L'une des raisons pour lesquelles les Anglais voulurent garder la Seine et Harfleur, fut de pouvoir se servir du fleuve pour faire venir à l'intérieur du pays les armes qu'ils avaient en dépôt à Harfleur, port ayant un accès facile à l'Angleterre. L'utilisation de la voie d'eau facilita également le siège de certaines places, telle Tancarville, qui fut assiégée par les Anglais par terre et par rivière. » C.T ALLMAND, *L'artillerie de l'armée anglaise à l'époque de Jeanne d'Arc, Colloque d'histoire médiévale*, octobre 1979, CNRS

⁸ La forteresse/péage de Champtoceaux permettant l'accès en Anjou était franchie par une moyenne annuelle de 1400 bateaux.

utiliser ses ports. L'amélioration de la cartographie marine (*portulans*, atlas *catalan*) et celle des navires (coques plus légères, apparition de 2, 3 mats, voiles latines) ont fortement augmenté le trafic maritime. Les durées de navigation sont également réduites. La traversée de Londres à Bordeaux dure 10 à 30 jours, celle de la Manche 3 à 6. Les bateaux de guerre sont plus rapides et le choix de l'instant de la traversée une décision réfléchie devant faciliter la surprise. En 1346, Edouard III mit un seul jour pour aller de l'Île de Wight à Saint-Vaast-la-Hougue avec 700 navires. Il avait attendu pendant 1 mois le moment favorable.

Toute l'action navale anglaise est à comprendre au regard de deux objectifs majeurs :

- Posséder suffisamment de points d'entrée sur le territoire pour pouvoir projeter en sécurité et par surprise leurs corps expéditionnaires et les rembarquer quand ils seront menacés ou au bout de leurs capacités d'autonomie logistique.
- Empêcher toute projection de troupes françaises sur leurs ports ou en Ecosse.

Mais la tactique navale de l'époque ne permettait que rarement l'interception de flotte ou de convoi en haute mer. Elle se réduit à l'affrontement au plus près des ports entre un barrage défensif de navires, appuyés par l'artillerie de forteresse et une flotte compacte cherchant à la percer par le choc. Les enjeux maritimes se limitent donc à la possession des principaux ports du littoral. Il est possible d'en tenter une classification en fonction de leur dépendance politique et de leur importance stratégique.

Il y a tout d'abord les ports que l'Angleterre possède au titre de ses fiefs français. Les principaux sont Bordeaux et Bayonne. Ils permirent à l'Angleterre d'approvisionner en hommes et en marchandises la Guyenne pendant toute la guerre et d'en faire une plate-forme pour les opérations au sud de la Loire. Ces ports ne furent pratiquement jamais menacés, ni par terre ni par mer durant le conflit.

Une deuxième catégorie de ports regroupe tous ceux que l'Angleterre chercha à acquérir pour l'intérêt stratégique qu'ils représentaient : proximité, pour réduire le temps de traversée et favoriser la sécurité ou embouchure de fleuve offrant ainsi le contrôle d'un axe logistique indispensable à une progression terrestre importante. Les ports de Bayonne, Bordeaux, Brest, Cherbourg et Calais furent qualifiés de « barbacanes »⁹ du royaume anglais. L'expression traduisait parfaitement le caractère défensif de ces remparts de la *mare britanicum*, mais également la valeur offensive de ces bases de lancement des chevauchées sur le sol français. Calais en est le symbole. Edouard III prit la ville après 11 mois d'efforts combinant blocus maritime et siège terrestre¹⁰. L'ampleur des moyens et la durée du siège qu'il dirigea lui-même montre bien l'importance que le souverain accordait à cet objectif qui permettait un accès rapide en France, au plus près de son fief du Ponthieu et des villes alliées de Flandres. Edouard III s'empressa d'ailleurs de sécuriser sa possession en implantant une colonie de peuplement anglaise.

La troisième catégorie est celle des ports secondaires dont la saisie permit de varier à l'infini les points d'entrée. Pris quand ils n'offraient pas trop de résistance ou qu'ils étaient offerts comme Caen « prêté » par Charles de Navarre, ils rendaient la surveillance de la côte française impossible. L'accumulation de ces points facilitait la surprise, facteur de succès déterminant pour les débarquements anglais.

Enfin Harfleur tient un rôle tout particulier dans les stratégies maritimes anglaise et française. Ce port abritant le *clo des galées*, véritable arsenal étatique, permit la construction de l'essentiel de la « grande armée de mer ». Cette flotte, destinée à l'invasion de l'Angleterre, fut mise sur pieds par Philippe VI mais fut défaite à l'Ecluse. Parfaitement défendu, il assura ensuite la production des navires qui servirent aux raids sur les ports anglais ou aux transports de troupes vers l'Ecosse. Les Anglais cherchèrent donc à le prendre mais il fallut attendre 1415, pour qu'Henri V à la tête de 1400 bâtiments, entame un siège de 40 jours enfin couronné de succès. A cette date, la France perd sa marine, il ne lui reste que La Rochelle où convergeaient les secours castillans, génois ou écossais. Curieusement, Bedford régent à la suite d'Henri V négligea totalement sa flotte, trop coûteuse alors que l'Angleterre avait obtenu l'essentiel de ses objectifs maritimes : contrôle des deux rives de la *mare britanicum*, anéantissement de la flotte française. La fin de la guerre se limita à une série de coups de main et de courses. La menace sur les convois anglais fut donc maintenue grâce aux alliés de la France : les *Hermanidad* basque ou castillane, les galères génoises associées à quelques corsaires bretons.

⁹ Expression que le sénéchal de l'hôtel d'Edouard III utilisa devant les Communes pour justifier de nouveaux sacrifices financiers.

¹⁰ Le nombre de bateaux anglais utilisés pour s'opposer aux tentatives pour forcer le blocus (52 bâtiments venant de Normandie, d'Espagne et de Picardie avec 400 hommes) est estimé à 750 navires utilisés par roulement entre septembre 1346 et Avril 1347.

Cette analyse des données géostratégiques du conflit permet quelques remarques.

Le conflit n'est évidemment pas une opposition entre deux armées nationales pour le contrôle d'une ligne frontière connue de tous. Il s'apparente plutôt à la lutte entre deux puissances pour la conquête d'un glaciais ou d'un cordon de sécurité les séparant. Cette lutte est militaire, mais aussi diplomatique et politique. Elle vise au contrôle des fiefs des grands vassaux sous une forme monarchique et centralisée coté français ou par l'utilisation du ressentiment créé par l'hégémonie des Valois coté anglais.

Le relief de l'Ouest du territoire et l'importance du réseau routier permettent une grande mobilité stratégique. Cette opportunité sera parfaitement exploitée par les chevauchées. En revanche, le contrôle des axes fluviaux et des ponts fortifiés est indispensable à tout déplacement d'armée important et nécessitant une logistique de siège.

Enfin le contrôle des voies maritimes et d'un grand nombre de points d'entrée permit aux Anglais de maintenir une menace permanente sur le continent tout en combinant plusieurs offensives. L'analogie avec la période napoléonienne est assez saisissante. Par leur maîtrise des mers, ils réussirent l'ouverture d'un front permanent en Guyenne, comparable à celui de l'Espagne puis des Pyrénées lors de la poursuite de l'armée de Soult par Wellington, et d'un front combinant le Ponthieu, Calais et les villes des Flandres très proche de celui de la Belgique de Waterloo. Mais les similitudes coté français sont également troublantes, comment ne pas penser à Boulogne, lorsqu'on étudie les efforts de production sous Philippe VI destinés à cette *grande armée de mer* qui devait permettre de prendre enfin pied sur le sol ennemi.

2 Culture stratégique et représentations de la guerre à la fin du Moyen Age

Comme toute société, celle de l'époque médiévale développa une conception des raisons, des buts et des règles de la guerre. Cette vision était profondément inspirée par la foi chrétienne et la structure féodale de la société. La guerre de Cent ans, guerre du Moyen Age, fut profondément imprégnée de ces modèles mais son exceptionnelle durée les modifia définitivement. L'objet des paragraphes suivants est donc de mettre en valeur quelques-uns des éléments qui « constituent le milieu au sein duquel les idées stratégiques et les décisions en matière de politique de défense sont débattues et arrêtées »¹¹ :

- l'influence religieuse qui chercha à limiter la guerre puis à la réglementer par le critère de guerre juste ; critère qui fut finalement transformé par les souverains en argumentaire juridique destiné à légitimer le combat mené;
- l'organisation de la société qui réserva la guerre et la défense de l'ordre à une caste avant d'être remise en cause par les problèmes sécuritaires et l'évolution de recrutement,

Le dernier paragraphe s'attachera, en étudiant la conception chevaleresque du combat, à présenter les « attitudes et des croyances préférées au sein d'une institution militaire, à propos de l'objet politique de la guerre et de la méthode stratégique et opérationnelle la plus efficace pour l'atteindre. »¹²

2.1 Le pacifisme médiéval

De l'an mil au XII^e siècle l'Occident connaît un grand courant de réforme de la conception de la guerre sous l'impulsion de l'Eglise. Malgré une baisse du sentiment religieux et les luttes du schisme (Papes d'Avignon) cette vision métaphysique reste prédominante durant la guerre de Cent ans. Ce mouvement de paix considère la guerre comme un élément de désordre au sein de la Cité de Dieu¹³, susceptible de détruire l'équilibre divin de la société. Il est donc de la responsabilité de l'Eglise et des autorités légitimes de lutter pour le maintien de la paix et de l'ordre.

Ce mouvement chercha tout d'abord en instaurant la Paix de Dieu et en imposant le serment aux *milites*, à supprimer la violence quotidienne et les exactions. A cette fin, des lieux, des biens, des personnes (clercs, marchands, pèlerins, paysans, femmes nobles et leurs escortes en l'absence de leurs maris, veuves, moniales..) bénéficient d'une protection spécifique. La Paix de Dieu établit ainsi une notion d'immunité naturelle en faveur des non-combattants et de leurs biens. La grande guerre (le *Bellum* et non la *Werra*) menée par l'autorité avec l'aide des vassaux n'était pas concernée par ces mesures. Mais « Quiconques fait

¹¹ Ytzhak Klein, cité dans Bruno Colson, « La culture stratégique française »

¹² Colin S. Gray, « Nuclear Strategy and National Style »

¹³ « Parce que nous savons que sans la paix personne ne verra le Seigneur, nous avertissons les hommes au nom du Seigneur, qu'ils soient fils de Dieu » Guy d'Anjou évêque du Puy 975

le contraire devrait avoir le nom de pillart »¹⁴. Au-delà du ressentiment créé dans la population, les armées ne suivant pas ces prescriptions risquent le discrédit moral et la perte de la légitimité de leur action.¹⁵

Le mouvement de paix chercha également à limiter la guerre dans le temps. Apparut en 1027 au concile de Toulouse, la notion de Trêve de Dieu, est étendue à l'ensemble de la Chrétienté par Urbain II. Elle interdit toute violence du samedi soir à la neuvième heure au lundi à l'heure de prime et durant certaines périodes de l'année: l'Avent et le temps de Noël, le Carême et le temps pascal, l'octave de la Pentecôte, les fêtes de la Vierge et plusieurs fêtes de saints. La Trêve de Dieu n'est pas obligatoirement applicable à la grande guerre mais là encore la pression populaire et la conviction religieuse des souverains ont entraîné son application durant la guerre de Cent ans, limitant ainsi la durée des opérations.

Enfin cette tendance «pacifiste» favorisa incontestablement la promotion de l'idéal chevaleresque. L'Eglise chercha à intégrer les chevaliers dans sa lutte contre la violence tout en restreignant leurs activités belliqueuses. Au XII^e siècle, l'idéal chevaleresque trouve sa forme classique : le chevalier doit demeurer fidèle à son seigneur au risque de sa vie, le protéger, s'abstenir du pillage, pourchasser les hérétiques, défendre les pauvres, les veuves et les orphelins, ne pas violer la foi promise et le serment. Plusieurs auteurs définissent les vices et péchés du chevalier, proposant ainsi de véritables règles d'engagement¹⁶. Mais au-delà des vertus d'obéissance et de fidélité au seigneur, l'Eglise donne aux *milites* le rôle politique de défense de l'ordre. Elle confie ainsi à un milieu social la protection des plus faibles, offrant à des exécutants une part du pouvoir seigneurial. L'adoubement est le signe de ce contact direct entre Dieu, l'Eglise et la profession des armes sans que le pouvoir politique serve forcément d'intermédiaire.

2.2 De la guerre juste à la guerre légale.

Si l'influence religieuse du X^e au XII^e siècle a surtout cherché à limiter les effets des combats, du XII^e au XV^e siècle, la doctrine scolastique s'attacha à définir la guerre et les causes pouvant la justifier. Mais à partir du XIV^e siècle, les critères de la guerre juste sont transformés par les souverains en arguments juridiques destinés à légitimer leurs actions et à reprendre le contrôle de leur chevalerie. Le droit devient donc la raison la plus largement évoquée pour justifier les faits de guerre.¹⁷

Les cinq critères classiques de la guerre juste sont définitivement établis au XIII^e siècle et regroupés en 5 rubriques : *personna*, la personne « à savoir qu'elle soit du siècle et non pas ecclésiastique » ; *res*, l'objet, « en sorte que la guerre soit faite pour reprendre des biens ou défendre la patrie » ; *causa*, la cause, « en sorte que l'on combatte par nécessité pour que la paix soit acquise » ; *animus*, l'esprit, « en sorte qu'elle ne soit pas faite par haine, ni par insatiable cupidité » ; *auctoritas*, l'autorité « car sans l'autorité du prince la guerre ne peut être déclarée ».¹⁸ Cette classification permettait à l'Eglise d'intervenir dans les conflits en déclarant l'illégitimité d'une cause ou en conseillant la conciliation. Le souverain pontife et ses juristes possédaient ainsi des outils de condamnation au moment où l'unité des princes chrétiens en vue des croisades restait une priorité. Cependant la notion d'*auctoritas* (le pape et l'empereur en droit romain) ne correspondait plus aux nouvelles conditions politiques, issues d'une multiplication des Etats souverains et de l'affaiblissement du contrôle moral exercé par le Pape sur les rois. Durant la guerre de Cent ans les souverains nièrent toute autorité au Pape dans le règlement du conflit, limitant son pouvoir à une médiation amicale. Les pouvoirs temporels prirent cependant en compte les obligations de la guerre juste et s'efforcèrent de convaincre l'opinion publique de la légitimité de leurs actes.

Le déroulement de la guerre est donc jalonné des déclarations des différents partis destinées à justifier leur action et cachant parfois les véritables buts de guerre. En 1336, Philippe de Valois fait lire dans toutes les églises du royaume au moment où se déclare le conflit un manifeste déclarant : « Jaçoit ce que nous ayons bon droit et juste cause selon le jugement de tout nostre conseil ». En 1369, Charles V ne reprit les hostilités qu'après une large consultation d'experts français et étrangers en droit canonique et civil.¹⁹ Cette consultation fut suivie de tout un effort de prédication entrepris en France comme en

¹⁴ Honoré Bovet « L'arbre des batailles » 1386

¹⁵ Ainsi Sir John Fastolf dut se justifier devant le gouvernement anglais en 1435 lorsqu'il voulut promouvoir une guerre totale n'épargnant plus les non-combattants en France, en la présentant comme la réplique nécessaire aux usages de l'adversaire.

¹⁶ Bonizon de Sutri *Sanctus irludus miles fortissimus*, Jean de Salisbury *Poliration*, Alvarez Pelayo *De plantu Ecclesie*

¹⁷ Jean de Bueil explique dans *Le Jouvencel* la fréquence des guerres par le fait que « nul ne veult laisser perdre son droit ». W. STUBBS déclare que « les rois du Moyen Age firent la guerre pour des droits, non pour des intérêts, encore moins pour des idées. » (Cité par COWDREY, *the Genesis of the Crusades*)

¹⁸ Selon les commentaires du civiliste italien Pierre Baldo de Ubaldis (1327-1406) cités dans *La guerre au Moyen Age* de P.Contamine

¹⁹ Le débat portait sur les engagements du traité de Calais et sur les actes de ressort et de souveraineté sur les territoires d'Aquitaine ou du Ponthieu. Par dérision Jean de Lancastre avait surnommé Charles V le « royal attorney » en raison de son esprit procédurier.

Angleterre afin d'exposer aux sujets des deux camps le bien-fondé de la « querelle »²⁰. Le même souci juridique existe chez les souverains anglais. Edouard III avait l'habitude de prendre conseil auprès de « personnes expertes en la loi de Dieu et en celle du monde »²¹. Quant à Henri V, il accepta de recevoir, pendant la conquête de Normandie, le dominicain espagnol Vincent Ferrier venu dénoncer les destructions provoquées par la guerre et réussit à le convaincre de son bon droit.²² Les références aux crimes de lèse-majesté, aux parjures des serments prêtés lors des traités, au non-respect des droits de suzeraineté, au droit de ressort ou d'appel, aux déviations schismatiques vont se multiplier, démontrant le souci permanent des souverains anglais et français de légitimer leur action. Les pouvoirs royaux mènent alors de véritables campagnes de communication pour faire diffuser leur argumentation vers les provinces ou les autres Etats à travers les prêches, la diffusion de manifestes ou l'envoi d'émissaires.

La question de légitimité est en fait une question essentielle, un centre de gravité politico-stratégique pour la conduite du conflit. Elle est en effet à la base de l'appui ou tout du moins de la neutralité de Rome, du maintien de la cohésion entre « alliés », du renforcement de la discipline et de la participation des grands seigneurs et vassaux dans les combats, du soutien des clercs et des bourgeois dans les votes des budgets destinés à la levée de troupes, de l'assentiment populaire, le peuple supportant avec plus ou moins de patience les exactions et privations. La légitimité du combat est un argument essentiellement interne destiné à asseoir l'autorité royale là où le système féodal permettait de la limiter, et à concentrer moyens et pouvoirs militaires dans les mains du suzerain. La notion de guerre juste permit une re-appropriation de la lutte armée par des Etats soucieux de mener une guerre aussi totale que possible. L'argument juridique, servit alors à justifier des massacres ou des dévastations opérées de sang-froid.²³ La conscience religieuse du Moyen Age imposait aux souverains de mener une guerre propre, ils la transformèrent en guerre légale en s'appuyant sur les multiples possibilités du droit féodal et du droit canon pour justifier des actions de guerre totale (l'époque la définissait comme guerre mortelle opposée à la guerre loyale, celle de la pure discipline chevaleresque).

2.3 Les états de la société et la guerre

La guerre de cent ans fit oublier l'enseignement de l'Eglise sur la guerre, elle ébranla également profondément la société de l'époque qui avait confié la guerre à la chevalerie. Le conflit marque la reprise en main par l'Etat des problèmes militaires et sécuritaires.

« La distinction des états et des membres de la chose publique n'est inconnue de personne, selon laquelle il est prescrit à l'Eglise de prier pour les autres, de conseiller et d'exhorter, à la noblesse de protéger les autres par les armes, et au peuple de les nourrir et de les entretenir par les contributions et par l'agriculture ; (...)chacun en accomplissant son office, doit poursuivre et rechercher, sans travailler seulement pour soi mais pour tous, en sorte que, si l'on usurpe l'office de son associé ou si l'on rejette son fardeau sur un autre, on s'occupe mal de l'utilité du bien commun. »²⁴ Dans cette conception tripartite de la société de la fin du Moyen Age, chacun, qu'il prie, qu'il travaille ou qu'il se batte, a une tâche déterminée, un office voulu par Dieu et s'il l'accomplit dans le respect de l'ordre et le souci du bien commun, la cité terrestre pourra alors prospérer dans la paix.

Une autre image présente la société comme un corps humain. La tête est d'or et symbolise le pouvoir royal, le cou de même métal représente son lignage, destiné à le soutenir et à transmettre ses ordres vers le corps. Les bras sont de loyal argent : membres les plus aidants et les plus puissants de tout le corps, ils servent à la défense. L'un des bras figure les barons, les ducs, les comtes, les hauts hommes du royaume, il utilise les ressources de la main bien « enjointée », autrement dit les gens d'armes ; l'autre bras, ce sont les chefs militaires, maréchaux, capitaines, connétables placés à la tête des « guerroyers », chevaliers, gens de pieds et soudoyers. Les deux bras sont des bras droits, car aucun ne doit avoir la primauté sur l'autre. Ils ne doivent nuire ni au chef, ni aux membres ; s'ils le faisaient, il conviendrait de les

²⁰ Jean Froissart, *Chroniques*

²¹ John Bromyard, *Summa predicantium*, fin du XIV^es

²² Après un entretien secret de deux heures, Vincent Ferrier ressorti et déclara à une assemblée de capitaines et de seigneurs : « Ce matin, avant de venir ici, je croyais le roi votre maître le plus tyrannique parmi tous les princes chrétiens, mais maintenant je pense le contraire car je vous assure qu'il est le plus parfait et le plus acceptable à Dieu et que sa querelle est si juste et si vraie qu'indubitablement Dieu est et sera son secours dans toutes ses guerres. », *The first english life of King Henry the Fifth*, anonyme, 1513

²³ Massacres de la population de Limoges, par le Prince Noir après qu'elle ait fait allégeance au roi de France

²⁴ J. Masselin, *Journal des Etats généraux de France tenus à Tours en 1484 sous le règne de Charles VIII*.

saigner à mort, de les rouer, de les briser sans pitié.²⁵ Ces descriptions permettent une bonne approche des structures de la société militaire et de ses obligations.

Le premier correspond aux troupes appartenant au système féodal, où il existe une liaison organique entre les obligations et les responsabilités militaires et le nombre et la qualité des fiefs. Tout vassal doit ainsi servir son suzerain par une participation personnelle et par la fourniture de troupes. Mais il doit également assurer la sécurité de son fief, il s'agit là de sa raison d'être, de la vocation de son ordre. Cette contradiction fut à la base du dilemme touchant l'aristocratie féodale française. En répondant à l'appel du roi, elle laissait ses fiefs et ses sujets à la merci des troupes anglaises et des Compagnies, perdant alors son autorité et risquant les révoltes populaires. La solution est alors de tricher sur les exigences royales, de retarder l'envoi de troupes ou de risquer la félonie, sous prétexte qu'un suzerain exigeant le service de ses vassaux sans pouvoir leur assurer la sécurité était un mauvais souverain ou un roi menant un combat illégitime. L'empressement de Philippe de Valois à poursuivre Edouard III et à engager le combat à Crécy est très souvent attribué à l'indiscipline et à l'impétuosité de la chevalerie. Il faut peut-être y voir aussi la volonté d'un roi à l'autorité mal établie, de répondre au plus vite de ses obligations de suzerain.

Le second bras correspond aux troupes dépendant directement de l'autorité royale. Maréchaux, connétables sont des nobles mais leurs responsabilités militaires sont indépendantes de leur rang féodal. Ils dirigent l'armée royale, troupe semi-permanente formée de gens de pieds payés pour leur service, de mercenaires (arbalétriers italiens, marins génois) et de troupes étrangères (écossais au service de la France). Exclusivement destinés à la grande guerre, ils sont moins attachés aux problèmes de sécurité et d'ordre. Leurs motivations sont les honneurs, la gloire et l'argent. Leur discipline et leur durée d'engagement sont à la mesure des subsides qui leur sont accordés.

La raison d'être de la société aristocratique et militaire était d'assurer la sécurité des autres ordres et de maintenir la paix. La persistance de la guerre et des exactions fut alors rapidement imputée à la noblesse et aux souverains qui dérogeaient à leur devoir d'assurer la sécurité des plus humbles : « Par leur grande convoitise, non pour honneur conquere, ont fait telle paction avec ceux d'Angleterre : Ne tuons pas l'un l'autre, faisons durer la guerre, feignons être prisonnier, moult y pourrons acquere. »²⁶

Le maintien du sentiment d'ordre et de sécurité au sein de la population, symbole de la légitimité du souverain, fut également l'un des centres de gravité du conflit. La violence de certaines exactions lors des chevauchées d'Edouard III, si elle créa un profond ressentiment anti-anglais, servit tout autant à déstabiliser l'autorité de Philippe VI puis de Jean le Bon et provoqua des retournements d'allégeance de vassaux s'estimant dégagés de leur serment par l'inefficacité de leur suzerain (voir les luttes de succession en Bretagne). Les souverains français durent donc rechercher un équilibre entre les actions de guerre menées contre l'armée anglaise et les actions de police menées contre les bandes armées, divisant ainsi des troupes réduites en effectifs. La solidité de la structure féodale et la fidélité de leurs sujets en dépendait.

2.4 Cohésion, discipline des armées et contestation sociale

Malgré le besoin de troupes de plus en plus nombreuses et l'hécatombe humaine de la peste, les Etats conscients des effets néfastes de l'insécurité, s'efforcèrent de continuer à recruter leurs forces au sein du monde nobiliaire « L'idéal était de se battre avec ou contre des gens connus, sous une autorité reconnue, dans un espace géographique limité, familial et coutumier ». La réalité fut cependant bien différente, elle imposa donc aux chefs de guerre de promouvoir une nouvelle discipline, destinée à pallier l'indépendance de la chevalerie et à mieux contrôler les bandes armées.

Le problème de la discipline au sein de la chevalerie fut ressenti simultanément dans les deux royaumes et entraîna une réforme des ordres chevaleresques. La vieille chevalerie qui procédait de l'adoubement s'était transformée en ordre social. Sa fidélité, sa pugnacité et sa discipline étaient implicites, elles butaient en fait sur l'amalgame des intérêts financiers et des ambitions propres à la guerre. L'enchevêtrement des liens féodaux propre au conflit -on pouvait être vassal de deux seigneurs- ouvrait également la porte aux retournements d'alliances. La fondation de nouveaux ordres de chevalerie n'est donc pas un anachronisme mais bien « un acte politique, une dernière tentative d'adaptation des structures mentales du passé féodal aux nécessités nouvelles de la défense et de l'exaltation de la Couronne »²⁷.

Lorsque Edouard III crée l'ordre de la Jarretière en 1344, et Jean le Bon, l'ordre de l'Etoile en 1351, les deux souverains ont le même objectif : établir un lien volontaire et direct entre le souverain et

²⁵, dans *La vie quotidienne pendant la guerre de cent ans*, P. Contamine

²⁶ Poème français écrit après la défaite de Poitiers

²⁷ Jean Favier *La guerre de cent ans*

son aristocratie militaire, sans qu'interfère aucune autre fidélité du même ordre. L'ordre de la Jarretière regroupait initialement 26 chevaliers, 13 chanoines et 13 clercs. Dirigé par Edouard III, l'ordre est laïc et impose le service personnel du roi. L'objectif est d'y regrouper une élite politique et militaire dévouée à la cause dynastique. L'inspiration est la même chez Jean II lorsqu'il crée l'ordre de l'Etoile. Les statuts insistent sur l'unité de l'ordre derrière le roi. Cette aspiration monarchiste vise à assurer la paix et la force du royaume, par un serment de fidélité prêté par 500 chevaliers alors que la noblesse est divisée et use du droit féodal pour menacer de désaveu le souverain. Mais à la différence de l'ordre de la Jarretière qui fut un outil pragmatique, l'ordre de l'Etoile fut entaché dès sa conception d'une réminiscence des vieilles valeurs épiques. Jean II imposa, pour renforcer son autorité, le serment de ne jamais reculer sur un champ de bataille. En 1353, plusieurs chevaliers de l'Etoile sont massacrés dans une simple embuscade, tenus par leur engagement de ne pas fuir. Jean le Bon lui-même est fait prisonnier à Poitiers par le Prince Noir, il resta ainsi fidèle à son serment. Cette capture marqua la disparition de l'ordre, la fin d'une réforme utile et un nouveau discrédit sur les souverains français et leur chevalerie.

Si la discipline doit être ramenée dans la chevalerie, le problème est encore plus délicat dans la troupe. L'évolution des combats nécessite un recours toujours plus important aux troupes à pieds et aux archers, autant de tâches réservées au peuple. Mais la guerre est interminable et la levée de l'Ost ne peut être utilisée que dans des conditions extrêmes. Le recrutement de mercenaires étrangers, de marginaux, de bâtards de nobles ou de hors-la-loi augmente donc. En échange de solde et de part de butin, de chartes de pardon voire d'anoblissement²⁸. Les chefs de guerre peuvent ainsi lever des armées de bonne expérience militaire. Mais ces troupes recrutées pour la durée d'une campagne acquièrent vite un sentiment de solidarité lors des combats et il est très délicat de les démobiliser. La France est alors à plusieurs reprises parcourue par ces Routes et Grandes Compagnies. Elles pillent, s'enferment dans des places fortes saisies, vont jusqu'à menacer le Pape en Avignon. Elles rajoutent à la guerre un problème sécuritaire dramatique pour la population. Les souverains français durent le traiter en détournant des troupes de leur tâche principale sous peine de perdre leur autorité et de voir disparaître les ressources économiques du pays.

Ces exactions sont alors à lier aux révoltes populaires - révolte parisienne d'Etienne Marcel et Jacquerie de 1358, révolution des Flandres, des Travailleurs à Londres, des maillotins et des Cabochiens, des Tuchins du Languedoc - qui exprimaient une profonde lassitude de la guerre et une perte de confiance en l'organisation sociale de cette fin de Moyen Age. Ces révoltes, qui sapèrent l'autorité royale eurent également des conséquences psychologiques dans l'organisation des armées.

Le problème de la discipline est en effet traité de façon différente en Angleterre et en France. Dans un royaume peu touché par les révoltes, Edouard III a su imposer l'ordre dans ses troupes populaires. Bien commandées par des chefs professionnels (Chandos, Knolles, Talbot,...), homogènes et composées de volontaires, le pouvoir royal sait pouvoir s'appuyer sur elles. Il n'hésite pas à former un réservoir d'archers en exigeant par une ordonnance de 1363, que le peuple tire à l'arc au lieu de jouer à la soule le dimanche. En France au contraire, les différentes révoltes populaires mêlées à un certain mépris aristocratique²⁹ perturbent la réorganisation des troupes non nobles. Les souverains français hésitent entre le choix de la levée autoritaire de sujets en arme, l'interdiction de l'entraînement au tir dans les communes par crainte des révoltes³⁰, la formation de réserves populaires avec les francs archers ou le recrutement de mercenaires étrangers. Cette prévention, liée aux doutes des souverains sur la fidélité de leur chevalerie, fut un frein aux réformes. Elle est également la marque d'un pouvoir évoluant vers la centralisation monarchique et qui cherche à imposer l'obligation militaire chez ses sujets tout en exigeant une soumission absolue des chefs militaires. Son aboutissement sera l'armée permanente de Charles VII, ouvrant à la fin de la guerre une longue tradition de rapports tendus entre le pouvoir, l'armée et la société en France.

²⁸ Edouard III accorde 850 chartes de pardon pour les campagnes entre 1339 et 1340, il est dit de Robert Knolles préparant sa chevauchée de 1370 qu'il « prist en sa compaigny a sa confusione demesne diverses gentz de religione eschapez et apostates et ensemment plusours larounes et robbers de diverses gaoles »

²⁹ Après la défaite de l'Ecluse, Froissart fait une oraison funèbre pour quelques nobles puis dit des gens d'équipage : « Les Français ne firent pas grand compte de ces Normands. Certains dirent qu'on n'a rien perdu si ces écumeurs de mer sont morts : ils n'étaient que larrons... Le roi de France, à leur mort, a gagné 200 00 florins : on leur devait leurs gages de quatre mois et ainsi la mer en est délivrée. »

³⁰ Jean de Juveanl des Ursins explique comment le gouvernement de Charles VI imposa à ses sujets en 1394 de ne jouer « a quelque jeu que ce fust, sinon à l'arc ou a l'arbalestre », alors qu'en 1382 il avait confisqué en 1383 l'ensemble de l'armement des parisiens amassé durant les luttes de Charles V devant la menace d'une chevauchée. Dans le *Livre de la paix*, Christine de Pizan déclare peu après qu'il « n'est plus grant folie à prince (...) que de donner licence au menu commun que de soy armer. » et que « s'il n'avoit assez nobles et gens d'armes en son pays », il doit recruter « des souldoiers estranges. »

2.5 Le combat chevaleresque

Malgré ces évolutions, la société militaire, plus traditionaliste car ayant besoin de codes pour maintenir sa cohésion et son courage, gardera longtemps une vision du combat inspirée de l'héritage chevaleresque. Il est donc important d'en rappeler quelques caractéristiques pour montrer comment elle pouvait imposer une attitude opérationnelle parfois contraire aux objectifs politiques de la guerre.

Le combat est tout d'abord perçu comme l'affrontement d'individualités, les plus fortes et les plus courageuses devant emporter la décision. On retrouve là une conception chère à Végèce, stratéliste latin très lu au Moyen Âge : « La victoire toujours a coutume d'être obtenue par peu de gens et surtout par des hommes de courage » Ce courage est considéré comme une vertu proprement nobiliaire liée au lignage. Au combat il faut démontrer « grande ardeur », « haut courage et apertises d'armes » et multiplier les « prouesses ». Ces caractéristiques morales sont systématiquement liées aux qualités physiques : « sont dignes a estre chevaliers, qui ont les yeulx esvellez, la teste droite, la proitrine large, les espaulles grandes et haultes ; le bras gros et quarrez, gros coul, long doiz, petit ventre, les reins larges, les cuisses et piez nerveux et dur. »³¹ Les grands chefs de guerre sont donc des hommes forts. Talbot, chevalier à 16 ans, mourut à plus de 80 ans, l'épée à la main à la bataille de Castillon ; Boucicaut, maréchal de France est célèbre pour ses exploits physiques³². Ces hommes n'en étaient pas moins cultivés et bons tacticiens. Troupe de choc, la chevalerie développe donc une conception individualiste du combat. Celle-ci est d'ailleurs renforcée par le développement technique de l'armement. La qualité des armures et des armes de poing progresse énormément. Si l'équipement d'un chevalier représente un investissement financier réservé aux seuls seigneurs féodaux, il offre également un sentiment de supériorité tactique propre à favoriser l'élitisme par rapport à l'effet de masse. Les défaites de Crécy et d'Azincourt détruiront ce mythe.

Avec la bravoure, l'honneur était l'autre vertu capitale. Les chansons de geste véhiculèrent cette image du chevalier acceptant la mort ou l'outrage pour ne pas parjurer la parole donnée. Sa place est en première ligne lors de l'affrontement : « Si l'on tient les champs, soyez soigneux d'avec ceux de l'avant-garde aller, car c'est le plus aventureux. On y peut honneur conquérir plus qu'ailleurs. »³³ . Le chevalier doit également agir avec gentilhommie au combat. La ruse de guerre, l'esquive, l'attaque sur les arrières sont vite entachées d'infamie. L'épisode de Laigle en est caractéristique. Le 8 juillet 1356, Lancastre, qui vient de débarquer en Normandie, est rattrapé par l'armée de Jean II. Ce dernier, respectant l'usage, envoie ses hérauts pour proposer la bataille. Le lendemain matin les Français, largement supérieurs en effectifs, aperçoivent la cavalerie anglaise rangée en ligne, derrière des haies, lance au poing. La bataille va donc avoir lieu, l'Anglais ne peut se dérober. Dans l'après-midi, les cavaliers disparaissent subitement. Lancastre a profité de la nuit pour replier son armée, laissant deux cents chevaliers pour retarder l'engagement. Jean II estima être vainqueur, l'ennemi avait failli à l'honneur en se dérobant. Il aurait pu remporter une victoire tactique complète grâce à sa supériorité, il subit en fait une défaite stratégique. Au lieu d'éliminer définitivement la menace anglaise sur la Normandie, il lui permit de se disperser dans plusieurs forteresses. Il immobilisa alors son armée pour le siège de Breteuil, laissant l'initiative au Prince Noir de mener une chevauchée partant d'Aquitaine pour tenter de rejoindre l'armée de son frère.

L'honneur n'est pas la seule motivation du combat chevaleresque, la guerre a également une importance économique. Jean de Bueil décrétait que les « armes paient toujours leur souldoyer » en apportant soit la mort, l'honneur ou la fortune. Le principe de la rançon était largement répandu durant la guerre de Cent ans. Tout chevalier isolé et sûr de sa défaite pouvait alors « bailler sa foi » à un combattant du camp adverse. Fait prisonnier et tenu par son serment, il était alors soigné et protégé, puis interné jusqu'à ce que ses vassaux paient la rançon exigée. Cette pratique apportait des revenus non négligeables. Elle se pratiquait entre chevaliers, clairement identifiables par leurs armes et leurs bannières, et se connaissant car ayant l'habitude de se rencontrer sur les champs de bataille. Mais la rançon et la recherche d'un prisonnier rentable renforçaient incontestablement l'individualisme et le manque de discipline tactique dans la chevalerie. Elles correspondaient aussi à un souci d'épargner des vies humaines, renforcé par les convictions chrétiennes et le faible effectif des troupes chevaleresques (le concept zéro mort n'est peut être pas si moderne que cela.)

³¹ *Le Rosier des guerres*, cité dans *Végèce et la culture militaire au Moyen Âge*, Philippe Richardot

³² « Il faisoit le soubresaut armé de toutes pièces, fors le bacinet. Sailloit sans mettre le pied à l'estrier sur un coursier, armé de toutes pièces. Il montoit au revers d'une grande eschelle dressée contre un mur, sans toucher des pieds, mais seulement sautant des deux mains ensemble d'eschelon en eschelon armé d'une cote d'acier et ostée la cote, a une main seulement montoit plusieurs eschelons » *Le livre des faits du bon messire Jean le Maingre, dit Boucicaut, maréchal de France et gouverneur de Genes*

³³ *Cent ballades*, cité dans *La Guerre de cent ans*, Jean Favier

Enfin l'affrontement ultime, la « bataille » avait un sens tout particulier. Livrée sur un champ clos, après proposition d'une « journée »³⁴, la bataille fait appel à l'honneur, au courage, il ne peut être question de l'éviter sans tacher sa renommée. Elle fait aussi appel à la charité chrétienne, en proposant un règlement rapide du différend, pour éviter que la population souffre trop des désagréments provoqués par une armée en campagne. Elle est d'ailleurs dans son résultat, l'expression même de la volonté divine, car la victoire ne peut échapper au parti qui plaît à Dieu. La bataille tient alors de l'ordalie, du jugement divin. Son résultat est définitif, il peut mettre fin à une campagne, un siège même si le vaincu garde encore un potentiel important. Le combat des Trente en est une illustration saisissante. En 1351, lors des campagnes de Bretagne, Robert de Beaumont tente de prendre Ploërmel. La ville est tenue par un capitaine allemand, quelques Bretons et Anglais pour le parti pro-anglais des Montfort. Se sentant incapable de mener un siège, Beaumont propose une bataille entre champions³⁵. L'Allemand, en situation pourtant favorable, l'accepte³⁶. Le lendemain matin, trente champions de chaque parti se retrouvent sur le champ. En milieu de journée une pause est sonnée. On soigne les blessés, on relève les morts, le combat reprend. Au soir, les Anglais avaient perdu 9 hommes dont leur chef, ils se rendent car il est déloyal de fuir. Les Français comptent 6 morts et remportent la victoire. La ville, qu'ils n'auraient jamais pu prendre, leur appartient.

Chaque époque a une représentation propre de la guerre et de ses objectifs : pillage économique, conquête territoriale, destruction de l'ennemi « héréditaire », diffusion de valeurs religieuses ou politiques. Leur connaissance est indispensable pour comprendre les stratégies déployées. La guerre de Cent ans offre plusieurs caractéristiques :

- une représentation de la guerre profondément marquée par l'influence religieuse et féodale,
- une évolution profonde de ces représentations durant le conflit,
- une perception différenciée de cette évolution par la société politique, civile ou militaire.

1 Pour les souverains, la guerre est un conflit d'autorité et de légitimité. Leur affirmation passe par la victoire au combat, signe de l'appui divin et la mise sous tutelle stricte de leurs vassaux et de leurs armées. Ils cherchèrent donc à développer une guerre la plus totale possible pour imposer leur pouvoir, c'est là l'un des centres de gravité du conflit. Cette recherche se traduit par l'évolution du système féodal vers la monarchie centralisée mais ne peut négliger la persistance de la l'influence religieuse. L'argumentaire juridique sera donc une constante destinée à s'assurer du soutien des clercs, des grands féodaux et de l'opinion. Sous l'impulsion des souverains la guerre juste évolue vers la guerre légale.

2 Pour une large part de la population, la persistance des troubles est perçue comme un échec du système féodal et une remise en cause du rôle social de la noblesse en arme. Cette contestation qui menace l'équilibre des royaumes et la cohésion des armées est un souci permanent pour le pouvoir politique. Le maintien de l'ordre au sein du territoire apparaît donc comme le second centre de gravité du conflit. Il passe par l'affirmation du caractère national de la lutte pour éviter l'éclatement des régions et par le développement d'une nouvelle discipline militaire.

3 La société militaire enfin, se retrouve au centre de ces évolutions. Si elle continue à promouvoir largement l'idéal chevaleresque du combat et le respect des règles d'engagement qu'il impose, elle connaît une modification des mentalités qui lui permettra de développer de nouveaux modes tactiques. Cette société militaire voit également ses rapports avec le pouvoir politique profondément modifiés. La capture de Jean II le Bon à Poitiers démontra que le souverain n'avait pas à se tenir au centre de la bataille. Le roi n'a donc plus besoin d'être le meilleur des chevaliers. Si les niveaux politiques et militaires furent jusque là confondus, le conflit voit réapparaître l'échelon du stratège, oublié depuis l'empire romain. L'Histoire garde le souvenir d'associations telles qu'Edouard III et le Prince Noir, Charles V et Du Guesclin, marquant la distinction entre la vision politique des buts de guerre et leur exécution par le combat. La guerre de cent ans verra également réapparaître l'inévitable conflit entre ces deux niveaux : l'opposition entre Jeanne d'Arc et Charles VI sur la poursuite de la lutte vers Paris en est la parfaite illustration.

³⁴ Selon les règles de la bataille, l'une des deux armées fixe un jour de rendez-vous, assurant l'autre partie qu'elle sera prête à l'affronter au lieu fixé. Voici par exemple la lettre de proposition de bataille faite par Talbot à Clermont avant Castillon : « Nous ne pouvons avoir de nouvelles certaines de vous, car chaque jour vous changez de logis et de pays. Afin que Dieu n'en soit déplaisant et que le pauvre peuple n'en soit grevé ou détruit, si vous voulez demeurer et attendre en un lieu raisonnable et champ ouvert et y avoir affaire l'un avec l'autre , nous vous faisons savoir que dedans trois jours prochains nous y serons en notre personne. Ainsi, ne vous reculez ! que la faute soit en vous »

³⁵ « Y avait-il là dedans nul compagnon, ou deux ou trois, qui voulussent jouter de fers de glaives encontre trois, pour l'amour de leurs dames. » cité dans *La guerre de cent ans*, Jean Favier

³⁶ « Mais je vous dirai ce que nous ferons si'il vous plaît. Nous prendrons vingt ou trente des compagnons de votre garnison et j'en prendrai autant de la nôtre. Ainsi allons en un beau champ, là où on ne puisse déranger ni empêcher. Et commandons sous peine de la corde à nos compagnons d'une part et d'autre, et à tous ceux qui nous regarderont, que nul ne fasse aux combattants force ni aide. » idem

3 Les forces en présence

Cette culture de la guerre est relayée par toute une littérature militaire fondée sur l'expérience et la réflexion théorique. Commune à la France et à l'Angleterre, elle cherche à promouvoir un « art de la guerre » synthèse des valeurs médiévales et de l'efficacité romaine. Les deux pays forgeront cependant leur outil militaire sur des expériences militaires bien distinctes. En effet, après Bouvines, la chevalerie française sera principalement engagée en « opérations extérieures » lors des croisades. L'Angleterre d'Edouard I^{er}, en revanche, entama une guerre de conquête pour imposer son autorité aux Ecossais. Dans un conflit extrêmement violent et mené sur des terrains difficiles, les Anglais subirent face aux troupes de Robert I^{er} Bruce une défaite écrasante le 24 juin 1314 à Bannockburn. Ils surent alors réorganiser leur armée et développer une nouvelle tactique de bataille. L'objet de ce chapitre sera donc :

- d'évoquer les sources et traités proposant une théorie de l'art de la guerre,
- de décrire les armées anglaise et française à travers leurs différences d'organisation, de recrutement et d'effectifs,
- de présenter les modèles tactiques utilisés lors des « batailles ».

3.1 Les théoriciens de la guerre au Moyen Age

La société militaire de la fin du Moyen Age reste fascinée par le modèle romain. Cette influence se traduit tout particulièrement par la place prépondérante que prit Végèce, auteur de *De Re Militari* dans la formation et la culture des chefs militaires. Son traité d'art militaire écrit à la fin du IV^e siècle est largement répandu et traduit en langue vulgaire. Ce succès est dû à la remarquable pédagogie de l'ouvrage qui traite de l'organisation des Légions, des machines de siège, des exercices d'entraînement, mais aussi de la sagesse du chef et de principes tactiques. L'engouement pour Végèce tient aussi au fait qu'il est chrétien. Ses conseils s'accompagnent de remarques morales sur l'ascèse du soldat qui sont très proches de la culture chevaleresque. Le Moyen Age élaborera également sa propre littérature militaire. Il y a tout d'abord de nombreux ouvrages politiques destinés à l'éducation des princes et faisant référence à l'art de diriger une guerre. L'un des plus célèbres est le *Policraticus* de l'évêque de Chartres, Jean de Salisbury (1115-1180). Ce dernier, lecteur de Végèce et de Frontin, insiste sur la nécessité de la raison dans les choix tactiques³⁷. D'autres ouvrages s'attachent à l'aspect juridique de la guerre comme *L'Arbre des batailles* qu'Honoré Bovet dédia au jeune Charles VI. Christine de Pisan (1364-1430), s'adresse aux seigneurs et à leurs « dames » lorsque ces derniers guerroyaient, pour dispenser des conseils pratiques de commandement et de combat dans *Le Livre des fais d'armes et de chevalerie* ou *L'art de la chevalerie selon Végèce*. Il y a également toute une littérature historique qui comporte un aspect didactique (*Grandes chroniques de France* de Froissart). Enfin, des hommes de guerre transmettent leur expérience à travers des traités d'art militaire (Philippe de Mézières, le *Jouvencel* de Jean de Bueil). Cette littérature n'est pas réservée à quelques érudits. La noblesse prend le soin de s'instruire et de se préparer à sa responsabilité de commandement car selon Jean de Salisbury « Qui trouveras-tu capable d'enseigner une chose qu'il n'a jamais apprise ? ».³⁸ Et Jean de Gerson s'insurgeait contre ceux qui méprisaient cette formation théorique « Sont à reprendre ceulx qui mesprisent que les nobles enfans aprenent es livres ou par les clerks les histoires et croniques des batailles. »³⁹ On retrouve donc ces ouvrages dans les bibliothèques de nombreux responsables politiques et militaires.

L'influence de Végèce en particulier se traduira dans les faits. L'armée romaine qui était selon lui invincible grâce « à l'exercice, à la discipline des camps et à l'utilisation des armées » sert de référence dans les réformes. Les règlements de Jean le Bon pour imposer des routes à effectif précis, la relance des travaux de fortification sous Charles V sont inspirés par le modèle romain. De même l'évitement de la bataille⁴⁰ pratiqué lors des chevauchées anglaises comme la stratégie temporisatrice de Charles V sont clairement évoquées dans *De Re Militarii*. Enfin ses apports tactiques sont innombrables : dispositifs et machines de siège, travaux de sape, de pontonniers, ordre de bataille sur 3 rangs, importance du choix de l'emplacement. Suivi scrupuleusement lorsqu'il proposait des solutions techniques, Végèce eut moins de succès auprès de la société militaire lorsqu'il prônait l'innovation tactique car : « Les choses habituelles perdent leur valeur »⁴¹.

³⁷ « Qui veut la paix doit préparer la guerre ; qui veut la victoire doit entraîner diligemment ses soldats ; qui veut combattre avec succès , doit combattre par règles et non par hasard. Personne n'ose provoquer ou offenser une puissance que l'on devine supérieure dans la guerre. »

³⁸ cité dans « Végèce et la culture militaire au Moyen Age » Ph. Richardot

³⁹ idem

⁴⁰ « journée incertaine qui décide du sort des nations. », idem

⁴¹ idem

3.2 La cohérence de l'armée anglaise

Au-delà des influences théoriques, la constitution de l'armée d'Edouard III et son efficacité sont dues principalement à l'application des enseignements tirés des luttes menées en Ecosse.

La chevalerie y tient comme ailleurs la première place. Composée essentiellement de nobles, elle fournit les principaux chefs militaires et si elle combat souvent à pied, elle reste l'arme de la décision par le choc. Elle est parfois accompagnée d'une cavalerie légère, les « hobelards ». De petite noblesse ou appartenant à la bourgeoisie, ils sont plus légèrement équipés et mènent des missions de reconnaissance, ou d'exploitation par la poursuite des fuyards. L'effectif de ces combattants à cheval est relativement faible. Le problème de la remonte sera en effet un souci permanent lors de leurs opérations sur le continent, les Anglais ne pouvant compter que sur des ressources en chevaux limitées. La proportion des troupes populaires est en revanche très forte et les archers en constituent la dominante. Parfois à cheval lors des mouvements, ils combattent tous à pied. Ils sont armés du *long bow*, arc gallois haut de près d'un mètre quatre-vingts, et tirent 3 à 6 fois plus vite et plus loin (>200m) que les arbalétriers. L'importance de l'infanterie est également forte. Les sergents d'armes, le plus souvent d'origine galloise sont équipés de piques, fauchards ou grands couteaux. Les uns sont destinés à supporter le premier assaut de chevalerie et à protéger les archers, les autres participent aux charges et aux corps à corps en s'infiltrant dans la mêlée⁴². L'armée anglaise possède aussi des troupes « techniques » : sapeurs, artilleurs... Ces derniers principalement verront leurs effectifs augmenter. L'amélioration des performances, de la précision, mais aussi du poids et de la mobilité rendent cette arme de plus en plus efficace dans les guerres de siège.

Le mode de recrutement anglais propose un système original reposant sur le principe d'un contrat de droit privé liant l'homme de guerre à son chef et faisant donc essentiellement appel aux volontaires. Avant chaque expédition sur le sol français, le roi rassemblait dans l'un des ports dont il voulait faire sa base de départ, vivres et armes en provenance des différents comtés, et réquisitionnait des bateaux. Il lançait simultanément un appel aux volontaires par messages et passait des contrats, les « endentures », directement avec les grands capitaines. Ces contrats fixaient la durée de service, les effectifs, le montant des soldes, les règles de partage des rançons et des butins. En fonction du nombre d'indentures signées, le souverain était assuré de l'effectif et de la qualité de ses troupes, la responsabilité en incombant aux capitaines⁴³. Le maintien de la qualité des troupes populaires est d'ailleurs un souci permanent du commandement. Il existe pour les gens à pied un système de sélection, la « commission d'array », permettant de recruter dans chaque comté les hommes les plus aptes à faire la guerre. Ce système est relayé par les ordres du souverain exigeant la promotion des concours de tir à l'arc dans les communes.

Il faut, pour évaluer l'effectif des armées anglaises, distinguer les troupes levées en Angleterre et destinées aux opérations de niveau stratégique (chevauchées majeures, saisie des points d'entrée et places fortes principales) des unités anglaises ou alliées stationnant en France et vouées à la défense du territoire tout en exerçant une menace permanente sur les forces françaises (ouverture de fronts secondaires, renfort des chevauchées après jonction). Les contrats d'indentures permettent d'avoir une idée des effectifs des troupes levées pour une chevauchée. Pour l'expédition de Jean de Lancastre en 1373, on relève 28 chefs⁴⁴ à la tête de 28 retenues pour un total de 6000 combattants. Ces effectifs ne prennent pas en compte les valets faisant office de sapeurs, de pontonniers ou assurant le support logistique. Les chevauchées sont donc l'affaire de troupes mobiles et limitées en effectif entre 5000 et 15000 hommes. Les effectifs anglais lors des grandes batailles sont également faibles et toujours inférieurs à ceux des français. A Crécy, Edouard III commande 2000 chevaliers, 7000 archers et 3000 sergents de pied gallois. L'armée anglaise pourra cependant bénéficier de rapports de force localement favorables. Au plus fort du siège de Calais Edouard III aurait réussi à solder 32000 combattants, soit 60000 hommes, lui permettant de mener un blocus efficace tout en dissuadant l'intervention de l'armée de Philippe VI. Mais les Anglais sont obligés, pour contrôler leurs conquêtes, de laisser des troupes dans les places prises. Les effectifs de leurs troupes de chevauchées fondent donc rapidement ce qui limite leur durée. Ainsi, en 1415, Henri V dispose de

⁴² « Et là, entre ces Anglais, il y avait pillards et ribauds, Gallois et Cornillois qui poursuivaient gens d'armes et leur archers, qui portaient grands coutilles et venaient entre les gens d'armes et archers qui leur faisaient voie et trouvaient ces gens d'armes en ce danger, comtes, barons, chevaliers et écuyers et les tuaient sans merci. » *Chroniques de Froissart*.

⁴³ Le capitaine utilise le même principe avec sa troupe. Ainsi, en 1440, Humphrey, comte de Stafford signe une indenture avec Sir Edward Gray, chevalier bachelier imposant à ce dernier de servir au-delà de la mer avec un écuyer, trois yeomen, un groom, un page et sept chevaux. dans *La guerre au Moyen Âge*, Philippe Contamine

⁴⁴ 13 anglais et 15 étrangers (le duc de Bretagne en exil, 3 chevaliers de Castille, 4 originaires des Pays-Bas, des Gascons et Limousins).

10000 combattants pour entamer le siège d'Harfleur⁴⁵. Ses troupes sont réduites à 7500 hommes par la dysenterie et il doit laisser 900 hommes d'armes et 1200 archers pour tenir la place après sa prise. Il ne disposera donc que d'un millier de chevaliers et de 5000 archers à Azincourt un mois plus tard. L'estimation des troupes anglaises tenant garnison permanente en France est encore plus délicate. La faiblesse des ressources humaines et la persistance des troubles en Ecosse et au Pays de Galles limitent forcément ces forces. Elles sont donc réservées aux places d'intérêt stratégique : Bordeaux et la défense de la Guyenne, Rouen, Calais (la garnison comporte 2000 à 4000 gents d'armes et archers renforcés par une véritable colonie de peuplement). Les Anglais ont alors un besoin vital de disposer de renforts humains sur le territoire français. Leurs alliés, permanents ou d'occasion, seront nombreux. Gascons, Flamands, Bretons, Normands, Navarrais, Bourguignons fourniront des troupes et des grands capitaines⁴⁶ formés à l'anglaise. Mais cet appui ne se limite pas aux troupes. Par le prêt de ports et de places fortes sur le continent, les alliés permettront aux armées anglaises des chevauchées de posséder plusieurs points d'entrée, d'appui et de refuge lors de leur progression, leur garantissant liberté de mouvement et sécurité.

3.3 La nécessaire réforme des forces françaises

Au début du conflit les troupes françaises pourraient être qualifiées d'armée à deux vitesses. Le roi dispose en effet du ban, les gens d'armes qu'il rassemble par semonce des nobles. Ces chevaliers sont le plus souvent de bons guerriers, aguerris par les croisades et les luttes contre les communes flamandes. Ils ont pu exercer leur bravoure et leur efficacité individuelle dans ces combats souvent meurtriers mais faisant rarement appel à l'initiative tactique. Il peut également requérir l'arrière-ban et lever les milices communales, elles ont fait merveille à Bouvines. Mais rarement utilisées, mal armées et peu entraînées, elles sont de faible efficacité. Les premières défaites du conflit démontreront la nécessité des réformes.

La chevalerie est donc la base des armées françaises. Organisée en « bataille », regroupant les contingents des grands seigneurs ou du connétable de France, elle se décline en de nombreuses petites unités qui correspondaient à la hiérarchie féodale. Celles-ci sont sous les ordres de chevaliers bannerets (entre 20 et 60 hommes d'armes), de chevaliers bacheliers (de 2 à 20) et d'écuyers (de 1 à 4). L'unité de base est la « lance » qui regroupe de 2 à 4 hommes : le chevalier, ses écuyers ou des coutilliers à cheval. Cette chevalerie hésite entre deux tendances, la protection avec le caparaçonnement des chevaux ou la mobilité en créant des unités de cavalerie légère : demi-lances, vougiers, brigandiniers. L'organisation des troupes populaires est très différente de celle de l'armée anglaise. Le corps des archers est inexistant. Il est remplacé par des arbalétriers, souvent mercenaires (Pays de Gênes, Castille). L'arme, plus précise et plus puissante que l'arc, est très efficace dans la guerre de siège mais ne permet pas l'effet de saturation provoqué par l'archerie anglaise sur le champ de bataille. Ces troupes seront profondément réformées. La proportion des hommes de traits (moins d'un combattant sur deux à Crécy) va s'inverser après Azincourt. Les archers vont peu à peu remplacer les arbalétriers avec l'arrivée de contingents écossais sur le continent et la formation de réserves populaires (les francs archers) sous Charles VII. Ils seront alors souvent montés et intégrés dans la « lance ». Les troupes à pied semblent avoir également disparu. Les sergents à pied et coutilliers allemands sont préférés aux hommes des communes alors que la protection des places fortes mobilise une grande quantité de sergents de guet et de gardes. Les ressources en « infanterie » sont donc faibles. Le développement de la guerre d'embuscade et la levée de troupes d'autodéfense lui rendront son importance au cours du conflit. L'artillerie prend également une place grandissante. Fonder cependant la victoire française sur l'utilisation de l'artillerie relève de la mythologie historique. Arme savante et technique contre l'ignorance médiévale, arme nationale et étatique contre l'anarchie féodale, arme populaire et efficace contre les prétentions de la noblesse, ces schémas correspondent trop bien au discours post révolutionnaire, laïc et républicain de la Troisième République pour être parfaitement juste⁴⁷.

⁴⁵ Il a également à sa disposition 120 mineurs commandés par un chevalier, 25 maîtres canonniers et 50 servants, 124 menuisiers, 40 valets destinés à l'entretien des harnois de guerre et tout un service médical.

⁴⁶ L'un des plus célèbres est Jean de Grailly, Captal de Buch. Son parcours est exemplaire de l'attitude d'une partie de la noblesse française. Ce grand vassal, lié aux d'Albret est un fin lettré, bon tacticien et noble chevalier. Jaloux de son indépendance, il prendra donc le parti des anglais contre la volonté de contrôle des Valois sur la Guyenne. Il aura un rôle déterminant à Poitiers auprès du Prince Noir, à la tête de sa troupe de Gascons. On le retrouve cependant dans les opérations de police destinées à écraser les Jacqueries qui menacent le pouvoir de Charles V au côté de Charles de Navarre, la solidarité nobiliaire l'emportant sur le conflit « national ». Il prendra la tête de troupes navarraises levées dans le Sud pour rejoindre en Normandie l'armée devant faire face à l'offensive de Du Guesclin et sera battu à Cocherel. En 1372 jugé comme traître au royaume par Charles V qui avait oublié les Jacqueries, il mourra enfermé au Temple.

⁴⁷ Ce discours, très répandu de 1870 à 1918, dans une armée où l'artillerie prend une place prépondérante est à mettre en parallèle avec celui tout aussi partial d'une Jeanne d'arc, nationaliste et fille du peuple de France, qui sauva par son courage et par les vertus de l'offensive, la patrie menacée.

L'instauration d'un « général maître des artilleurs » (Milet de Lyons) et de « maîtres des canons » sous Charles V marque effectivement la prise en compte du développement de l'artillerie par le pouvoir central. Il faudra cependant attendre Jeanne d'Arc à Lagny puis les frères Bureau à Castillon pour qu'elle soit utilisée sur le champ de bataille comme arme d'appui.

L'aspect essentiellement défensif de la lutte du roi de France lui permet de recourir à la semonce. Par mandement⁴⁸, il convoque les nobles et éventuellement les communes afin de constituer l'Ost. Le roi utilise donc largement ses pouvoirs de souverain pour mobiliser des troupes en échange d'exemptions fiscales et moyennant quelques gages. L'appel aux communes est le plus souvent délaissé en échange d'impôts financiers permettant la levée de troupes mercenaires et des « soudoyers »⁴⁹, le paiement de gages et l'achat de matériel de guerre. A cette procédure de convocation est lié tout un système de contrôle et d'inspection. Lors de la « montre » et la « revue », les baillis et sénéchaux vérifient les effectifs et leur conformité aux exigences féodales. Les maréchaux, le maître des arbalétriers ou leurs commis étaient alors chargés de la vérification de la qualité de ces troupes et de leur intégration au sein des batailles.

Ce système présente plusieurs inconvénients. Il repose essentiellement sur une autorité royale encore mal affermie et contestée au fur et à mesure des défaites. Certains seigneurs, s'ils ne passent pas du côté anglais, tardent à envoyer leurs troupes⁵⁰. Les communes, parlements et Etats généraux refusent certains impôts, contestent l'utilisation faite de leur argent et le peu d'ardeur du roi à défendre les places assiégées. Ainsi, après la levée d'une armée pour se porter au secours de Calais puis le retour de celle-ci sans avoir affronté l'armée d'Edouard III, les Etats de 1347 déclarèrent à Philippe VI, « Vous êtes allé en ces lieux honoré, et à grand compagnie, à grands coûts et à grands frais. On vous y a tenu honteusement et ramené vilainement. On vous a toujours fait donner des trêves, bien que les ennemis fussent en votre royaume... Par de tels conseils, vous avez été déshonoré ! ». La défaite trouble directement le recrutement de cette armée sous contrainte financière et sous contrôle de l'opinion. Un autre défaut du système réside dans le mode de constitution de l'Ost. Il est essentiellement réactif et ne permet pas de disposer de forces permanentes pour prendre l'initiative. Enfin si l'organisation des bannières et des lances permet de disposer d'unités semblables et cohérentes, leur intégration dans le système modulaire de la « bataille » pose un grand nombre de problèmes de cohésion et de confiance. Les cellules de base sont efficaces mais elles ont parfois du mal à obéir à des chefs mal connus. L'une des premières réformes est effectuée par Jean le Bon. Par l'ordonnance du 30 avril 1351, il impose aux « chefs de montre » de se présenter avec des « grosses routes ». Les capitaines doivent ainsi présenter des effectifs homogènes de 25 à 100 hommes. Il faudra cependant attendre Charles V pour voir une évolution significative vers « l'armée permanente ».

Malgré ces imperfections, le roi de France dispose d'un réservoir humain important et d'une supériorité numérique d'un pour trois sur l'ensemble du territoire. Les effectifs ne furent jamais aussi importants qu'au début du conflit. L'armée du Sud-Ouest, établie en Gascogne et en Saintonge est destinée essentiellement à contrer les offensives anglaises. Ses effectifs sont proches de 4000 hommes d'armes et 8000 gens de pied pour l'été, période des campagnes actives, et deux fois moins durant l'hiver. L'armée du Nord, destinée à s'opposer aux actions anglaises à partir des Flandres ou de la Normandie est bien plus importante. L'effectif de l'Ost dit de Bouvines, levé après le débarquement d'Edouard III en Flandres en 1340, est estimé à 30000 hommes d'armes et 30000 hommes de pied. L'armée royale arrivant à Crécy comporte 10000 hommes d'armes et 10000 hommes de pied et arbalétriers. Comme du côté anglais, ces effectifs ne cesseront de fondre, conséquence de la peste et des problèmes financiers provoqués par la durée du conflit. Ce phénomène imposera la recherche d'une organisation permanente et plus efficace.

3.4 Les tactiques de bataille

Les batailles rangées furent rares et espacées durant la guerre de Cent ans. Le conflit est essentiellement fait de guerres « obsessives » (attaque ou défense de place), de guerres guerroyantes, de chevauchées, « d'aventures » et ruses. La bataille apparaît cependant comme l'épisode capital d'une campagne. Elle est également l'objet, avec le siège, de l'essentiel de la réflexion militaire de l'époque. La

⁴⁸ En 1355 après le débarquement d'Edouard III à Calais, Jean le Bon fit « un très grand et spécial mandement par tout son royaume que tous chevaliers et écuyers, entre l'âge de quinze ans et de soixante, fussent en un certain jour qu'il fixa en la cité d'Amiens ou là environ, car il voulait aller contre les Anglais et les combattre. » *Chroniques de Froissart*

⁴⁹ Troupes soldées

⁵⁰ Jean sans Peur, Duc de Bourgogne interdit à son fils comme aux troupes de Picardie de rejoindre l'armée de Charles VI à Azincourt

succession des victoires anglaises : Crécy (1346), Poitiers (1356), Azincourt (1415), Verneuil (1424), Rouvray (1429), obtenues malgré une infériorité numérique, démontre la supériorité des choix anglais.

L'usage et les règles d'honneur imposent le choix d'un affrontement en lieu et date fixés. Le champ de bataille est alors le plus souvent une prairie aux dimensions réduites (front de 1000 à 2500 m) sur laquelle les chefs militaires divisent leurs armées en 3 batailles. La partie centrale reste sous les ordres du souverain ou du chef le plus important et possède une réserve. Les ailes sont commandées par des princes de sang, grands seigneurs ou capitaines aguerris. En avant de ces batailles, on retrouve les archers ou arbalétriers protégés par des pavoisiers ou des piquiers. Ils ouvrent le combat puis participent au corps à corps avec les sergents de pied et les coutilliers. Ce système est en fait commun aux deux armées.

L'armée française compte sur la supériorité en nombre et en qualité de sa chevalerie. Elle mène donc le plus souvent le premier assaut en comptant sur l'effet de choc pour disloquer les lignes adverses, cloisonner l'ennemi en petits groupes puis les réduire avec l'aide de l'infanterie. La bataille ne charge jamais d'un seul bloc mais par « escadre ». Lorsque la charge échoue, les cavaliers se replient alors qu'une unité voisine prend le relais. Ces phases très délicates entraînent le plus souvent la confusion⁵¹.

La tactique anglaise repose, tout d'abord, sur le choix d'une position permettant de garder une situation de défensive-offensive. Les troupes anglaises n'acceptent la bataille que lorsqu'elles ont pu s'installer sur un terrain favorable leur permettant de limiter l'effet de l'assaut initial puis de contre-attaquer. Cette position est le plus souvent le rebord d'un plateau si possible bordé de deux massifs boisés ou d'accident de terrain. L'ennemi ne pourra donc pas attaquer sur les flancs et verra son assaut freiné par la dénivellation. Ce terrain est alors « machiné », valorisé. Des obstacles, abattis et chariots, sont accumulés sur les ailes. L'espace en avant des premières lignes d'archers est truffé de trous et de « pinchons », grands pieux destinés à arrêter les chevaux. On retrouve derrière ces protections les archers disposés en herse puis les trois batailles. La cadence de tir des arcs permet de faire tomber une pluie de flèches sur la charge. Elles sont particulièrement efficaces sur les chevaux et les archers ennemis. Les gens d'armes sont en arrière, démontés, lance et épée à la main. Ils sont prêts à intervenir à pied pour repousser une percée ennemie ou à reprendre leurs chevaux gardés en retrait, pour exploiter un avantage ou engager une poursuite. Ce système permet ainsi de mettre les montures à l'abri et de limiter la confusion et les fuites.

Ce schéma tactique est scrupuleusement respecté (*cf Annexe 3 la description des principales victoires anglaises*) et son efficacité réside incontestablement dans la capacité à lier les deux principaux points forts des troupes anglaises: discipline dans le combat à pied et efficacité des archers, au choix d'un terrain et à sa valorisation. Les charges de la chevalerie française étaient non seulement freinées par ce terrain mais également attirées et concentrées dans la zone battue par les archers⁵². De plus l'exiguïté des zones de combat oblige les Français à un assaut par vagues successives, les empêchant de profiter pleinement de leur supériorité numérique dans le corps à corps⁵³. Le choix du choc frontal est souvent attribué à l'indiscipline et à l'inconscience de la noblesse française. Les terrains choisis par les Anglais n'offraient pas d'autres solutions, leurs ailes étant systématiquement couvertes par des obstacles.

Qualité de l'organisation, efficacité technique de ses archers, discipline tactique, meilleur sens de la manœuvre et du terrain, l'armée anglaise d'Edouard III possède, malgré des effectifs réduits, une supériorité opérationnelle écrasante. Cette supériorité conduit d'ailleurs les chefs anglais à mépriser leur adversaire⁵⁴ et à s'enfermer dans la rigidité de leur schéma tactique. Les réformes de Charles V et le choix d'une nouvelle doctrine d'engagement leur démontreront les dangers du conformisme. Evitons, nous aussi, de nous limiter à l'analyse de cet échec comme celui d'une chevalerie archaïque ou de rois incapables. Un aspect de ces combats est souvent négligé. Il s'agit de la confusion entre les niveaux politiques et tactiques. Le souverain à la tête du conseil royal décide de la bataille, mais il intervient également dans le choix du dispositif tactique, du mode de combat, de l'instant d'engagement. La différence est grande entre le souverain anglais, loin de ses terres et pouvant prendre du recul (Edouard III

⁵¹ « La bataille de cheval doit courir sus à ses ennemis et doit y aller par fureur, mais qu'ilz voient qu'ilz soient en paiz ou ilzpuissent passer oultre, car faire une pointe et retourner seroit perte de la bataille » *Le Jouvencel*, Jean de Bueil

⁵² « le terrain produit des effets avantageux dans le combat à feux : c) comme obstacle empêchant d'aborder la position et par là retenant plus longtemps l'ennemi sous l'effet de notre feu et l'empêchant de se servir du sien » , C. von Clausewitz

⁵³ « La supériorité numérique décide dans le combat corps à corps avant toute autre chose. L'utilisation simultanée des forces y est tellement préférable à l'utilisation successive que celle-ci est, en principe presque impossible » idem

⁵⁴ Un poème anglais cité par P Contamine décrit la France comme « efféminée, pharisienne, ombre de vigueur, surnoise sirène sans cœur, répugnante et fière », un autre accuse les Français de préférer Vénus à Mars, de passer leur temps à peigner leur chevelure d'avoir le teint pâle, une démarche efféminée, une prononciation affectée.

à Crécy⁵⁵) et le roi de France. Sur celui-ci repose tout le poids d'une décision politique et d'une réflexion tactique. Philippe VI ou Jean II pouvaient-ils ne pas charger quand ils savaient que plusieurs grands seigneurs contestaient leur autorité ou critiquaient leur manque de décision et de courage, que les Etats s'inquiétaient de la longueur des campagnes et de l'argent dépensé, que la population grognait et souffrait, que l'honneur et l'éthique chevaleresque leur imposaient de se battre ? Pouvaient-ils envisager d'attendre des renforts, un moment plus propice, un terrain plus favorable quand leurs connétables conseillaient la prudence ? Pouvaient-ils lucidement préparer un plan de bataille face à l'accumulation d'informations aussi diverses et contradictoires ? Pour pouvoir remporter la victoire ou éviter la défaite, le tacticien a parfois besoin de limiter la mesure des conséquences de ses actes au seul champ de bataille, cela est impossible s'il est aussi un politique. Si « trop d'information tue l'information », il ne s'agit pas que de quantité ; compliquer à l'extrême une décision par l'accumulation de critères de décision militaires, politiques et moraux risque de conduire au mauvais choix tactique et donc souvent à l'échec politique.

4 Des stratégies victorieuses mais incomplètes : Edouard III et Charles V

La guerre de Cent ans mettait donc en présence deux armées organisées, capables de se réformer, agissant selon des schémas tactiques rationnels et possédant une culture de l'art militaire. Tout cela est insuffisant pour parler de stratégie. L'utilisation stricte de la définition de Clausewitz la définissant comme « la théorie relative à l'usage des combats au service de la guerre »⁵⁶ nous permettrait au contraire de récuser toute analyse stratégique du conflit. Le corpus médiéval est très réduit et il ne reste, à part quelques règlements et conseils royaux, aucune trace d'une théorisation de la stratégie en cette fin de Moyen Age. Pourtant l'utilisation de la définition proposée par Coutau-Bégarie « La stratégie est la dialectique des intelligences, dans un milieu conflictuel, fondée sur l'utilisation ou la menace de moyens violents à des fins politiques. » nous permet de se retrancher derrière les faits et les décisions prises au cours du conflit pour faire apparaître l'affrontement d'intelligences dans l'utilisation de la violence. La guerre de Cent ans est en effet habituellement divisée en 4 grandes phases :

- les victoires anglaises d'Edouard III de l'Ecluse au traité de Brétigny,
- la reconquête du territoire par l'armée de Charles V,
- les succès de l'alliance anglo-bourguignonne entraînant le traité de Troyes,
- la victoire finale de Charles VII après l'impulsion fondamentale de Jeanne d'Arc.

La cohérence de ces phases repose en fait sur une continuité de victoires pour l'un des partis, fondée sur une vision précise des buts de la guerre et d'une méthode propre pour les atteindre (*cf Annexe 1, Les origines du conflit*). Ce paragraphe étudiera donc plus particulièrement les stratégies d'Edouard III et de Charles V.

4.1 Edouard III

Les buts de guerre d'Edouard III furent initialement défensifs :

- défendre ses fiefs français et la Guyenne tout particulièrement, des actions de police du roi de France afin de la gouverner en toute indépendance,
- empêcher toute action militaire française sur son territoire (soutien de l'Ecosse, raids sur ses ports),
- protéger ses relations économiques sur le continent.

Très vite cependant il se rendit compte qu'il ne pouvait atteindre ces objectifs sans une action directe sur l'autorité royale. Ses buts de guerre devinrent alors :

- Affaiblir la France par la saisie et la détention en toute souveraineté d'un nombre important de régions françaises,
- Obtenir la couronne de France elle-même en tant que petit-fils de Philippe le Bel.

La couronne de France était-elle l'objectif final d'Edouard III ou s'agissait-il d'un moyen de saper l'autorité des Valois ? Cette question évoquée par de nombreux historiens ne peut être levée. Mais le souverain anglais était un pragmatique et il savait ne pas pouvoir disposer des effectifs nécessaires à une

⁵⁵ Alors que le futur Prince Noir 16 ans se trouve en situation difficile à la tête de sa bataille un messager est envoyé à Edouard III : « Messire Thomas, mon fils est-il mort, ou atterré ou si blessé qu'il ne se puisse aider ? », « Nenni, Monseigneur, s'il plaît à Dieu. Mais il est en dur parti d'armes. Ainsi aurait-on bien métier de votre aide », « Messire Thomas, or retournez devers lui et devers ceux qui vous envoient, et leurs dites de par moi qu'ils ne m'envoient meshui requerre pour aventure qui leur advienne, tant que mon fils soit en vie. Et dites-leur que je leur mande qu'ils laissent à l'enfant gagner ses éperons. »

⁵⁶ Clausewitz, « De la guerre »

armée d'occupation. Victorieux après Poitiers il accepta d'ailleurs de renoncer à cette revendication légitime en droit féodal lors du traité de Brétigny. Il ne cessa pourtant de l'utiliser car elle lui permettait : de justifier son action, de s'imposer comme recours pour de nombreux seigneurs et ainsi briser les liens vassaliques en France et d'acquérir des soutiens en dehors de son royaume.

4.1.1 L'apprentissage

Il est important pour comprendre cette évolution de s'attacher aux trois premières campagnes d'Edouard III. Primaires dans leur réalisation et sans résultats tangibles, elles sont souvent considérées comme des échecs. Il sut pourtant en tirer des enseignements qu'il utilisera comme ligne directrice lors de ses futures opérations, démontrant ainsi des capacités d'analyse et d'adaptation essentielles à un stratège.

Ces campagnes sont présentées, coté anglais, comme une réponse aux menaces françaises :

- En 1336 un agent anglais informe Edouard III que la présence de Philippe VI en Avignon pour préparer une croisade est un leurre destiné à cacher une intervention en Ecosse.
- En 1336, le roi de France décide faire passer sa flotte de Méditerranée en Atlantique.
- En 1337, Philippe VI décide de confisquer la Guyenne.
- En 1338, la flotte française mène des raids sur les ports de Portsmouth et Southampton.

Le 7 octobre 1337 à Westminster, Edouard III réplique politiquement en revendiquant publiquement le royaume de France puis consacre l'année 1338 à la constitution d'une coalition. Il s'installe en Brabant, la région lui est favorable ainsi que certaines communes de Flandre. En août, il obtient le soutien militaire de Louis de Bavière. Les opérations sont prévues pour l'année suivante.

L'armée « alliée » (20000 h) fera mouvement en août 1339. vers le sud le long de l'Escaut. Le 20 septembre, elle met le siège devant Cambrai puis le lève le 26. Elle pénètre en France et lance deux avant-gardes qui pillent et brûlent les villages de l'Oise vers Laon et Saint-Quentin. L'armée anglaise progresse ensuite plein est vers la Thiérache pendant que Philippe VI rassemble la sienne. Ayant atteint une zone favorable à La Flamengerie, Edouard III propose une bataille à l'armée française renforcée de ses alliés de Bohême, d'Ecosse et de Navarre. Les Allemands décident alors de lever le camp. Edouard III n'ayant pu maintenir la cohésion de sa coalition se replie vers Anvers où il tient cependant une diète avec ses alliés pour décider des opérations de l'année suivante. (cf fig7)

La seconde campagne s'appuie essentiellement sur le mouvement de révolte des villes de Flandre conduit par Jacques van Artevelde et Robert d'Artois. Edouard III est reconnu comme roi de France à Gand le 24 janvier 1340 par les villes d'Ypres, Bruges et Gand. Il rejoint alors l'Angleterre pour obtenir du parlement l'argent nécessaire à sa future opération. Le 23 juin il se présente avec 190 navires devant le port de l'Ecluse où est regroupée la « grande armée de mer » française (200 navires). En la détruisant dans sa totalité, il supprime ainsi la menace sur l'Ecosse. Le 18 juillet, il réunit une diète à Vilvoorde et prépare la suite de l'opération avec ses alliés du Brabant, du Hainaut et de Flandre. L'objectif principal est Tournai. La ville, qui sera le lieu de bien d'autres combats est à l'époque la « capitale » de la France du Nord. Le siège dura deux mois sans résultat. Edouard III proposa également sans succès une bataille à Philippe VI qui rassemblait son armée à Arras. Finalement la coalition éclata et le souverain anglais dû rentrer à Londres pour reprendre en main son parlement qui lui refusait de nouveaux subsides. (cf fig7)

La troisième opération a lieu en Bretagne (cf fig8) où Edouard III envoie 3000 hommes commandés par Northampton pour soutenir le parti des Montfort contre celui de Charles de Blois. Ces troupes débarquent à Brest le 14 août 1342 puis, renforcées de Bretons, mettent le siège devant Morlaix. Northampton, averti de l'avancée de Charles de Blois, s'installe de nuit sur une position favorable sur l'itinéraire de l'armée française. L'affrontement a lieu le 30 septembre à Lanmeur. Première bataille rangée du conflit, elle verra la victoire des Anglais, 4 fois moins nombreux, grâce à l'application des préceptes tactiques appris en Ecosse. Une deuxième vague de 15000 anglais débarque le 27 octobre à Brest. Après l'échec de Robert d'Artois devant Vannes, Edouard III décide de mener 3 opérations simultanées pour éviter d'immobiliser l'ensemble de son armée dans un siège inutile. Le 8 novembre, dans une période normalement sans combat, il lance son armée groupée de Brest à Carhaix. Le 11 elle se scinde en deux. Au Nord Northampton marche sur Pontivy, Ploërmel, Redon, assiège Rennes début décembre tout en lançant des opérations de destruction dans les environs. Au Sud le roi marche sur Vannes qu'il assiège dès le 25 novembre et lance une petite armée commandée par Norfolk sur Nantes provoquant le repli de Charles de Blois. Face au regroupement d'une armée de 40000 hommes à Angers, Edouard III replie l'ensemble de ses troupes autour de Vannes. Grâce à la médiation de cardinaux envoyés par Clément VI,

une trêve est finalement signée. Edouard III rentre en Angleterre en février 1343 sans victoire significative. Il a cependant permis au parti de Montfort de se dégager de la pression française dans tout l'Ouest et le Sud de la Bretagne et va pouvoir tirer plusieurs enseignements de ces opérations :

- Supériorité des alliances avec les grands féodaux français (Robert d'Artois, Montfort,...) en lutte contre les Valois par rapport aux coalitions avec des puissances étrangères.
- Nécessité d'accompagner chaque campagne de résultats économiques tangibles (pillages, rançons, saisies de ports...) pour justifier l'effort financier demandé au parlement.
- Limitation à quelques mois de la durée de ses opérations en raison des elongations logistiques, ce qui l'oblige à obtenir rapidement des résultats militaires significatifs.
- Efficacité des actions déconcentrées qui en ouvrant plusieurs fronts rendent l'intervention de l'Ost plus délicate et permettent de porter la menace plus profondément dans le royaume.
- Meilleure qualité tactique de ses troupes en rase campagne lorsqu'elles adoptent un dispositif défensif face aux armées françaises.

Tout les efforts d'Edouard III seront alors destinés à s'attaquer directement à l'autorité des Valois sur le sol français et non plus à rechercher l'affrontement classique des deux armées, celui-ci pouvant lui être refusé jusqu'à ce qu'il soit obligé de se replier par manque d'autonomie logistique.

4.1.2 Stratégie totale et opérations militaires limitées

Pour atteindre ces objectifs, il ne se limitera pas à une stratégie purement opérationnelle mais s'attachera à mener toute une série d'actions que l'on pourrait qualifier de « grande stratégie » selon la dénomination de Liddell Hart ou de « stratégie totale » selon celle du général Beaufre⁵⁷. La guerre de Cent ans ne fut jamais une guerre totale, une large partie de l'armée anglaise étant détournée du conflit pour répondre aux menaces écossaises ou pour participer à des croisades (Hussites à Prague). Les opérations limitées en effectifs et en durée furent en revanche systématiquement accompagnées d'actions diplomatiques, économiques et psychologiques.

La recherche d'alliances dans les provinces françaises du Nord : Flandres, Brabant, Hainaut, se fera par l'utilisation des liens familiaux avec la couronne d'Angleterre ou par la « diplomatie des sterling » qui permit d'acheter plusieurs allégeances. Elle se fera également par le blocus sur les exportations de laine destinées à l'industrie flamande afin de ruiner les villes drapantes d'Ypres, Gand et Bruges pour qu'elles se tournent par nécessité vers l'Angleterre qui favorisait par ailleurs l'industrie concurrente du Brabant. La cour anglaise est également le refuge de tous les féodaux exilés rêvant de revanche : Robert d'Artois, Geoffroy d'Harcourt, Jean de Montfort,. Leur soutien militaire est monnayé contre leur allégeance.

L'action économique prend différentes formes. Edouard III fait frapper de fausses livres tournois pour provoquer une inflation et ruiner l'économie française. Lors des premières chevauchées en Normandie, les vergers de pommiers sont systématiquement détruits. Celle du Prince Noir vers Toulouse et Narbonne vise également à dévaster une des régions les plus riches de France et donc essentielle à l'effort de guerre des Valois.

Le rôle des chevauchées est aussi psychologique et politique. La pratique du pillage et de l'incendie systématique des villages fait l'objet d'ordres précis et vise à terroriser la population tout en lui démontrant que son souverain n'est plus capable d'assurer sa sécurité. Cette pratique est strictement interdite dans les provinces anglaises ou dans celles susceptibles de faire rapidement allégeance. Ainsi les destructions sont recommandées lors de la chevauchée de 1346 en Normandie mais sont interdites lors de celle de Lancastre en 1355, la région étant supposée alors favorable à l'Angleterre. En 1347 Derby épargne Saint Jean d'Angely dans une Saintonge en partie gagnée à la cause anglaise mais massacre la population de Poitiers plus au Nord. Le Prince Noir n'entamera une destruction systématique des régions traversées en 1355 que lorsqu'il franchira les frontières de la vieille Aquitaine « anglaise » à Vierzon. Les actions psychologiques ou politiques prennent parfois des formes moins violentes. Edouard III accapare les attributs du royaume de France en faisant réaliser une couronne fleurdelisée ou un nouveau sceau mêlant fleur de lys et léopard. Sa chevauchée vers Reims en 1359 tient de la parade et de la démonstration de puissance. L'argument juridique ou religieux est régulièrement utilisé pour démontrer la légitimité de son action. Il lui permet d'obtenir le soutien d'une partie du clergé et de l'Université. Enfin toute occasion de

⁵⁷ « De ce fait, la guerre militaire n'est généralement plus décisive au sens propre du mot ; La décision politique, toujours nécessaire, ne peut être obtenue que par une combinaison de l'action militaire avec des actions convenables menées dans les domaines psychologiques, économiques et diplomatiques. La stratégie de la guerre, autrefois gouvernée par la stratégie militaire, ce qui donnait pour un temps la prééminence aux chefs militaires, relève maintenant d'une stratégie totale menée par les chefs de gouvernement, et où la stratégie militaire ne joue plus qu'un rôle subordonné. » Général A.Beaufre, *Stratégie pour demain*.

ridiculiser le roi de France est exploitée et médiatisée. Le souverain anglais souligne sciemment la pusillanimité et le manque de courage de son adversaire. Ces réponses pleines de dédain pour « le Valois qui se prétend roi de France » eurent un effet désastreux sur le moral du roi et de son entourage⁵⁸.

4.1.3 La surprise stratégique par l'utilisation d'actions déconcentrées et simultanées

Edouard III met également au point une stratégie opérationnelle bien définie dont on retrouve les grandes caractéristiques dans les campagnes de 1346, 1355 et 1356.

Chaque opération est tout d'abord précédée d'une phase préparatoire minutieuse et secrète. Cette phase est destinée à rassembler les navires, les hommes, l'armement mais également à tenir conseil au sein de son « état-major » pour fixer les grandes lignes de ces campagnes et semble-t-il déterminer les directions principales, les points et dates de rendez-vous. Les seigneurs français comme d'Harcourt sont alors mis à contribution en raison de leur connaissance du terrain. Cette préparation logistique et planificatrice se déroule dans le secret. Pour la campagne de 1340 en Flandres, Edouard III interdit à tous les étrangers de quitter l'Angleterre dans les mois qui précéderont son départ afin d'éviter les fuites sur son lieu de débarquement. Selon l'historien H.Burne, en mai 1346, il aurait alerté les autorités religieuses de son intention d'intervenir en Gascogne et demandé des prières publiques pour cette campagne uniquement dans le but de mener une manœuvre de déception destinée à protéger son débarquement en Normandie.

L'engagement des forces se fera ensuite sur plusieurs fronts. Les avantages de cette stratégie sont multiples : favoriser par la dispersion la surprise stratégique, l'efficacité des débarquements et la mobilité stratégique, entraîner l'Ost royal à scinder ses forces et à se déplacer vers des objectifs secondaires, renforcer l'effet de terreur et l'impression d'impunité des forces anglaises, créer l'affolement et l'incapacité décisionnelle chez les souverains français. Cette stratégie semble s'opposer au principe de concentration alors que les anglais sont en situation d'infériorité numérique. Mais la dispersion est aussi facteur de surprise et de sûreté. Il ne faut donc pas oublier que la concentration n'est pas uniquement spatiale, elle est aussi temporelle « Toutes les forces disponibles qui visent un but stratégique doivent y être consacrées en même temps. »⁵⁹ On retrouve là une conception qui fut régulièrement défendue par les Anglais, en opposition avec les Américains sur ce point, lors de la seconde guerre mondiale : celle de l'ouverture de fronts secondaires (Italie, Anzio, Adriatique) destinés à favoriser la liberté de mouvement.

Ces opérations ne pouvaient cependant que très difficilement être coordonnées sur le théâtre même si des points de rendez-vous étaient fixés et si des temps de réaction de 4 à 5 jours étaient tout à fait compatibles avec les capacités de mouvement de l'époque. L'échange d'informations et de renseignements entre les différentes armées engagées était très réduit malgré la présence d'éclaireurs et de messagers. La jonction des forces à partir d'actions décentralisées pour atteindre un objectif majeur devait donc sembler pratiquement irréalisable. Ces actions s'appuient en revanche sur deux certitudes :

- La supériorité tactique de l'armée anglaise qui lui permet d'envisager sans inquiétude l'affrontement d'armées françaises bien supérieures en nombre.
- La qualité des chefs d'armée et leur sens de l'initiative qui leur permettent d'apprécier et d'utiliser toutes les opportunités offertes par l'ouverture de plusieurs fronts et par les hésitations françaises.

La description des campagnes de 1346, 1355 et 1356 permet de mettre en valeur cette stratégie.

1346 (cf fig9): Le front du Sud-Ouest est confié à Henri de Lancastre, comte de Derby. Débarqué à Bayonne il avait mené en 1344 et 1345 deux campagnes victorieuses le long de la Dordogne et de la Garonne pour dégager Bordeaux de la pression française. En réaction, le duc de Normandie prend la tête d'une armée de 50000 hommes et entame le siège d'Aiguillon le 6 avril 1346. La raison officielle du départ d'Edouard III en juillet 1346 est une intervention en Gascogne au profit des troupes de Derby assiégées. Son débarquement en Normandie aura l'effet voulu, Jean de Normandie lèvera le siège 6 jours avant Crécy pour rejoindre l'armée royale. Derby profitera alors de la liberté d'action qui lui est offerte pour lancer des

⁵⁸ Edouard III répondit ainsi aux émissaires envoyés par Philippe VI qui réclamait une bataille devant Calais : « Seigneurs, j'ai bien entendu ce que vous me dites de par votre sire. Appelez-le ainsi, s'il vous plaît; toutefois il tient à grand tort mon héritage. Vous lui direz de par moi qu'e je suis ici depuis près d'un an à son vu et à son su. Plus tôt y fût venu, s'il eût voulu. Mais il m'a laissé ci demeurer si longuement que j'ai dépensé largement du mien; Et je cuide avoir tant que fait que brièvement serai seigneur de la bonne ville de Calais. Ainsi, je ne suis pas conseillé de tout faire à sa devise, ni à son aise, ni à son plaisir. Ni de perdre ce que j'ai conquis ou pense conquérir. S'il ne peut passer par une voie, qu'il aille par une autre! » L'armée française leva le camp quelques jours après, abandonnant Calais qui croyait être sauvée. Cette volte face et la réponse volontairement outrageante d'Edouard III explique les termes très dure des Etats contre le roi à son retour à Paris.

⁵⁹ C. von Clausewitz, *De la Guerre*

troupes vers Albi et Toulouse tout en menant une chevauchée principale vers le nord de septembre à octobre. Elle lui permettra de conquérir la Saintonge et de prendre Poitiers.

En Bretagne, Sir Thomas Dagworth mène en 1345 une série d'opérations contre les troupes du comte de Blois afin de soulager les territoires tenus par le parti des Montfort. En 1346 il prend le port de Lannion, la ville de Ploërmel et réussira à défaire l'armée française à Saint Pol de Léon en juin.

Au Nord une opération est lancée d'Ypres le 2 août. Une force alliée commandée par Henri de Flandres regroupe un contingent anglais aux ordres de Sir Hasting qui avait quitté l'Angleterre le 16 juillet et des troupes d'Ypres, Gand et Bruges. Cette force va marcher le long de la Lys et mettre le siège devant Béthune et Lille mais des problèmes intérieurs en Flandre provoqueront son désengagement le 24 août.

L'opération principale est préparée dès décembre 1345. Elle se traduira par le débarquement d'une force de 15000 hommes à Saint Vaast la Hague le 11 juillet 1346, lieu indiqué par Jean d'Harcourt qui servira de conseiller durant toute la campagne. Le débarquement se fera sans opposition et l'armée entame son avance le 18 juin. Initialement groupée jusqu'à Saint Lô où les pontonniers durent réparer les ponts sur la Vire pour permettre son franchissement, elle se déploie ensuite sur un large front, d'Harcourt à droite, le roi au centre et Warwick à gauche. La flotte accompagne ce mouvement le long de la côte et détruit tous les navires français rencontrés dans les ports alors que les troupes au sol brûlent les villages traversés. Edouard III rassemble à nouveau ses troupes pour prendre Caen de vive force le 26 juillet. La suite de la progression va se faire vers Lisieux puis le long de la rive Sud de la Seine en direction de Paris alors que l'armée de Philippe VI est rassemblée à Rouen le 2 août et suivra cette progression le long des rives Nord tout en faisant détruire les points de franchissement. Edouard III réussit cependant à traverser la Seine près de Poissy en faisant réparer un pont dont Northampton assurait la sécurité face aux attaques françaises. Plusieurs hypothèses sont envisageables pour expliquer cette progression :

1 Paris était l'objectif principal et Edouard III attendait l'armée du Nord. Se rendant compte de son échec, il se limita à faire brûler les faubourgs sud et ouest de la capitale puis décrocha vers le Nord.

2 Edouard III voulait rejoindre l'armée du Nord vers Amiens mais fut gêné par la présence de l'Ost sur la Seine, les incendies étaient une manœuvre de déception destinée à couvrir son franchissement.

3 Le franchissement était uniquement destiné à permettre aux troupes anglaises de rejoindre vers le nord des territoires alliés : Ponthieu ou Flandres.

La bataille des coupures reprendra à nouveau sur la Somme. Edouard III doit alors infléchir sa route vers l'ouest peut-être dans le but de se rapprocher de la mer et de tenter un rembarquement. Pratiquement acculé près d'Abbeville, il obtiendra grâce à un interrogatoire de prisonniers des renseignements sur le gué de Blanchetaque qui lui permettra de faire franchir l'ensemble de son armée. Enfin le 25 août alors qu'il avait atteint le Ponthieu Edouard III décide subitement d'affronter l'armée française à Crécy puis mit le siège devant Calais après sa victoire.

En 1355, la situation est pratiquement similaire. Edouard III débarque à Calais avec 15000 hommes le 26 octobre 1355 et marche vers Saint-Omer où Jean II avait rassemblé une armée. Le 2 novembre, il propose une bataille mais doit finalement se replier vers l'Angleterre en raison de nouveaux troubles en Ecosse. La tentative de chevauchée de Lancastre en Normandie est un échec à cause de la défection de Charles de Navarre. En revanche la « Grande Chevauchée » du Prince Noir de Bordeaux, à Toulouse et Narbonne est un succès retentissant et lourd de conséquence pour l'économie du royaume.

En 1356, deux nouvelles attaques simultanées sont lancées. En mai, l'opération programmée en Bretagne est déournée vers la Normandie pour répondre à l'appel à l'aide de Philippe de Navarre menacé par l'armée du roi de France rassemblée à Dreux. Lancastre débarque le 18 juin, marche sur Lisieux, prend Pont Audemer puis se retrouve pendant plusieurs jour face à l'armée très nettement supérieure de Jean II. Il évite cependant l'affrontement par ruse le 8 juillet à Laigle et laisse l'armée française se casser les dents sur le siège de Breteuil. Dans le Sud, le Prince Noir lance alors une chevauchée forte de 9000 Anglo-Gascons. Le 4 août elle démarre de Bergerac vers Périgueux, Rochechouart, Châteauroux, Issoudun, Bourges et Vierzou. Alerté de cette marche vers Paris, Jean II lève le siège de Breteuil et ses avant-gardes prennent contact avec les Anglais le 29 août. Le Prince Noir semble alors se replier avant d'accepter la bataille à Poitiers le 19 septembre. Ce mouvement fait l'objet d'explications contradictoires :

1 Les troupes du Prince Noir n'acceptèrent le combat que parce qu'elles étaient incapables de fuir.

2 Le mouvement vers l'ouest était en fait destiné à prendre contact avec les troupes de Lancastre qui avaient basculé vers la Bretagne et marchaient vers Angers. Gêné par les destructions de ponts et la présence de troupes à Saumur, le Prince Noir se résolut à affronter les Français sans attendre les renforts. Sa victoire entraînera le traité de Brétigny. (cf fig10)

4.1.4 Les limites et les faiblesses

La description de ces campagnes permet de mettre en évidence la recherche d'une stratégie combinant effet de surprise, actions déconcentrées, utilisation de manœuvres d'évitement et ce malgré l'absence de véritables moyens d'acquisition du renseignement et de coordination. L'initiative des chefs, le respect des principes de la chevauchée et des règles tactiques anglaises permirent à ces corps expéditionnaires de remporter des succès retentissants. Cependant cette stratégie a des limites.

Elle reposait essentiellement sur la qualité, le sens de l'initiative mais aussi la cohérence de vue des chefs d'armées. Entouré de ses frères et fils, Edouard III possédait ce rare potentiel humain. Sa mort et celle du Prince Noir, les luttes d'influence entre Plantagenêt et Lancastre vont casser cet outil.

L'armée anglaise sera également victime de l'habitude et du conformisme qui menace toutes les armées victorieuses. L'efficacité des chevauchées d'Edouard III résidait autant dans la simultanéité des actions que dans la liberté de mouvement qu'elles savaient préserver. Ses campagnes victorieuses s'accompagnaient alors de combats décisifs et de prise de positions stratégiques. Or de sa mort à l'avènement d'Henri V, l'Angleterre va multiplier des chevauchées sur un seul front. Les problèmes de financement, les pertes humaines dues à la peste peuvent expliquer cette limitation. Elle tient aussi au conformisme qui perpétuera l'utilisation de la chevauchée tout en oubliant les véritables buts de guerre. Les chevauchées de Lancastre, Buckingham, Knolles tiennent alors plus du rezzou que de l'action stratégique. Elles seront le plus souvent stériles malgré leurs ampleurs géographiques.

Enfin les actions d'Edouard III avaient un objectif limité peu susceptible de faire cesser le conflit. Si elles permettent de saper l'autorité royale et de fixer voire de détruire son armée, leur efficacité est limitée par une capacité à durer réduite et un faible rayon d'action. Elles peuvent être définies comme des stratégies d'endiguement destinées à faire reculer un pouvoir, à limiter sa puissance mais non à le détruire ou à le conquérir. Malgré la sévérité des défaites françaises le cœur du royaume n'est pas atteint, les réservoirs en troupes demeurent. Répondant parfaitement à un objectif de conquête limitée et de constitution d'un glacis défensif sur le continent elles semblent inadaptées à une conquête du pouvoir.

4.2 Charles V

Charles V encore dauphin, est propulsé sur le devant de la scène en 1357 dans les pires conditions. Le roi son père doit être libéré au prix d'une forte rançon. Le roi d'Angleterre doit obtenir par les traités de Calais et de Brétigny de nouvelles provinces françaises en toute souveraineté (cf fig11). Au démantèlement du royaume se rajoute la fronde des grands vassaux, l'opposition d'Etienne Marcel, les révoltes des Jacques et l'insécurité permanente que font peser sur la population les Compagnies démobilisées. De santé fragile et fort éloigné des canons du roi chevaleresque, Charles V va cependant réussir une réforme profonde de son potentiel militaire ainsi que la reconquête systématique des régions perdues. Ses buts de guerre peuvent être résumés en trois points :

- Conserver la couronne de France face aux prétentions anglaises.
- Limiter, réduire et éliminer par confiscation ou conquête les possessions anglaises en France et celles des grands féodaux qui ont fait allégeance aux Plantagenêt. Rétablir et renforcer l'autorité royale sur son peuple, sa noblesse et les troupes armées.

4.2.1 Une réforme organique

Conscient des lacunes du système militaire français, Charles V va se consacrer à une réforme de la « constitution générale de l'état militaire » selon la définition de François Nockern de Schorn.⁶⁰

Les premières réformes sont fiscales. Le roi établit en 1363 un fouage destiné principalement à l'effort de guerre. Une partie de l'imposition destinée à la rançon de Jean II est détournée dans le même but. Enfin des taxes spéciales sont levées dans les régions de conflit afin de financer l'armée du roi dans ses sièges. L'impôt pouvait cependant être payé en nature et services à condition que ceux-ci soient consacrés au renforcement des fortifications et à l'équipement des villes en artillerie.

⁶⁰ « Puisque donc c'est avec les hommes et les choses nécessaires qu'on fait et qu'on soutient la guerre, la première question doit être de se faire une idée claire et nette de la constitution moderne de ces différents corps d'hommes et de ces différentes classes de choses, d'en connaître les destinations et les usages respectifs : cela ne suffit pas, il faut encore approfondir les principes pour constituer avantageusement l'état militaire en général, pourvoir à son entretien et faire toutes sortes d'arrangements pour son bien-être ; toutes ces connoissances forment une espèce d'introduction à la science de la guerre et la première partie de l'art militaire. » dans H. Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*.

Le second objectif de Charles V est en effet de renforcer l'ensemble des places fortes afin de disposer d'une véritable défense en profondeur et de limiter ainsi l'effet économique, humain et psychologique des chevauchées. Son ordonnance du 19 juillet 1367 est présentée comme une véritable « nationalisation » des forteresses. Elle impose aux maîtres des châteaux forts de se mettre en état de supporter un siège et ce, à leurs frais. S'ils ne le peuvent pas, ils reçoivent alors l'ordre de détruire les hauts remparts afin que l'Anglais ne puisse s'en servir. De même les villes reçoivent l'ordre d'englober leurs faubourgs au sein de leurs remparts ou de les raser.

Charles le Sage s'attaque également au problème de la constitution de l'armée française. La première réforme est celle d'un renforcement de la centralisation. L'essentiel de l'armée est composé de volontaires dont les chefs étaient « retenus » au service du roi et seuls Olivier de Clisson pour le Languedoc, le roi lui-même pour le reste du pays ont la possibilité de délivrer des « lettres de retenues ». Il favorise également l'émergence d'une armée permanente ; Le roi garde en effet sous son autorité directe un certain nombre de compagnies, servant sous les mêmes chefs pour plusieurs années. Utilisés au cœur des combats lors des périodes d'opérations, ces hommes sont dispersés dans les garnisons durant l'hiver. Onéreuse, cette structure offre cependant au roi une troupe hautement professionnelle capable de répondre rapidement à toute menace imprévue.

Enfin le souverain français réussit à rassembler autour de lui toute une génération de grands capitaines qui seront les exécutants fidèles et souvent brillants de sa politique. Le premier d'entre eux est évidemment le Breton du Guesclin, connétable de France en 1370. Olivier de Clisson, également breton, sera son digne successeur à la connétablie. L'amiral Jean de Vienne sera un chef de la flotte redoutable. On retrouve également Louis de Sancerre, Guillaume des Bordes, Owen de Galles, Alain de Beaumont... Les princes ne doivent pas être oubliés, Charles V se tenant systématiquement en arrière des combats, ils auront le rôle de capitaine général. Jean de Berry, Louis de Bourbon auront de lourdes responsabilités mais le plus brillant sera incontestablement l'aîné des frères du roi, Louis d'Anjou. Charles V sut s'entourer, réformer l'encadrement de la chevalerie et la rétablir dans la confiance. Christine de Pizan lui attribue ce renouveau. « La chevalerie de France, qui était devenue comme tout amortie par l'épouvantement des mauvaises fortunes passées, fut par lui réveillée et remise sus en très grande hardiesse et bonne fortune. »

4.2.2 Les préliminaires

Charles V n'est pas seulement un organisateur, il a aussi une vision stratégique sur les raisons des défaites passées. Dès 1359 il écrit aux Etats du Languedoc : « Nous avons perdu parce que nous avons attendu la venue des ennemis ; par conséquent, qui voudra faire bonne guerre fera dorénavant autre guerre qu'au temps passé. ». Les Anglais avaient réussi à détruire le prestige des Valois, Charles V donc va profiter des 10 années de « paix » qui vont suivre le traité de Brétigny (1360-1369) pour restaurer l'autorité royale vis à vis des vassaux dissidents et rétablir l'ordre dans les provinces. En faisant traîner le règlement de la paix, il neutralise l'Angleterre qui ne veut pas prendre le risque d'une reprise du conflit sans avoir obtenu le règlement de la rançon et l'échange de souveraineté. Il aura ainsi les mains libres pour s'attaquer à l'un de ses centres de gravité, les soutiens continentaux des souverains Plantagenêt.

Les deux principales têtes de pont anglaises sont la Bretagne où le conflit entre le parti des Montfort et celui de Blois perdure et la Normandie de Charles le Mauvais. La guerre reprend en Bretagne en 1363 et permet à du Guesclin de s'illustrer. Mais en septembre 1364 il est défait à Auray par l'armée de Jean IV conseillé par Chandos et Knolles. Charles de Blois est tué, du Guesclin est fait prisonnier. Le traité de Guérande (12 avril 1365) qui suit cet échec militaire est pourtant un succès politique pour Charles le Sage. La Bretagne revient au candidat de l'Angleterre mais celui-ci prêterait hommage au roi de France.

Contre Charles de Navarre qui mène des actions de sédition en Bourgogne, Charles V décide d'utiliser la manière forte. Il décrète la confiscation des biens du Navarrais, lève des troupes et nomme du Guesclin qui servait en Bretagne, capitaine général en Normandie. Sans préavis l'offensive est lancée en avril 1364 contre les places fortes qui permettent de contrôler la Seine : Mantes, Meulan, Vétheuil et Rosny. Il agit par ruse, coups de main et son action est renforcée par l'offensive du capitaine de Rouen, Mouton de Blainville, sur les forteresses de la rive droite. Face à cette avancée il y a cependant l'armée levée en Navarre et Gascogne aux ordres du Captal de Buch. En mai, elle avait fait la jonction avec des troupes levées en Normandie et Bretagne. La bataille eut lieu à Cocherel le 16 mai. Le Captal respecta les canons de la tactique anglaise, mais du Guesclin, par ruse, réussit à entraîner ses troupes dans une véritable nasse. La victoire française fut totale. Charles V apprit la nouvelle la veille de son sacre à Reims et assit son

nouveau pouvoir en faisant décapiter les prisonniers français considérés comme traîtres. Un traité fut signé en mars 1365. Charles de Navarre gardait sa capitale Evreux mais ne contrôlait plus la Seine.

Charles va ensuite devoir affronter le problème des Compagnies. Il y a tout d'abord les « Anglais ». Ces soldats, souvent Gascons, à qui le Prince Noir a interdit de rejoindre la Guyenne après la paix, sévirent en Languedoc, Auvergne, Bourgogne, Champagne, Vallée du Rhône. Une seconde vague, constituée des troupes françaises démobilisées en Bretagne et Normandie après les traités de 1365 pilla l'Île de France, la Normandie, le Maine et l'Anjou puis convergea vers le Forez. Charles V décida d'éloigner ces troupes tout en reprenant une politique étrangère. Il les engagea sous les ordres de du Guesclin au profit d'Henri de Transtamare en lutte contre Pierre le Cruel pour le trône de Castille. Il réussit, en soldant et en promettant de juteux bénéfices, à rassembler ces soldats désœuvrés. Ils entrèrent en Castille en janvier 1366. Mais le Prince Noir en profita pour reprendre la lutte sans trahir les traités de paix. Il prit le commandement d'une armée et défit les troupes de du Guesclin à Najera. Le 3 avril 1367, Pierre le Cruel retrouvait son trône. La victoire du Prince Noir fut cependant amère. Il dut renforcer l'imposition pour financer cette campagne et provoqua la grogne des seigneurs d'Aquitaine qui se tournèrent vers Charles V. Celui-ci au contraire réussit à se débarrasser des Compagnies et gagna avec Henri de Transtamare un allié fidèle qui reprit le royaume 2 ans plus tard en assassinant son demi-frère à Montiel.

L'aspect psychologique de ces campagnes est indéniable, elles rendent à l'armée française le goût de la victoire. Ce n'est pas leur seul effet. En dispersant momentanément les Compagnies, Charles V se débarrasse d'une menace sur ses arrières (elles étaient d'ailleurs souvent manipulées par le Prince Noir). Il pourra alors concentrer ses troupes et les efforts financiers sur le front d'Aquitaine. Il a su également restreindre l'importance des têtes de pont anglaises que sont la Normandie et la Bretagne. La saisie des places fortes sur la Seine en particulier a une réelle importance stratégique car elle interdit l'utilisation du principal axe de pénétration vers Paris. Ces campagnes semblent correspondre à l'application du précepte de Sun Zi « A la guerre le mieux est de s'attaquer aux plans de l'ennemi, puis de s'attaquer à ses alliances, puis de s'attaquer à ses armées ». Charles V vient de réaliser les deux phases préliminaires, il lui reste à affronter l'Anglais. Il s'appuiera alors sur l'art tactique de du Guesclin qui va devenir la « doctrine officielle » de l'armée française et serait qualifiée aujourd'hui de stratégie dissymétrique.

4.2.3 De la petite guerre à la reconquête

Sans quitter Paris, Charles V va donc être le véritable inspirateur de la stratégie de la reconquête. Ne pouvant faire preuve de bravoure physique, il démontra des qualités de courage intellectuel et de volonté exceptionnelles en imposant un mode de combat rompant radicalement avec la culture chevaleresque et féodale.

Il laissa tout d'abord la situation se dégrader en Aquitaine. La pression fiscale imposée par le Prince Noir était de plus en plus mal acceptée, la rébellion grondait et le prince re-mobilisait ses troupes. En 1368 deux vassaux gascons du Prince Noir, Jean d'Armagnac et Arnaud d'Albret, firent appel de ses décisions comme le permettait le droit féodal, auprès de Charles V. Il était encore souverain en Aquitaine puisque les renonciations prévues par le traité de Paix n'avaient pas eu lieu. Le roi s'entoure alors de ses juristes et trouve les arguments pour légitimer les opérations futures : « Si nous refusions d'accueillir leur requête, ce serait défaute de justice, et ils auraient cause légitime de chercher autre suzerain. » tout en faisant porter la responsabilité de la reprise du conflit sur les Anglais.⁶¹ Il va également chercher à aggraver la rébellion en écrivant en décembre 1368 aux villes d'Aquitaine : « Notre neveu le prince de Galles a ordonné de lever sur eux des fouages sans leur consentement et en mettant le pays en perpétuelle servitude, contre leurs anciennes libertés et franchises qui doivent être tenues et gardées de par le traité même de la paix ». En 1369, la peste s'abat à nouveau sur l'Angleterre, le Prince Noir est malade, le Ponthieu se révolte. Les conditions sont idéales, Charles V réunit les états en mai et déclare « Tout ce qui a été fait en Guyenne et en Ponthieu s'est fait par voie de justice et selon le traité de paix, tandis que le roi d'Angleterre en Ponthieu et le Prince de Galles en Guyenne procèdent par voie de guerre et de fait. ». La guerre est déclarée : le 3 juin Edouard III reprend le titre de roi de France, le 30 novembre la cour déclare

⁶¹ « Au cas où, parce que le dit appel est reçu, le roi d'Angleterre ou le prince son fils nous feraient la guerre ou la feraient à l'appelant, ce qu'ils ne devraient faire, considéré la paix, nous ne ferions point de renonciations au ressort et à la souveraineté de Guyenne. »

la félonie du Prince Noir et la confiscation de l'Aquitaine. Charles V aura su, par une succession d'actions politiques et psychologiques, entraîner l'Angleterre dans la guerre au meilleur moment.

S'il a saisi l'initiative de la guerre, il veut également celle du combat. Il a analysé la supériorité tactique des Anglais et va donc développer une stratégie de « petite guerre » en s'appuyant sur la ruse, la multiplication des combats décentralisés et de faible envergure pour lutter contre les garnisons anglaises. Quant aux chevauchées, il estime que l'Anglais, plus mobile, à l'avantage du moment et du terrain. Il interdit donc formellement tout engagement direct contre les armées anglaises constituées et y opposera un système proche de la « terre brûlée ». Charles V compte sur son système de forteresses pour préserver la population et empêcher aux Anglais d'accéder aux ressources et aux vivres indispensables à la durée des opérations. Cet évitement de la bataille provoque de nombreuses récriminations mais du Guesclin se fait son avocat face aux critiques : « Ceux qui parlent de combattre les Anglais ne regardent le péril où ils en peuvent venir ; je ne dis pas qu'ils ne soient pas combattus, mais je veux que ce soit à notre avantage, ainsi qu'ils savent le prendre quand cela les touche ». Là encore la ligne stratégique défendue par Charles V est proche des préceptes de Sun Zi : « Lorsque l'ennemi présente un intérêt, il faut l'attirer ; lorsqu'il est en pleine confusion, il faut s'en emparer ; lorsqu'il est groupé, il faut s'en garder ; lorsqu'il est puissant, il faut le fuir ; lorsqu'il s'emporte, il faut le troubler ; lorsqu'il est vil, il faut le rendre arrogant ; lorsqu'il se repose, il faut le harceler ; lorsqu'il est uni, il faut le diviser. Il faut l'attaquer lorsqu'il n'est pas prêt, tenter une sortie lorsqu'il ne s'y attend pas. Tout ceci augmente les chances de victoire du stratège ; on ne peut rien dire à l'avance. ». Les chevauchées de Chandos, Knolles, Buckingham vont donc rencontrer le vide. Ils pilleront la campagne mais rentreront en Angleterre sans véritables conquêtes alors que les places anglaises tombent une à une. La force et l'intelligence de Charles V aura été d'imposer une nouvelle manière de se battre, de rompre avec la culture stratégique ambiante et d'y faire adhérer ses chefs militaires.

Il réussira également à imposer une nouvelle stratégie navale. En 1369, il évoque la nécessité d'« une force prête continuellement à la défense de notre royaume contre les ennemis sur mer et sur terre ». Malgré les critiques,⁶² Charles V suit avec attention les préparatifs de la flotte au Clos des galées. Selon Froissart il « allait toutes les semaines voir sa navie et il avait à cela très grande affection. ». Il compte également sur les soutiens étrangers et obtient 40 galères d'Henri de Transtamare, 20 des Grimaldi. Cette flotte va servir à couvrir la reconquête vers la Gascogne. Commandée par Ambrosio de Boccanegra une escadre castillane de 14 galères intercepte, le 22 juin 1372 au large de La Rochelle, la flotte du comte de Pembroke. Elle interdit initialement le port mais le lendemain « profitant de l'avantage du vent » elle fit mouvement à « pleine voile ». Dans cet affrontement en haute mer, les Castillans utilisèrent avant l'abordage canons et arbalètes mais également des « nageurs de combat » qui attachèrent des brûlots aux navires, provoquant la panique parmi les chevaux. La défaite anglaise fut totale. Des renforts importants en troupes et chevaux pour l'Aquitaine furent perdus ainsi que l'argent d'une année de solde, Edouard III dut reporter les opérations prévues. Charles V y puise en revanche des arguments pour poursuivre ses réformes (celle de l'Amirauté par ordonnance du 7 décembre 1372, celle de l'arsenal du Clos des galées par ordonnance du 13 janvier 1373). De 1373 à 1380, la marine multiplie les opérations du Golfe de Gascogne à la mer du Nord et l'Ecosse aux ordres de l'amiral, Jean de Vienne. Les missions sont multiples : défense d'Harfleur et de l'embouchure de la Seine, patrouilles et interceptions des convois anglais, attaques des ports d'appareillage anglais. L'opération la plus ambitieuse combina en 1377, raids sur les ports anglais de Wight, Rye et Winchelsea, blocus maritimes et opérations terrestres pour reprendre Calais. Le mauvais temps fit échouer cette tentative mais l'Angleterre avait perdu la maîtrise des mers. En 1380 Buckingham n'osa pas franchir la Manche pour envoyer un contingent destiné à la Bretagne, il le fit débarquer à Calais car « les galées ennemies patrouillaient sans cesse » selon Walsingham⁶³.

Cependant la « petite guerre » n'est pas une fin en soi. L'objectif est bien la reconquête des provinces anglaises. Les opérations vont connaître une évolution semblable à celle des combats viêt-minh : « Notre résistance a été une guerre de guérilla se transformant graduellement en guerre régulière, passant graduellement de la guérilla à la guerre de mouvement, combinée partiellement à la guerre de position. »⁶⁴. La reconquête s'appuie sur différents principes stratégiques : progression méthodique à partir de plusieurs fronts, exploitation des points de rupture, réduction des résistances et phases de consolidation

⁶² Olivier de Clisson déclara « Nous ne sommes pas coutumier d'aller en Angleterre et d'y faire la guerre comme les Anglais de passer la mer et de venir en France. » cité par A. Corvisier, *Histoire militaire de la France*.

⁶³ cité par André Corvisier, *Histoire militaire de la France*

⁶⁴ Général V.N.Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, cité par H. Couteau-Bégarie, *Traité de stratégie*

systématiques dans les territoires saisis, planification centralisée et conduite locale des opérations⁶⁵. Le rôle de Charles V est central. Il définit au cours des conseils royaux les zones d'opérations, désigne les commandants en chef, répartit les unités, décide des conduites à tenir face aux actions anglaises. Son contrôle est cependant strict. Il instaure un service de messagers réguliers entre les fronts et la capitale destiné à le renseigner et à transmettre ses ordres. Il défend en particulier fermement la ligne de conduite du refus de l'affrontement direct en rase campagne. Il rappelle sans cesse cette doctrine dont Clisson est l'avocat lors du Conseil royal devant statuer sur les mesures à prendre contre Knolles qui menace le Sud de Paris en 1370: « Sire, vous n'avez que faire d'employer vos gens contre ces forcenés. Laissez-les aller et s'en rassasier. Ils ne vous peuvent ôter votre héritage ni bouter hors par des fumées. »⁶⁶ La reconquête est donc faite d'un harcèlement permanent des troupes anglaises, d'escarmouches, de rencontres de faible ampleur, de sièges, de villes emportées grâce à la ruse (partisans infiltrés et soutiens locaux qui ouvrent les portes, coups de main nocturnes) (cf fig12). L'influence de du Guesclin est indéniable. Mais la cohésion de l'ensemble est assurée par Charles V. Les mouvements réguliers de du Guesclin et de sa cavalerie bretonne d'un front à l'autre sont les signes de cette intervention royale. Charles V utilise cette troupe d'élite pour agir là où l'intérêt stratégique le commande.

1369 marque le début des opérations. Au Nord le Ponthieu est entièrement récupéré. Au Centre le duc de Berry entame la reconquête du Limousin alors qu'au Sud-Ouest, le Quercy, le Rouergue, une partie du Périgord et de l'Agenais ont fait leur soumission sous la pression des Armagnacs.

En 1370 Berry conquiert Limoges travaillée en sous main par son évêque Jean de Cros. Il néglige le renforcement de la garnison et la ville est reprise par le Prince Noir et Lancastre qui massacrent la population « félonne ». Le duc d'Anjou et du Guesclin progressent le long de la Garonne. Ils prennent Moissac, Agen et le carrefour stratégique d'Aiguillon, au confluent du Lot et de la Garonne. Du Guesclin renforce ses positions à Périgueux et verrouille les routes de Bordeaux, d'Angoulême et de Limoges par la saisie de Montpon, Brantôme et Saint-Yrieix. Il est finalement rappelé à Paris et nommé Connétable. Il mène alors à partir de décembre une série d'opérations dans le Maine et l'Anjou contre les troupes de la chevauchée de Knolles (Pontvallain, Bressuire).

1371 est une année de consolidation. Charles V obtient l'hommage lige de Charles de Navarre mais du Guesclin et Clisson doivent reconquérir plusieurs places tenues par des Navarrais insoumis.

1372 est une année décisive. Le succès maritime de La Rochelle permet d'accentuer la pression vers l'Ouest. Une campagne de 6 mois menée par du Guesclin permet de saisir Poitiers (7 juillet) avant l'arrivée des renforts anglais. Il progresse rapidement vers l'Aunis, couvre Owen qui occupe les îles d'Aix et de Ré et prend La Rochelle (8 septembre), poursuit vers le sud avec Saintes (24 septembre). La suite de la campagne consiste à réduire les résistances isolées dont Angoulême, Saint-Jean-d'Angély et Thouars. Le 1^{er} décembre à Loudun, plusieurs seigneurs poitevins pro-anglais faisaient leur soumission à Charles V. La reconquête du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois était largement réalisée.

De 1373 à 1375, les Français entament une nouvelle phase de consolidation en occupant méthodiquement les places dépassées lors de l'année précédente. Cependant Jean IV, duc de Bretagne avait conclu à Westminster un traité d'union avec Edouard III qui débarqua des troupes à Saint-Mathieu puis Saint-Malo. Charles V avait eu connaissance de ce traité, il le fit diffuser en Bretagne pour provoquer le révolte des barons bretons. Cela ne suffit pas et il dut détourner des troupes du front du Sud pour répondre au défi de Jean IV. Cette diversion des Anglais échoua car du Guesclin réussit à reconquérir rapidement l'ensemble du duché excepté Brest, Auray et Bécherel mais elle permit de ralentir la progression des troupes de Berry et d'Anjou en Aquitaine. La chevauchée de Lancastre en 1374 n'eut aucune conséquence stratégique.

1378 - 1379 Le conflit reprend avec la mort d'Edouard III, du Prince Noir et la fin des trêves de Bruges. La reconquête dans le Sud a atteint son apogée, toutes les tentatives devant Bordeaux sont des échecs. Mais l'arrestation d'un familier de Charles de Navarre dévoila la reprise de ses intrigues avec les Anglais et le duc de Bretagne. Charles V confie une armée à Philippe le Hardi, son frère, qui avec l'aide de du Guesclin va s'emparer du comté d'Evreux et de l'ensemble des forteresses navarraises exceptée Cherbourg (le port a été vendu par le roi de Navarre aux Anglais qui le défendent avec vigueur). Henri de Transtamare, fidèle à son alliance répond à l'appel de Charles V. Il attaque la Navarre, met le siège devant Pampelune et menace de sa flotte la garnison anglaise de Bayonne. Charles le Mauvais se réfugie à Bordeaux, son royaume est démantelé. Le roi de France vient de supprimer l'un de ses principaux

⁶⁵ Soit selon Giap : « attaquer les points faibles avant les points forts. Encercler l'ensemble, passer à l'action sur des points sélectionnés. Attaquer d'abord la ligne extérieure, ouvrir une brèche et percer en profondeur. », cité par H. Couteau-Bégarie, *Traité de stratégie*

⁶⁶ Jean Favier, *La guerre de Cent ans*

opposants. Les opérations en Bretagne préconisées par Clisson sont en revanche un échec. Du Guesclin se défile et le sentiment nationaliste breton favorise le retour triomphal de Jean IV. La Bretagne occidentale reste au parti de Montfort et les Anglais gardent Brest.

1380 En juillet, Buckingham débarque à Calais pour apporter des renforts en Bretagne. Du Guesclin venant de mourir lors d'une campagne contre les Compagnies dans le Gévaudan, le contrôle de la chevauchée sera confié au duc de Bourgogne. Buckingham atteint Nantes en septembre après de nombreux détours. Son siège fut inutile comme sa chevauchée. Charles V meurt le 16 septembre.

4.2.4 Espoirs et inquiétudes

Le règne de Charles V s'achève sur une victoire majeure : les conséquences de la paix de Calais sont effacées, les possessions continentales anglaises fortement réduites, Charles de Navarre neutralisé. Le roi de France a construit un système militaire efficace et cohérent et dispose de « généraux » compétents. Son analyse stratégique fut juste. En imposant une nouvelle manière de se battre tout en contrôlant la cohérence de la progression de ses troupes, il a pu rétablir l'ordre et l'autorité sur la majeure partie du territoire français. L'année 1381 sera d'ailleurs marquée par un ultime succès. Par le second traité de Guérande, Jean IV duc de Bretagne, fait hommage lige au nouveau roi de France Charles VI.

Le rétablissement de l'autorité des Valois présente cependant de nombreuses faiblesses. Les Anglais conservent Calais, Cherbourg, Brest, Bordeaux et Bayonne. Ils gardent ainsi de solides têtes de pont, menaces indéniables pour le futur. Ils possèdent également une capacité d'action au sein même du territoire par le biais de Compagnies qu'ils contrôlent et soutiennent politiquement et militairement. Solidement établies dans des forteresses du Quercy, du Rouergue, d'Auvergne et du Gévaudan, elles sont un défi à l'autorité royale et une menace militaire.

La stratégie de Charles V n'a pas non plus permis de défaire la fameuse armée anglaise. Le refus du combat laisse intacte le rêve de la grande aventure continentale chez les soldats anglais et leurs souverains. La France reste ouverte aux chevauchées.

Cette politique de la « terre brûlée » a également des conséquences psychologiques et politiques graves au sein de la population française. La paysannerie a supporté l'essentiel de l'effort de guerre en voyant ses hameaux et ses récoltes pillés ou brûlés. Le sentiment national n'est pas encore suffisant pour faire accepter ces drames au nom de l'intérêt supérieur de la « patrie ». Les rébellions grondent. Ce sentiment de révolte existe aussi dans les villes, il a pour cause l'énorme pression fiscale imposée par Charles V pour reconstruire l'outil de défense. Charles V a d'ailleurs ressenti cette grogne. Pris de remord sur son lit de mort, il supprime les fouages mais grève ainsi le « budget militaire » de son successeur. Charles VI débute son règne entre la nécessité de satisfaire une population et un parlement soucieux de bénéficier des « dividendes de la paix » et le besoin impératif de supprimer définitivement une menace anglaise dont personne ne perçoit la persistance.

5 Jeanne d'Arc : une stratégie inspirée

Les conséquences de cette reconquête imparfaite vont être terribles et les Anglais reprendront leur vieux rêve continental. 42 ans après la mort de Charles V, le roi d'Angleterre est légalement roi de France alors que son descendant direct, le dauphin Charles n'est plus que le « petit roi de Bourges ». Christine de Pisan écrit « J'ai pleuré, Onze ans en abbaye close ». Le sursaut tant attendu surviendra de la manière la plus inattendue « Voici femme simple bergère, plus preux qu'aucuns hommes fut à Rome. », mais « Quand fut le siège à Orléans(...)sa force apparut ». Face à l'épopée de Jeanne d'Arc plusieurs attitudes sont possibles : le scepticisme, l'interprétation purement mystique, l'exaltation patriotique, la réfutation « rationaliste ». L'objet de ce paragraphe sera de s'intéresser, en s'appuyant sur les nombreux écrits des contemporains de la Pucelle, aux réalités stratégiques de ce qui fut le tournant principal de la guerre de Cent ans.

Après une présentation des évolutions politiques et militaires du conflit, nous nous attacherons à la « Mission » de Jeanne d'Arc, véritable conception stratégique d'une reconquête du pouvoir au service d'une armée en déroute. Nous verrons enfin comment Jeanne d'Arc a su, dans la victoire comme dans l'échec, imposer une rupture profonde dans l'art militaire français et ainsi préparer le renouveau stratégique et tactique de l'armée de Charles VII.

5.1 La nouvelle donne

En juin 1389 la France et l'Angleterre se mirent d'accord pour une suspension d'armes qui ne fut définitivement rompue qu'en 1415. Cette période connaîtra cependant de nombreux troubles qui vont profondément modifier la nature du conflit.

En Angleterre tout d'abord Richard II qui a dû affronter la révolte des « travailleurs » est détrôné par son cousin Henri de Lancastre en 1399. Le nouvel Henri IV confirme les trêves mais la politique de rapprochement entre la France et l'Angleterre reposait largement sur la personnalité du roi déchu (il avait épousé une fille de Charles VI). Il est remplacé, à sa mort en 1413, par son fils Henri V. Ce dernier est jeune, audacieux, déterminé. L'Angleterre retrouve un chef militaire digne d'Edouard III.

En France, la fin de la guerre s'accompagne de plusieurs révoltes (Maillotins, Tuchins) alors que le Grand Schisme divise la noblesse et le clergé entre les partisans du pape d'Avignon, ceux du pape romain et la tendance conciliaire et gallicane qui s'appuie sur les humanistes, la Sorbonne et certains évêques.

Enfin une véritable guerre civile s'installe en France devenant l'élément stratégique prépondérant de la suite du conflit. Les moments d'absence de Charles VI sont de plus en plus fréquents, Louis d'Orléans, frère du roi et Jean sans Peur, duc de Bourgogne rentrent en lutte d'influence auprès de leur souverain « fou ». Le 23 novembre 1407 Jean Sans Peur fait assassiner Louis d'Orléans et s'appuie sur la bourgeoisie parisienne pour diriger la politique royale. Le parti adverse s'organise sous la conduite du comte Bernard d'Armagnac, beau-père de Charles d'Orléans le fils du duc assassiné. Cet affrontement change de nature lorsque les Bourguignons en 1411 puis les Armagnacs en 1412 sollicitent l'aide militaire anglaise. Henri V réclame alors les territoires perdus à Brétigny, la Normandie, l'hommage de la Bretagne, et le reste de la rançon de Jean II. Les Armagnacs au pouvoir refusent ces revendications.

Henri V décide d'une première campagne en 1415. Il débarque le 13 Août à Chef-de-Caux et met le siège devant Harfleur le 17. Côté français cette opération était prévue mais les forces dispersées dans plusieurs garnisons ne purent s'opposer au débarquement. La mobilisation et le rassemblement des troupes françaises à Rouen se fait alors correctement et elles opposent une résistance efficace à l'armée d'Henri V qui cherche à rejoindre Calais. Le 25 octobre les deux armées s'affrontent sur un terrain choisi par les Français. La bataille d'Azincourt tourne pourtant au désastre pour l'armée française (*cf annexe 3*).

En août 1417 Henri V débarque à nouveau avec 10000 hommes et contrairement aux précédentes stratégies anglaises entame une conquête systématique de la Normandie. Elle s'achève le 31 juillet 1419 avec la prise de Rouen et la reddition de Pontoise. Depuis juillet 1418 Paris appartient aux Bourguignons et les Armagnacs se sont retirés en Berry avec le dernier survivant de Charles VI, le jeune dauphin Charles, régent du royaume. La réconciliation entre les deux partis est rendue définitivement impossible par l'assassinat de Jean sans Peur par les Armagnacs lors de l'entrevue de Monterau (10 septembre 1419).

Un accord est alors conclu entre Henri V, le duc de Bourgogne, Philippe le Bon, Charles VI et la reine Isabeau, soutenus par les conseillers royaux et les Parisiens. Ce traité de Troyes (21 mai 1420 *cf fig13*) déshérite le dauphin au profit d'Henri V qui devient régent du royaume et sera roi de France à la mort de Charles VI. Il fixe également son mariage avec Catherine de France, fille de Charles VI. Cette paix finale devait mettre un terme définitif au conflit franco-anglais en offrant au même souverain la couronne des deux royaumes. Approuvé par « l'opinion », l'Université parisienne, les juristes et les clercs, ratifié par les Etats de Languedoïl, le traité avait toutes les apparences de la légalité. En contestant sa validité le dauphin et ses partisans devenaient lèse-majesté. Henri V doit cependant réduire les dernières résistances dans le Nord avant d'affronter les troupes du dauphin qui a derrière lui tout le Sud et le Centre de la France.

En 1422, Henri V puis Charles VI meurent laissant la couronne de France au fils d'Henri V encore enfant. La régence du royaume de France est confiée à son oncle le duc de Bedford. Le dauphin se proclame également roi de France sous le nom de Charles VI, rajoutant au schisme religieux un schisme monarchique. Après un certain nombre de succès militaires vers Paris et la Normandie, son armée, dont de nombreux volontaires écossais, est massacrée à Verneuil-sur-Avre en 1424. En 1428, Jean de Bedford décide de lancer une opération décisive. La pression des Anglais sur la Loire était déjà forte, Orléans fut finalement préférée à Angers pour percer en direction du Berry. Le 12 octobre Salisbury met le siège devant la ville. Le 21 octobre, il saisit les fortifications du Sud de la Loire. Orléans est totalement isolée.

5.2 La mission de Jeanne : une conception stratégique

Lorsque Jeanne d'Arc arrive à Chinon le 6 mars 1429 pour rencontrer le dauphin et évoquer sa mission, elle a à peine 18 ans et doit affronter une cour où règne le défaitisme. Depuis Verneuil, le parti du

compromis a peu à peu remplacé celui de la revanche. Au début de l'année le connétable de Richemont est écarté au profit de la Trémoille. Ce dernier défend une stratégie temporisatrice. La référence à Charles V est évidente mais ce dernier l'avait accompagnée d'un véritable effort de renouveau militaire. Cette volonté semble avoir disparu chez Charles VII. La position des Anglais est également différente. Malgré leurs difficultés économiques, ils sont solidement implantés en France, possèdent le soutien des Bourguignons et leurs droits sont clairement définis par le traité de Troyes. Leurs opérations peuvent donc durer. Leur objectif n'est plus de détruire l'autorité royale, elle n'existe plus, mais de saisir, par une conquête systématique, les provinces encore favorables au dauphin.

Le premier rôle de Jeanne d'Arc sera de confirmer Charles VII dans sa vocation à diriger la France. « De Messire (Dieu), je te dis que tu es vrai héritier de France, et fils de roi. Et il m'envoie à toi pour te conduire à Reims. »⁶⁷ lui déclare-t-elle dès leur premier entretien. Mais Jeanne d'Arc ne lui propose pas seulement un sursaut, elle lui offre également une véritable conception stratégique de la reconquête. Celle-ci est évoquée dès le « procès de Poitiers » destiné à faire vérifier par des experts religieux la nature de sa mission. Elle répond ainsi à Pierre de Versailles « Je viens de par le Roi de Cieux pour lever le siège d'Orléans et conduire le roi à Reims pour son couronnement et son sacre. »⁶⁸. De Poitiers également elle écrit au duc de Bedford « qui se dit régent de France » : « Rendez à la Pucelle (..) les clés de toutes les bonnes villes de France. Elle est ici venue de par Dieu pour proclamer le sang royal. Roi d'Angleterre (..) je suis chef de guerre. Je suis envoyée de par Dieu, le Roi du Ciel, pour vous bouter hors de toute France. Vous ne tiendrez point le royaume de France de Dieu (..); mais le tiendra le roi Charles, vrai héritier (..) et il entrera à Paris en bonne compagnie. Vous duc de Bedford, la Pucelle vous prie et vous requiert que vous ne fassiez plus détruire. Si vous lui faite raison, vous pourrez venir en sa compagnie, où les Français feront le plus beau fait qui oncques fut fait pour la chrétienté. »⁶⁹. Cette conception est enfin clairement exprimée par Alain Chartier, dans une lettre envoyée en juillet et résumant les instructions que Jeanne a reçues de ses Saintes : « Prends l'habit d'homme, fais lever le siège d'Orléans, conduis le roi à Reims pour le faire sacrer ; rends-lui ensuite Paris et remets-le en possession du Royaume. ».

Jeanne d'Arc annonce donc ce qu'elle va faire et n'aura de cesse de vouloir le réaliser en obtenant les troupes nécessaires et en s'opposant aux sceptiques, aux intrigants et au dauphin lui-même lorsqu'il refuse de suivre ses conseils. Cette vision peut paraître simpliste mais comme le déclare Scharnost : « L'important dans les guerres n'est pas ce que l'on fait, mais bien qu'on le fasse avec l'unité d'action et la vigueur voulue. ».

Comme « chef de guerre », elle sera la garante de la vigueur de l'action. Ce titre, elle le tient du pouvoir politique, Charles VII, qui décide de lui faire confiance après Poitiers. Elle obtient son étendard, sa « maison militaire » avec 2 hérauts, Ambleville et Guyenne, autant de signes qui démontrent que le roi la considère comme l'un de ses chefs de haute lignée susceptibles de conduire une armée. Mais c'est au combat qu'elle s'imposera auprès de ses contemporains : « Tous s'émerveillaient, dit le duc d'Alençon, de voir que dans les choses militaires, elle agit avec autant de sagesse et de prévoyance que si elle eût été un capitaine ayant guerroyé vingt ou trente ans. ». « Elle se comportait, selon Thibaut d'Armagnac, comme si elle eût été le plus habile des capitaines du monde, de tous temps formé à la guerre. ». Jeanne d'Arc n'est pas une mascotte ou un emblème, elle commande et décide avec des qualités propres aux grands généraux. « Ce qui était le plus désirable, selon Napoléon, et qui tirait aussitôt quelqu'un hors de ligne, c'est que chez lui l'esprit ou le talent fût en équilibre avec le caractère ou le courage. »⁷⁰

Jeanne offre également un projet qui définit clairement un ennemi et des objectifs militaires. Elle créera ainsi l'unité d'action qui manquait cruellement à une machine de guerre française fonctionnant sans contrôle, sans administration, sans impulsion, sans financement et dont les chefs se battaient pour leur propre compte quand ils ne refusaient pas de servir le dauphin. Jeanne est là pour « proclamer le sang royal », elle obtient ainsi le soutien de Jean II, duc d'Alençon, qu'elle reçoit en ces termes « Vous, soyez le très bien venu, plus il y en aura ensemble de sang royal et mieux cela vaudra. » et de Dunois, bâtard d'Orléans. Elle veut « bouter » les Anglais « hors de France » et retrouve alors derrière elle les Xaintrailles, La Hire, Chabannes, Floques, autant de bons tacticiens, soucieux de se débarrasser d'un ennemi qu'ils connaissent trop bien. C'est elle également, qui obtient la soumission de Richemont rentré en rébellion mais dont le rôle sera essentiel pour la suite du conflit.

⁶⁷ selon frère Pasquerel, confesseur de Jeanne lors de son procès de réhabilitation en 1456.

⁶⁸ Régine Pernoud, *Jeanne d'arc*

⁶⁹ idem

⁷⁰ Las Cases, *Mémorial de Sainte Hélène*.

Enfin avec Orléans, Reims et Paris, la mission de Jeanne définit 3 objectifs dont l'importance stratégique doit être rappelée.

Orléans : Le siège qui dure depuis 7 mois présente un triple enjeu (fig 14) :

- Stratégique : Orléans et son pont sur la Loire sont sur la route de Bourges. Elle prenant la ville les Anglais menaceront directement la capitale du dauphin qui sera obligé de fuir (il avait envisagé un départ vers le Dauphiné). La route vers l'Aquitaine anglaise serait alors libre et la prise de la ville permettrait d'isoler et de détacher l'Anjou encore fidèle à Charles VII.
- Politique : La ville appartient à Charles d'Orléans, cousin germain de Charles VII et oncle d'Henri VI. Prisonnier des Anglais depuis Azincourt, c'est aussi le premier des princes du royaume et la régence lui reviendrait en cas de disparition de Charles VII. Les Anglais font pression sur lui pour obtenir son adhésion au traité de Troyes et sa ville sert ainsi de monnaie d'échange. Orléans est aussi un élément de discorde entre Philippe le Bon et Bedford. Sentant la défaite proche, la population a délégué une ambassade auprès du duc de Bourgogne afin qu'il prenne la ville et empêche son sac. Bedford a violemment refusé et Philippe le Bon a retiré ses troupes du siège.
- Moral : La résistance de Dunois, l'immoralité du siège selon les règles de la chevalerie (le seigneur de la ville étant détenu par l'assiégeant) ont fait d'Orléans un symbole. Le dauphin ne peut perdre cette ville sans entacher son prestige. Le 11 février, il envoya une armée de secours, dont de nombreux écossais, au ordre de Charles de Bourbon. Elle tenta d'intercepter un convoi de 300 chariots venant de Paris pour permettre le réapprovisionnement, en temps de Carême, des troupes anglaises. Cette initiative, tactiquement intéressante, se solda par un cruel échec qui sous le nom de « détrousse des harengs », eut un gros retentissement. Le dauphin a besoin d'une victoire alors que la situation d'Orléans semble désespérée.

Reims : Depuis plus de deux siècles, l'hérédité faisait le roi, non le sacre. Charles VII n'a donc en droit nul besoin de l'onction. Un voyage à Reims nécessite en revanche de traverser des territoires ennemis. Jeanne propose donc une option risquée, sans être absolument nécessaire à la légitimité du dauphin. Il s'agit en fait d'une véritable raid sur l'un des centres de gravité anglais : la légitimité du Traité de Troyes (une manœuvre vectorielle dans un espace lacunaire ?). Par une opération audacieuse, rapide et excentrée par rapport au front qu'était la Loire, Jeanne d'Arc offre à Charles VII d'anéantir l'effet d'un traité obtenu au prix d'un énorme effort militaire coté anglais. L'armée du dauphin est incapable de reconquérir les territoires perdus mais en étant sacré, Charles VII pourra opposer la volonté divine à un accord purement humain. La chevauchée du sacre sera également la démonstration qu'il est libre de mouvement en son royaume malgré la présence anglaise et l'opposition bourguignonne.

Paris : L'objectif final de Jeanne est de faire rentrer le roi « à Paris en bonne compagnie ». La ville n'a pas encore l'importance actuelle et le roi aurait pu faire d'Orléans, Reims ou Bourges une nouvelle capitale. Paris a au contraire une tradition d'opposition au pouvoir. Elle fut le lieu de plusieurs révoltes populaires, des complots entre Bourguignons et Armagnacs, de la contestation des Universitaires et des clercs. Le dauphin en a subi les conséquences enfant et reste très méfiant vis à vis de sa capitale. Cette opposition est cependant volage. La Sorbonne et les scolastiques s'inquiètent de l'importance que les Anglais donnent à Rouen en y établissant une université. Ils ont peur de perdre leur position de capitale intellectuelle. L'imposition du duc de Bourgogne comme gouverneur de Paris par Bedford provoque également un renouveau de la contestation. Jeanne d'Arc espère bien profiter de l'élan d'enthousiasme créé après le sacre pour restaurer définitivement Charles VII dans son autorité, l'installer dans sa capitale et ainsi séparer géographiquement les Anglais des Bourguignons. L'objectif est autant politique que stratégique.

Jeanne compte tout d'abord sur la diplomatie pour atteindre ses objectifs. A l'instar de la « lettre aux Anglais », elle écrit aux ducs de Bourgogne, de Lorraine, de Bretagne, au comte d'Armagnac, au roi de Navarre, aux princes de sang, à Richemont, aux villes de Tournai, Reims, Troyes...et rappelle ses attentes : le départ des Anglais, la réconciliation avec les Bourguignons, la soumission à Charles VII, l'unité de la Chrétienté. En cas de refus elle compte sur une stratégie fondée sur la rapidité d'action et privilégiant des objectifs à haute valeur symbolique et politique. L'armée du « petit roi de Bourges » ne pouvait espérer une reconquête systématique. Jeanne lui propose de rompre avec la tradition de patience et de refus du combat instaurée par Charles V pour attaquer l'Anglais là où la victoire militaire assurera la restauration du pouvoir du « gentil dauphin », fin politique de sa mission. Jeanne nous rappelle ainsi avec Clausewitz que

« Le moyen de la victoire est le combat. » et que « L'importance de la victoire dépend de l'importance des fins obtenues ». Elle est ainsi l'expression même de ces « forces morales » qui « peuvent faire de la lutte un objet d'exaltation et, de ce fait, élever l'intelligence jusqu'à l'inspiration ». »⁷¹

5.3 Une rupture dans la conduite de la guerre : Les succès

L'élan moral et l'esprit offensif de Jeanne d'Arc ont longtemps suffi à expliquer ses succès militaires. C'est au nom de ces valeurs qu'elle fut proposée comme recours de la nation aux soldats de 14. Si cette simplification permettait de « coller » à la stratégie d'offensive à outrance, elle ne supporte pas une étude un peu approfondie. Jeanne a su aussi prendre des décisions stratégiques et adopter des dispositifs de manœuvre qui vont révolutionner l'art militaire français.

Les opérations du coude de la Loire et Patay : (Fig 15 et 16)

Rentrée le 29 avril dans Orléans, Jeanne mène les combats du 4 au 7 mai. Les Anglais lèvent le siège le 8 mai et imputent cette défaite à l'influence diabolique de « la Pucelle ». Conscient des risques de troubles et de désertion, Bedford décide immédiatement de réagir et mène avec l'aide de l'évêque Cauchon, pur produit de l'Université parisienne, une double campagne de propagande destinée à renouveler les serments de fidélité au « roi de France et d'Angleterre » et à discréditer Jeanne en la faisant passer pour envoyé du diable.⁷² La défaite est cependant rude pour les Anglais. Le siège a imposé de lourdes dépenses et ils ont perdu le tiers de leurs 4000 combattants alors que les survivants se sont dispersés dans les places fortes de la Loire : Jargeau, Meung et Beaugency. Bedford décide de rassembler en région parisienne une armée de secours aux ordres de Fastolf (6000 combattants). Il envisage également de lever une armée en Angleterre pour escorter Henri VI vers Reims et le faire sacrer au plus tôt.

Côté français, plusieurs options sont débattues à Tours où se tient Charles VII : se porter en Normandie et attaquer Rouen, principale base d'opération anglaise ; attaquer Paris dont la défense est négligée ; prendre les places de la Loire pour achever le succès d'Orléans. Jeanne, qui a rejoint dès le 11 mai malgré sa blessure, défend auprès du roi la nécessité d'aller à Reims. Elle emporte la décision vers le 20 mai : « Noble Dauphin, ne tenez plus tant et si longuement conseil, mais venez le plus tôt à Reims pour recevoir une digne couronne. ». Gien est choisie comme zone de concentration des renforts qui affluent. Pendant le temps nécessaire à la préparation de l'expédition, il est cependant décidé de réduire les places du coude de la Loire. Le duc d'Alençon prend la tête de 2000 hommes destinés à l'opération, Jeanne sera sa conseillère. « Par quoy il fit son lieutenant général Jehan duc d'Alençon et mit en sa compagnie la Pucelle, lui commandant expressément qu'il usast et feist entièrement par le conseil d'elle. ».

La manœuvre envisagée est alors de porter cette armée à Orléans et d'y lever des renforts. En se plaçant au cœur du dispositif anglais et en dissociant les places fortes en amont et en aval sur la Loire, il s'agit ensuite de les réduire avant qu'elles puissent regrouper leurs forces et faire jonction avec l'armée Fastolf. Alençon va donc agir à partir de cette position centrale en utilisant l'ensemble de sa troupe dans des actions successives sur les lignes intérieures. L'essentiel étant de devancer Fastolf et de lui interdire de constituer un rôle défensif, les opérations nécessitent un rythme soutenu, la concentration des forces pour éviter toute fixation, un échelonnement précis favorisant l'action sur les places les plus proches de Fastolf. Il est difficile d'estimer le rôle exact de Jeanne dans ces prises de décision, le dauphin avait cependant demandé à Alençon de suivre son conseil et ce dernier a reconnu que « dans les choses de la guerre, elle agit avec autant de sagesse et de prévoyance que si elle eût été un capitaine ayant guerroyé vingt ou trente ans. ». En revanche son influence sur le rythme et la rapidité avec laquelle cette opération va être menée, est établie par plusieurs de ses contemporains.

L'attaque de Jargeau, tenue par le comte de Suffolk (750 hommes) est prévue le 12 juin. Plusieurs capitaines hésitent en raison de l'avancée de Fastolf, Jeanne leur répond : « Ne craignez quelque multitude que ce soit ; n'hésitez pas à attaquer les Anglais. Dieu conduit notre œuvre. ». Dans la nuit Jeanne propose à la garnison une reddition mais le lendemain lorsque Suffolk demande, après les premiers tirs d'artillerie, une trêve de 15 jours, elle refuse et exige leur départ immédiat. Le duc d'Alençon hésite cependant à lancer

⁷¹ Clausewitz, *Théorie du combat*.

⁷² Bedford adresse une lettre à Henri VI au sujet « du grand mechef d'Orléans, lequel provient en grande partie par enlacement de fausses croyances et folles craintes qu'ils ont eu d'un disciple et limier de l'ennemi appelé la Pucelle, qui a usé de faux enchantement et de sorcellerie. Lequel mechef et déconfiture non seulement ont diminué d'une grande partie le nombre de vos gens, mais aussi ont oté le courage du restant de façon merveilleuse. ». Inquiet des désertions Gloucester envoie au nom du roi aux vicomtes anglais une « Proclamation contre les capitaines et les soldats réfractaires terrifiés par les enchantements de la Pucelle ».

l'assaut sans plus de préparation. Jeanne d'Arc lui répond « Avant gentil duc, à l'assaut », « N'ayez crainte, l'heure est bonne quand il plaît à Dieu. Il faut besogner quand Dieu veut. », « Ah, gentil duc, as-tu peur ? Ne sais-tu pas que j'ai promis à ton épouse de te ramener sain et sauf ». La ville est prise dans la journée et la garnison anglaise détruite.

Rentrée le 13 à Orléans, Jeanne donne à nouveau l'impulsion en décidant d'attaquer vers l'ouest dès le 14 « Je veux demain après disner, dit-elle au duc d'Alençon, aller voir ceux de Meung. Faites que la compagnie soit prête de partir à celle heure. ». Le pont fortifié est saisi dès le 15 et pourvu d'une garnison. Cette prise permet d'utiliser la Loire et de manœuvrer sur les deux rives, le bourg, solidement tenu, présente en revanche moins d'intérêt. Dès le 16, Jeanne poursuit donc vers Beaugency par la rive Nord avec plus de 2000 hommes. Le siège est mis devant le château et la Loire sert à ravitailler par bateau les troupes françaises en vivres, poudre et canons. Mais le 17, la situation générale a fortement évolué :

- Fastolf a enfin atteint le Nord de Meung et fait jonction avec Talbot. Apprenant la prise de Jargeau et le siège de Beaugency, il envisage de disperser ses troupes dans les places fortes encore tenues et d'attendre de nouveaux renforts. Après un conseil de guerre, Talbot obtient de les rassembler et de marcher sur Beaugency.
- Le connétable de Richemont progresse au Nord de la Loire vers Beaugency à la tête de 1500 hommes. Le roi lui a fait parvenir l'ordre de « retourner en sa maison » mais le connétable « rebelle » prétend agir pour le bien du Royaume et poursuit sa route.

Différentes options sont envisagées : s'opposer à Richemont, lever le siège et rejoindre Orléans. Jeanne fait accepter l'idée d'une rencontre⁷³. Après s'être assurée du soutien de Richemont, elle fait intégrer ses hommes au dispositif de siège alors qu'une armée est installée en bataille sur la route de Beaugency à Meung pour intercepter celle de Talbot. Ce dispositif va jouer un rôle essentiel. Talbot va se replier sur Meung et se consacrer au siège du pont fortifié. La garnison anglaise de Beaugency se voyant abandonnée décide de se rendre. Le 18 à 7 heures, les Anglais partent vers le Mans après promesse sous serment de ne pas se battre pendant 15 jours. Apprenant la nouvelle alors qu'elles se préparaient à prendre le pont, l'armée de Fastolf et la garnison de Meung (5500 hommes), décident de se replier vers Paris.

Renseigné par des éclaireurs sur le repli anglais, le duc d'Alençon décide de tenir conseil en présence du connétable de Richemont, de Dunois et des principaux capitaines. Les objectifs de la campagne sont atteints, les places du coude de la Loire sont libérées, l'armée anglaise bien que supérieure en effectif se replie vers Paris. Après plusieurs jours d'efforts, il semble raisonnable de renforcer les positions saisies et de reconditionner les troupes. Jeanne va à nouveau jouer un rôle essentiel. Lorsque d'Alençon lui demande son avis, elle déclare selon Dunois : « Ayez tous de bons esprons ! ». Ceux qui étaient présents lui demande alors « Nous faudra-t-il nous enfuir ? », elle répondit : « Nenny, au nom de Dieu, allez sur eulx car ils s'enfuieront et s'arrestent point et seront desconfits, sans guère de perte de vos gens ; et pour cela il faut esperons pour les suivre. ». Thibault d'Armagnac l'a entendue dire aux capitaines « Frappez hardiment, ils prendront la fuite. » Cette idée est en rupture complète avec les règles établies depuis Charles V et qui préconisent la prudence et le refus du combat en rase campagne, d'Alençon va cependant suivre les conseils de Jeanne. Il lance son armée « à grande vitesse », scindée en un groupe d'éclaireurs, une avant-garde aux ordres de La Hire et Xaintrailles et le gros qu'il commande et où se trouvent Jeanne, Dunois et Richemont. La rencontre entre La Hire et l'arrière-garde anglaise a lieu près de Saint Sigismond après 25 kilomètres de poursuite et permet d'alerter les 2 corps de bataille. Couvert par 500 archers, Talbot tente de déployer sa colonne étirée sur 5 km selon le dispositif anglais classique. La rapidité d'action des français va permettre de bousculer les différentes lignes au moment de leur mise en place. Monstrelet témoigne : ils « n'eurent point loisir d'eulx fortifier de penchons agués par la manière qu'ilz avoient accoustumé de faire. ». Un Anglais, Wavrin de Forestel écrit que les Français pénétrèrent « si avant la bataille qu'ils pouvoient à leur volonté prendre ou occire ceulz que bon leur sembloit. ». La défaite est totale. Il y a 2500 tués, 400 prisonniers dont Talbot, Scales, Suffolk. Fastolf est en fuite vers Paris.

Les enseignements de la bataille de Patay sont multiples. Elle rompt avec la théorie de l'évitement et démontre que les Français peuvent battre les Anglais en rase campagne. Voulue par Jeanne, elle prouve

⁷³ Richemont l'aborda en ces termes : « Jehanne, on m'a dit que vous me voulez combattre. Je ne sais si vous estes de par Dieu ou non. Si vous estes de par Dieu, je ne vous crains rien car Dieu sçait mon bon vouloir. Si vous estes de par le diable, je vous crains encore moins. ». Jeanne lui répondit : « Ah ! beau connestable, vous n'estes pas venu de par moy, mais puisque vous estes venu, vous serez le bienvenu. » Richemont lui exposa qu'il était prêt à servir le roi loyalement et Jeanne lui fit prêter serment.

que « si l'attaque est inférieure en puissance physique, elle doit avoir la supériorité du moral pour parer aux inconvénients de la forme offensive. »⁷⁴ Elle est aussi la conclusion d'un processus stratégique abouti. Après la phase des opérations sur le coude de la Loire qui permit une rupture dans le dispositif anglais, Jeanne est l'instigatrice de la phase d'exploitation de l'avantage. Celle-ci est réalisée par une poursuite, phénomène rare à l'époque en raison des efforts physiques demandés dans les combats. Enfin malgré la faiblesse des effectifs, cette victoire prend une nouvelle dimension lorsqu'elle est rapportée aux objectifs stratégiques et politiques de Jeanne. L'étape suivante est en effet le sacre à Reims. Une armée de 12000 combattants se rassemble à Gien mais le dauphin et sa cour restent hésitants. Patay va donc servir à renforcer l'influence de Jeanne tout en détruisant une armée anglaise qui aurait pu représenter une menace majeure sur l'expédition du roi de France. La Pucelle a définitivement ouvert la route de Reims, tant sur les plans politiques et moraux que sur le plan militaire. La chevauchée ne débutera que le 29 juin (*Fig 17*). Jeanne mène alors les négociations face aux garnisons d'Auxerre, Troyes, Reims, elle conseille directement le roi sur les opérations à mener et les tactiques à suivre.⁷⁵ Le 17 juillet, Charles VII est sacré à Reims « et durant ledit mystère, la Pucelle s'est toujours tenue joignant du roi, tenant son étendard à la main. »

5.4 Une rupture dans la conduite de la guerre : Les échecs

Jeanne a démontré ses capacités de stratège et de tacticien dans la phase qui précéda le sacre. Elle fera preuve des mêmes qualités lorsqu'elle se retrouvera désavouée par le pouvoir politique après Reims.

L'opposition du stratège et du politique :

Jeanne exige un départ immédiat vers Paris car un mois s'est déjà écoulé depuis Patay. Son prestige est au plus fort et plusieurs villes ont envoyé leur soumission. La rumeur a également atteint Paris, Charles VII peut donc espérer de nombreux soutiens dans la ville. Face à son armée, la garnison anglo-bourguignonne est bien faible et reste à la merci d'une révolte. Bedford a analysé cette situation et Jeanne va être victime de ses manœuvres diplomatiques et militaires et de l'opposition des conseillers du roi

Bedford détourne tout d'abord de sa mission initiale l'armée du cardinal de Winchester destinée à une croisade contre les Hussites de Bohême. Forte de 3550 hommes, elle débarque à Calais le 15 et rentre dans Paris le 25. Du 10 au 15 juillet, il a également invité le duc de Bourgogne à Paris. Une série de fêtes et de processions ont pour but de faire promettre au peuple que « tous seraient bons et loyaux au régent ». Cette véritable « action sur les champs psychologiques » accompagne la manœuvre médiatique de Cauchon destinée à fournir des arguments aux clercs et au peuple sur l'essence diabolique de Jeanne. Bedford offre enfin 200000 livres à Philippe le Bon, renouvelable à la fin du mois, contre le recrutement d'une armée.

Le 17, une ambassade du duc de Bourgogne est arrivée à Reims, elle propose la conclusion d'une trêve de 15 jours, la livraison de Paris à sa fin, la négociation d'une paix définitive. Cette proposition peut surprendre car la Bourgogne et la France étaient en trêve renouvelable depuis 1424 et Paris est tenue par les Anglais. Un contemporain dit que « la dite ambassade n'était que dissimulation et dans l'intention d'amuser le roy qui estoit disposé d'aller tout droit devant Paris. ». Elle va durer trois jours et le roi tiendra un conseil où vont s'opposer les partisans de Jeanne, favorables à un départ immédiat et ceux de la Trémouille partisans de la trêve (il est rentré en contact avec les Bourguignons depuis le 30 juin).

Le roi ne se mit en marche que le 21, il est à peine à 150 kilomètres de Paris, mais le piège anglais s'est refermé. L'influence de Jeanne est contrecarrée par celle des conseillers de cour, la détermination française a disparu, les Anglais disposent à nouveau d'une armée cohérente capable de s'opposer aux 10000 hommes de Charles VII. L'itinéraire tortueux de la marche royale est bien la démonstration de l'absence de volonté du souverain (*Fig 18*). Il mettra 36 jours pour rejoindre Paris, guidé par les villes faisant soumission et les attermoissements diplomatiques. Il n'y a plus ni direction stratégique, ni effet de surprise. Jeanne sait que ce retard et les trêves sont fatals. Elle répond ainsi aux bourgeois de Reims inquiets de l'évolution de la situation : « Et il est vrai que le roi a fait trêve au duc de Bourgogne 15 jours durant (...) Combien que des trêves qui sont ainsi faites je ne sois point contente, et je ne sais si je les tiendrai. Mais si j'le les tiens ce sera seulement pour garder l'honneur. ». Le 10 août elle déclare à Dunois

⁷⁴ Clausewitz, *De la Guerre*.

⁷⁵ Devant Troyes, selon Dunois, « La Pucelle entra dans le conseil (du roi), disant ces paroles ou à peu près : Noble Dauphin, ordonnez que votre gent vienne et assiège la ville de Troyes, et ne traînez plus en longs conseils car, en nom Dieu, avant trois jours je vous introduirai dans la cité de Troyes, par amour ou par force ou par courage, et la fausse Bourgogne en sera toute stupéfaite. ». Elle dispose elle-même les troupes, fait combler les fossés, met en place l'artillerie, « et elle travailla si bien cette nuit-là que le lendemain l'évêque et les citadins firent leur obéissance au roi, frémissant et tremblant ».

« Plaise à Dieu mon créateur que je puisse maintenant me retirer, laisser mes armes et m'en aller servir mon père et ma mère. ».

« Si pour être un grand général il faut beaucoup d'intelligence il faut encore plus de caractère »⁷⁶. Il en est de même pour les hommes politiques. Charles VII, abusé par ses conseillers, trompé par les manœuvres de Bedford et de Philippe le Bon va anéantir l'effet d'une action déterminée sur Paris. Il aurait pu, avec plus de courage ou de confiance en son « stratège » Jeanne d'Arc, remporter une victoire décisive susceptible de provoquer le départ des Anglais. Cette campagne s'achèvera avec l'échec de Montépilloy et celui de l'assaut de Saint Denis. Jeanne, en soldat fidèle, participera à ces combats et sera tenue pour responsable de leur échec. Le roi devra attendre plus de 8 ans avant de rentrer dans sa capitale.

1330 : la dernière campagne (Fig 19)

La situation politique et stratégique évolue à nouveau avec l'hiver 1330. La menace d'un soulèvement parisien demeure alors que les Français viennent de prendre Melun. Bedford poursuit sa reprise en main du royaume. Il accorde le titre de lieutenant général du roi d'Angleterre au duc de Bourgogne et lui offre les comtés de Brie et de Champagne, à charge pour lui de les conquérir par la force. Il obtient également l'envoi d'une armée anglaise destinée à accompagner Henri VI pour le faire sacrer.

Un plan de campagne est établi par Lannoy, le stratège des Bourguignons, et envoyé à Calais. Ce mémoire fixe deux objectifs, Paris « cœur et chef principal du royaume (...) dont la perdition serait la perdition du royaume » et qui « très durement opprimée, est de jour en jour en très grand péril et danger » et Reims « pour recevoir son sacre (d'Henri VI) pour laquelle cause tous les sujets du royaume lui seront plus enclins ». Comptant sur une armée de 10000 Anglais le plan envisage :

- de conquérir Compiègne et d'ouvrir la route vers Reims avec l'armée bourguignonne (4000 h)
- de saisir Beauvais et Creil et de marcher sur Paris (7000h).
- d'isoler et de fixer les troupes françaises de Sens et Melun par le renforcement des places secondaires du sud de Paris (1000h).
- d'envoyer une troupe vers le Berry et la Loire pour renforcer les troupes du routier Gressart et faire la guerre « selon leur jugement et selon ce que fera l'ennemi » (1000 h).

Mais l'armée qui débarque à Calais (57 navires) avec le jeune Henri VI le 23 avril compte à peine plus de 2000 hommes lors de la revue. « Terrifiés par les incantations de la Pucelle », les soldats refusent d'embarquer ou désertent malgré les mesures disciplinaires prises. Devant le manque d'effectif, Henri VI est envoyé à Rouen en attente du sacre et l'armée bourguignonne qui sera renforcée d'un millier d'Anglais (5000 hommes au total) se rassemble en Péronne en vue de marcher vers Paris ou Reims.

Face à cette menace, Charles VII reste inactif. Les troupes du sacre ont été licenciées à l'automne 29, les grands capitaines sont partis se battre sur leur propres terres, Richemont en Bretagne, d'Alençon en Normandie, d'Albret et d'Armagnac en Guyenne. Il faudra attendre le 6 mai pour qu'il se décide à reconnaître son erreur et la duplicité de son cousin : « Après qu'il nous a par aucun temps amusé et déçu par trêves et autrement (...) il s'est mis avec certaines puissances pour faire guerre à l'encontre de nous »⁷⁷

La situation de Jeanne a également fortement évolué. Discreditée et écartée par La Tremoille, elle n'est plus chef de guerre et a perdu sa maison militaire. Le roi lui envoie cependant quelques subsides, elle a pu lever une troupe de 1000 à 2000 hommes et garde avec elles ses compagnons fidèles, La Hire, Chabannes... Elle agit donc en chef indépendant. Elle va pourtant continuer à exercer le même talent stratégique et tactique alors que ses voix ne la conseillent plus sur la conduite à tenir mais lui annoncent régulièrement depuis le début de l'année que « elle seroit prise avant qu'il fust la saint jehan (24 juin) et que ainsi il falloit qui fust fait, et qu'elle ne s'esbahit et prit tout en gré et que Dieu lui aideroit. »⁷⁸ Elle fait preuve donc du plus grand courage en reprenant la lutte et en agissant avec détermination et lucidité.

Dès avril, Jeanne quitte le roi à Sully sur Loire pour s'installer à Lagny, une place favorable à Charles VII, et se met en situation d'attente stratégique. Comme dans les opérations du coude de la Loire, elle s'installe au cœur même du dispositif anglais, dans une place bien fortifiée, sur une coupure, la Marne, lui permettant d'intervenir rapidement sur les points clés de l'ennemi. Elle peut agir de part et d'autre de la rivière et atteindre Paris ou Compiègne en 1 jour de cheval, Reims en 3. Dans l'attente de la levée de l'indétermination sur les intentions anglaises, Jeanne va mener une série d'opérations démontrant son aisance tactique. Elle engage ainsi à 2 km de Lagny, la troupe de Franquet d'Arras, un routier favorable à

⁷⁶ Maréchal Marmont, cité par H. Couteau-Bégarie dans *Traité de Stratégie*.

⁷⁷ Chancelier Regnault de Chartres cité par Régine Pernoud, *Jeanne d'Arc*.

⁷⁸ cité par le colonel de Liocourt, *Jeanne d'Arc, l'exécution*.

Bedford. Prenant la tête d'un premier détachement, elle tombe face à 4000 hommes, disposés selon le système tactique anglais. Jeanne fixe alors l'ennemi avec ses archers et va chercher des renforts. Elle dispose alors des pièces d'artillerie qui vont soutenir l'effort des archers et va mener une charge sur les flancs. Le corps anglais est détruit, Franquet est prisonnier. Jeanne qui a entièrement mené le combat donne un exemple unique d'action combinant le feu, l'appui et une manœuvre de débordement. Le duc d'Alençon avait déjà remarqué quelle était « multum experta in praeparatione de l'artillerie (sic) ». Elle est la première à l'utiliser en rase campagne. Elle démontre qu'en évitant l'assaut de front et qu'en utilisant la manœuvre et l'appui de l'artillerie, les Français peuvent contrer la tactique anglaise. Elle annonce ainsi les victoires de Formigny et de Castillon.

Mais la menace principale est bien celle de l'armée du duc de Bourgogne. Elle a démarré le 20 de Péronne, le 23 Jeanne est à Senlis. Le 1^{er} mai les Bourguignons changent de direction vers Noyon, attendent les Anglais puis le 7 mettent le siège devant la forteresse de Pont à Choisy au confluent de l'Oise et de l'Aisne, la manœuvre de Compiègne débute (Fig 20). Le 13 mai, Jeanne rentre dans la ville. A nouveau et contrairement aux habitudes de l'époque, Jeanne ne va pas se consacrer au renforcement de la forteresse et à la préparation du siège, elle préfère utiliser les espaces laissés par un dispositif de siège lacunaire pour mener une succession d'offensives sur les arrières « La partie la plus sublime de la défensive est de tenir constamment l'ennemi sous le coup d'une attaque. »⁷⁹.

Le 14, Xaintrailles mène une attaque de diversion sur les arrières du camp ennemi. et Jeanne profite de la nuit pour effectuer une marche de 25 km le long de l'Oise et attaquer le 15 « entre la pointe du jour et le soleil levé » les troupes stationnées dans les faubourgs de Noyon. Le 16, c'est par l'Est qu'elle tente de prendre à revers l'armée bourguignonne fixée entre l'Oise et l'Aisne. Elle se dirige vers Soissons qui dispose d'un pont mais le capitaine de la ville, Guichard Bournel, lui refuse le passage. Ce dernier vendit la cité pour 4000 saluts d'or à Jean de Luxembourg. Jeanne aurait dit lors de son procès que « si elle le tenoit, elle le feroit trancher en quatre pièces ». Ne pouvant franchir l'Oise elle se replia vers Crépy-en-Valois. Le 23 mai, elle pénètre à « heure secrète du matin » dans Compiègne et tente le jour même une sortie sur le poste anglais de Margny, au Nord de la ville. La position est en passe d'être prise lorsque Jean de Luxembourg arrive à la tête de renforts. La troupe de Jeanne doit se replier. Celle-ci « surpassant nature de femme, soutint un grand fardeau et mit beaucoup de peine à sauver sa compagnie, demeurant derrière comme chef et comme le plus vaillant de la troupe. »⁸⁰ Elle va voir alors la porte de l'enceinte se refermer, Jeanne avait bien annoncé qu'elle « ne craignait que trahison. ». la ville sera cependant sauvée et la marche vers Reims stoppée, les Anglo-Bourguignons croyant détenir une victoire suffisante avec leur prisonnière.

L'épopée militaire de Jeanne d'Arc s'achève sur cette trahison, elle la conduira au bûcher de Rouen le 30 mai 1341. Il fallait que les Anglais prouvent que leur défaite était œuvre du diable. Son souvenir ne va pas disparaître. Son martyr, les témoignages livrés jusqu'à son procès en réhabilitation en 1456 vont guider Charles VII dans la reprise de la reconquête, la paix d'Arras en 1435, le recouvrement de la Normandie et de la Guyenne (1445-1453). Mais l'influence de Jeanne ne fut pas seulement morale.

Elle a, en défendant de toute son énergie l'option stratégique proposée par ses « conseils », sauvé le royaume de Bourges à Orléans, offert la mobilité stratégique nécessaire à la chevauchée de Reims en détruisant l'armée de Fastolf à Patay, rétabli le dauphin dans sa légitimité et son autorité par le sacre.

Jeanne a su aussi fédérer ces « capitaine et vieux routiers de guerre, fleurs de droites gens d'armes, qui par très longtemps avaient suivi la guerre »⁸¹ Brutaux, indociles, désireux avant tout de défendre leur terres et leurs biens, ce sont aussi de bons tacticiens et des chefs énergiques. Jeanne a mis au service du roi et d'une stratégie les d'Alençon, Richemont, Dunois, La Hire, Xaintrailles. Ce seront les chefs de la reconquête: « Tout reposa sur l'initiative de hardis compagnons, solidaires entre eux, ayant le goût et le sens de la guerre, pour lesquels l'honneur et le profit passaient par l'inlassable poursuite de la guerre. »⁸².

Elle a enfin inculqué à ces capitaines une nouvelle manière de se battre. Jeanne leur a démontré que par la rapidité d'action, la manœuvre sur les flancs ou les arrières, l'appui de l'artillerie en support de celui des archers, les troupes françaises pouvaient, en rase campagne, s'opposer efficacement au schéma tactique anglais. Sa « révolution de l'art militaire français » ne se limite pas à la tactique. Il touche à la stratégie en promouvant les actions dans la profondeur, l'exploitation des espaces, l'attaque en mouvement, le refus d'une défense statique. Avec Jeanne d'Arc, les troupes française ont repris l'initiative du combat mais aussi celle de l'intelligence des opérations militaire.

⁷⁹ selon du Teil, cité par le colonel de Liocourt, *Jeanne d'Arc, l'exécution*.

⁸⁰ selon Chastellain cité par le colonel de Liocourt, *Jeanne d'Arc, l'exécution*.

⁸¹ Monstrellet, cité par A. Corvisier dans *Histoire militaire de la France*.

⁸² A. Corvisier, *Histoire militaire de la France* ;

CONCLUSION

Quels enseignements peut-on tirer de ce survol d'un conflit de plus de cent ans ?

Le tout premier est sans doute celui de la réhabilitation du stratège médiéval. Il est vrai que « l'histoire est un clou auquel on pend n'importe quoi. »⁸³ et distinguer une stratégie derrière les rezzous de Chandos ou les coups de main de du Guesclin revient peut-être à « donner une figure à ce qui n'en avait pas. »⁸⁴. Nous avons cependant à notre disposition des sources exprimant clairement les buts politiques des belligérants et les moyens militaires envisagés pour les obtenir. La variation des objectifs visés et la recherche d'actions combinées sur plusieurs fronts (chevauchées d'Edouard III), l'imposition d'un procédé stratégique et son contrôle par une autorité centralisatrice, son adaptation face aux évolutions de situation (Reconquête de Charles V) sont également le signe de la recherche d'une doctrine stratégique susceptible d'emporter la décision. La soudaineté des renversements de situation et la succession des phases victorieuses de longue durée démontre enfin la capacité de quelques individualités à saisir les possibilités et maîtriser l'usage des forces en présence sur l'ensemble du théâtre car « Il n'est pas de grandes actions suivies qui soient l'œuvre du hasard et de la fortune ; elles dérivent toujours de la combinaison et du génie. Rarement, on voit échouer les grands hommes dans leurs entreprises les plus périlleuses ». ⁸⁵ C'est à ce titre qu'Edouard III, Charles V mais aussi Jeanne d'Arc prennent rang de stratège.

Le second enseignement réside dans la nature des stratégies proposées et son influence sur la durée de la guerre de Cent ans. Cette durée exceptionnelle est le plus souvent expliquée par la taille limitée des armées engagées, la difficulté du financement de l'effort de guerre, l'absence de véritable contrôle étatique, la faiblesse du sentiment « national », les effets désastreux de la peste, des pillages et de la famine...

La part des stratégies employées est également essentielle.

Edouard III a tout d'abord recherché un blocus du littoral atlantique, une asphyxie des ressources économique du Nord de la France, un effritement des liens vassaliques au sein du Royaume puis il a mené, à partir de différents points d'entrée, des chevauchées visant à saper l'autorité royale et le soutien de la population en frappant le plus profondément possible au cœur du territoire. La bataille n'est acceptée qu'en dernière alternative et vise également à discréditer l'autorité du pouvoir adverse. Il a ainsi réussi, malgré des effectifs inférieurs, à détruire la volonté politique et à disloquer les forces armées d'un ennemi qui menaçait son propre territoire. Stratégie d'endiguement s'appuyant sur une supériorité tactique évidente, elle ne permet pas une véritable conquête du pouvoir et exigea le maintien d'un important volume de force pour contrôler une paix propre à nourrir l'esprit de revanche.

Cet esprit s'exprimera avec Charles V. Petite guerre, terre brûlée, coup de main et embuscade, le souverain français préconise la stratégie habituelle des nations défaites et colonisées. Il sait cependant donner de l'ampleur à ce qui aurait pu rester une guérilla en l'accompagnant de réformes structurelles importantes et en contrôlant les opérations pour les transformer en une reconquête systématique du territoire. S'appuyant sur le temps et refusant l'affrontement direct en rase campagne, il laisse un royaume exsangue, avide de profiter des dividendes de la paix et incapable de fournir l'effort ultime pour se débarrasser d'un ennemi qui, n'ayant jamais été défait, poursuit son vieux rêve expansionniste.

Il faudra donc attendre 50 ans et Jeanne d'Arc pour voir une véritable rupture stratégique susceptible d'entraîner une paix durable. Cette conception s'appuie sur l'utilisation des espaces laissés par un dispositif anglais lacunaire pour atteindre des objectifs stratégiques, politiques et symboliques propres à restaurer l'autorité royale (Orléans, Reims, Paris). Mais surtout, elle rompt avec le dogme de l'évitement de la bataille et nous rappelle que lors d'un conflit ouvert, « le moyen de la victoire est le combat »⁸⁶ et que « la destruction des forces ennemies apparaît toujours comme le moyen supérieur et le plus efficace devant lequel tous les autres doivent s'effacer »⁸⁷. Pour imposer cette volonté offensive, Jeanne a dû s'opposer aux préventions des politiques et de ses capitaines et s'appuyer sur une nouvelle tactique : attaque en mouvement, manœuvre sur les ailes, appui de l'artillerie ; car la victoire imposait la destruction du potentiel tactique et humain des forces armées anglaises. Elle est ainsi l'initiatrice des campagnes du « recouvrement » du royaume.

⁸³ Alexandre Dumas cité par H. Couteau-Bégarie dans *Traité de stratégie*.

⁸⁴ « On défigure de nos jours la colonne de Fontenoy, ou plutôt, on donne figure à ce qui n'en avait pas. » Prince de Ligne idem

⁸⁵ Napoléon, idem

⁸⁶ C von Clausewitz, *Théorie du combat*.

⁸⁷ C von Clausewitz, *De la guerre*.

Le dernier enseignement est celui de l'opposition entre représentation de la guerre et réflexion stratégique. Le Moyen Âge a développé jusque là toute une réflexion intellectuelle, morale, religieuse, sur la guerre et y a enfermé la stratégie. Dans un « monde occidental » reposant sur l'unité de la chrétienté, la guerre fut peu à peu réglementée, légitimée puis extériorisée. La force armée est alors réservée aux opérations de police interne, à la conversion du monde externe sous la forme des croisades en Terre Sainte ou en Albigeois et au règlement des querelles dynastiques. Elle impose alors le bon droit et la juste forme politique. Les combattants n'ont pas besoin d'être nombreux, leur force réside dans le respect des règles de comportement de la chevalerie et dans la légitimité de leur mission. La guerre est leur profession ; guerriers avertis et troupe d'élite, leurs armements sont les plus perfectionnés, leurs armures comme les conventions du combat et la rançon les protègent. Le chevalier est rare, il ne doit plus mourir à la bataille. En face de cette société militaire, il y a les clercs et les juristes. Leur rôle est de saisir la guerre dans toute sa complexité religieuse, juridique, humaine. Ils proposent alors des critères de légitimité, des règles d'engagement, définissent les personnes à protéger, les crimes à châtier. Ils sont aussi chargés de dire ce droit et de diffuser les décisions vers la population par prêches ou manifestes. Ces règles « universelles » sont partagées par toutes les « nations de la chrétienté » et sont édictées sous la responsabilité de l'auctoritas, le souverain pontife. Lui seul devrait d'ailleurs décider du recours à la guerre mais il n'a pas de véritable armée. Alors il délègue ce pouvoir aux souverains. Ces derniers démontrent d'ailleurs leur communauté de pensée en agissant ensemble face aux hérétiques. Et lorsqu'un seigneur cherche à rompre l'équilibre dynastique européen, l'action diplomatique et la pression d'une coalition de parents et de suzerains suffisent le plus souvent à le ramener à la raison. Les souverains participent avec attention à ces opérations en fixant les objectifs politiques. Ils sont aussi en première ligne pour contrôler les dispositions tactiques, leur autorité ne souffre pas la présence de chefs militaires trop puissants et leurs responsabilités chevaleresques leur imposent de limiter les conséquences humaines. Ce système guerrier donne d'ailleurs satisfaction. Les premières croisades, la répression des révoltes des communes de Flandres sont globalement des succès et permettent de « valider le concept ».

Tout ce système va s'effondrer avec la guerre de Cent ans. Ce conflit qui oppose deux royaumes chrétiens, deux armées possédant les mêmes valeurs chevaleresques, deux puissances de rangs similaires, deux nations en formation sort de l'épure des représentations du *jus in bello*. Il fait alors apparaître les énormes lacunes de la réflexion tactique et stratégique de l'armée française alors que l'Angleterre, préparée en Ecosse dans un combat qui n'était pas celui de la chevalerie, est capable d'imposer une nouvelle manière de se battre.

Cette description quelque peu raccourcie n'est pas sans montrer de possibles similitudes avec notre époque. « Imaginer la guerre », « réglementer la guerre » n'est pas faire de la stratégie. Les aspects sociaux, économiques, médiatiques, juridiques d'un conflit sont capitaux, le Moyen Âge l'avait compris. Leur étude est passionnante intellectuellement et indispensable techniquement. Il est cependant nécessaire de différencier l'interprétation « scolastique » ou « casuistique » d'un monde « unifié » et la formation à l'art de la guerre. Les sommes juridiques et morales accumulées par les clercs de la Sorbonne n'ont que bien mal protégé le royaume de France face aux chevauchées d'Édouard III alors que l'audace, la volonté et la clairvoyance d'une Pucelle a permis de mettre en déroute ces mêmes Anglais. À l'heure où nos forces interviennent de plus en plus régulièrement, il peut être facile de vouloir trop vite valider le concept ou de s'enfermer dans les discours abscons et vaporeux sur la « nouvelle complexité ». N'oublions pas qu'une « théorie est aussi un outil de combat »⁸⁸. Ne négligeons pas la réflexion fondamentale, celle de l'art tactique et de l'étude stratégique, au profit d'une dilution dans « l'air du temps ».

⁸⁸ Général Poirier, cité par H. Couteau-Bégarie dans *Traité de stratégie*.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
1 Quelques éléments de géostratégie pour comprendre le conflit	3
1.1 La France, la diversité des régions et l'influence des voisins	3
1.2 Les axes et les échanges sur le territoire français	4
1.3 L'importance des voies fluviales et des ponts.	5
1.4 La Manche et les points d'entrée	5
2 Culture stratégique et représentations de la guerre à la fin du Moyen Age	7
2.1 Le pacifisme médiéval	7
2.2 De la guerre juste à la guerre légale.	8
2.3 Les états de la société et la guerre	9
2.4 Cohésion, discipline des armées et contestation sociale	10
2.5 Le combat chevaleresque	12
3 Les forces en présence	14
3.1 Les théoriciens de la guerre au Moyen Age	14
3.2 La cohérence de l'armée anglaise	15
3.3 La nécessaire réforme des forces françaises	16
3.4 Les tactiques de bataille	17
4 Des stratégies victorieuses mais incomplètes : Edouard III et Charles V	19
4.1 Edouard III	19
4.1.1 L'apprentissage	20
4.1.2 Stratégie totale et opérations militaires limitées	21
4.1.3 La surprise stratégique par l'utilisation d'actions déconcentrées et simultanées	22
4.1.4 Les limites et les faiblesses	24
4.2 Charles V	24
4.2.1 Une réforme organique	24
4.2.2 Les préliminaires	25
4.2.3 De la petite guerre à la reconquête	26
4.2.4 Espoirs et inquiétudes	29
5 Jeanne d'Arc : une stratégie inspirée	29
5.1 La nouvelle donne	30
5.2 La mission de Jeanne : une conception stratégique	30
5.3 Une rupture dans la conduite de la guerre : Les succès	33
5.4 Une rupture dans la conduite de la guerre : Les échecs	35
CONCLUSION	38

SOMMAIRE des ANNEXES

<i>ANNEXE 1: Les origines du conflit</i>	<i>41</i>
<i>ANNEXE 2: Chronologie de la guerre de Cent ans</i>	<i>42</i>
<i>ANNEXE 3: Les victoires anglaises</i>	<i>45</i>
<i>ANNEXE 4: Bibliographie</i>	<i>46</i>
<i>ANNEXE 5: Table des cartes et croquis</i>	<i>47</i>

ANNEXE 1

Les origines du conflit

Lorsque la guerre de cent ans commença en 1338, les royaumes de France et d'Angleterre sont les deux états les plus puissants de l'Occident chrétien. La querelle entre les deux pays est cependant bien plus ancienne. Elle est à rechercher tout d'abord dans le mariage d'Aliénor d'Aquitaine, répudiée par Louis VII, avec Henri II, premier souverain Plantagenêt. Par cette alliance, les rois d'Angleterre devenaient ducs d'Aquitaine et de Guyenne. Mais ces possessions furent l'objet de nombreux conflits. Philippe Auguste en avait conquis une grande partie au profit de la dynastie capétienne. Saint Louis, cherchant à établir une paix durable, restitua quelques territoires, par le traité de Paris de 1259. En revanche la Guyenne redevint un fief du royaume dont le possesseur devait prêter hommage au roi de France. Henri III, souverain tout puissant en Angleterre, devenait vassal de son cousin sur le continent.

La querelle de Guyenne :

Pendant quatre-vingts ans, le traité de Paris sera l'instrument diplomatique de base servant de référence lorsque de nouveaux conflits éclataient entre agents du vassal et ceux du seigneur. Ces nombreux conflits sont symptomatiques d'une opposition forte entre les deux volontés royales et que le droit féodal ne peut régler. Les rois d'Angleterre cherchent à transformer leurs possessions continentales en un alleu détenu en toute indépendance ; les rois de France cherchent au contraire à y exercer leur souveraineté de plus en plus exigeante, en multipliant les interventions sous couvert de droit de ressort. En 1324, Charles IV confisque la Guyenne mais un accord établi en 1327 lui impose de restituer ces territoires. Son successeur Philippe VI de Valois obtint, non sans quelques difficultés, l'hommage d'Edouard III d'Angleterre pour la Guyenne. Mais la monarchie française traîne dans l'application des traités et conserve l'Agenais et le Bazadais. Edouard III ne peut accepter ces amputations. En 1330 une convention prévoit de nouvelles négociations entre vassal et suzerain. Les commissions d'enquêtes se succédèrent sans résultat : en 1336 l'impasse est totale. En 1337, Philippe VI confisque à nouveau la Guyenne.

Le problème dynastique :

Pendant plus de trois cents ans, chaque roi de France eut, à sa mort, un fils prêt à lui succéder. La règle de l'hérédité masculine c'était donc ainsi inscrite dans les faits, mais non dans le droit. Le royaume pouvait être transmissible à une fille. En 1316, Louis X meurt sans laisser d'héritier mâle. La couronne aurait du revenir à sa fille Jeanne. Mais sa femme est enceinte, si elle a un fils il sera roi. En attendant une régence est confiée au plus âgé des frères de Louis X. La reine eut un fils qui mourut au bout de cinq jours. Le régent écarta les partisans de Jeanne et devint roi sous le nom de Philippe V. Il consolida son pouvoir en convoquant une assemblée de prélats, barons, bourgeois et docteurs de l'Université de Paris, qui approuvèrent son action et déclarèrent que les femmes ne pouvaient succéder au royaume de France. En 1322 Philippe V mourut sans fils. Son dernier frère s'empara de la couronne sans que nul ne proteste. A sa mort, en 1328, il ne laissait pas d'héritier mâle, mais sa femme était enceinte. Il fallut donc recourir une nouvelle fois à la régence. Trois candidats était possible : Philippe d'Evreux, petit-fils de Philippe III, cousin germain des trois derniers rois de France et mari de Jeanne, fille de Louis X ; Edouard III, roi d'Angleterre depuis quelques mois, petit-fils de Philippe IV par sa mère Isabelle ; Philippe de Valois, petit-fils de Philippe II, lui aussi cousin germain des trois derniers rois de France. Philippe de Valois l'emporta mais l'argument de la loi salique ne fut utilisé que bien plus tard. Seuls comptèrent le précédent de 1316, l'expérience du nouveau roi, le souvenir laissé par son père Charles, le fait que les Grands le connaissaient davantage que ses concurrents et le fait « qu'il était né du royaume. ». Avant le sacre de Philippe VI, Edouard III avait envoyé une ambassade en France pour faire valoir ses droits à la couronne. Sa thèse réussit à convaincre quelques légistes. Mais finalement, par l'hommage prêté en 1329 pour la Guyenne, il reconnaît le nouveau souverain. Nouvelle volte-face, le 7 octobre 1337 à Westminster, Edouard III, par conviction profonde ou réplique à la confiscation de la Guyenne, revendique publiquement le royaume de France et renie l'hommage qu'il avait prêté.

ANNEXE 2

La guerre de cent ans : chronologie (1337-1453)

(tirée de tschanz@dyadel.net)

En obtenant l'hommage du roi d'Angleterre pour la Guyenne, Saint Louis avait espéré établir une paix durable entre la roi de France et son vassal. Mais, dès la fin du XIII^{ème} siècle, le conflit renaît lorsque Philippe le Bel intervient dans le duché pour exercer ses droits de souverain. Ce sont désormais deux états qui se heurteront. Edouard III, cependant prête hommage à Philippe VI lorsque celui-ci devient roi de France. Un autre conflit existe entre les deux souverains. Dans le comté de Flandre atteint par la crise économique, le peuple des villes s'était révolté contre le comte. Philippe VI aide ce dernier en écrasant les milices flamandes à Cassel tandis que les révoltés ont l'appui des Anglais qui vendent leur laine en Flandre. 1337. Le roi de France, Philippe VI, confisque la Guyenne. Une lettre de défi envoyée par Edouard III à "Philippe de Valois, qui se dit roi en France", marque la rupture officielle entre les deux royaumes.

1338. Gand se révolte contre le comte de Flandre. L'instigateur du soulèvement, Jacques van Artevelde, s'allie à Edouard III, qui débarque à Anvers.

1339. Première campagne d'Edouard III en France : la Thiérache est ravagée. Philippe VI, en dépit de sa supériorité numérique, n'ose pas attaquer. Sur les frontières de Guyenne, guerre de siège sans résultat notable.

1340. Tenant sa cour à Gand, Edouard III prend le titre de "roi d'Angleterre et de France". Une nouvelle campagne d'été ne donne guère de résultats sur terre, mais sur mer, la flotte française est écrasée à l'Ecluse (Sluys). Incapables de solder leurs troupes, Edouard III et Philippe VI signent une trêve, qui est prolongée jusqu'en 1345.

1346-1347. Edouard III relance la guerre : il débarque dans le Cotentin, se dirige vers Paris puis remonte vers le Nord. Il est victorieux à Crécy, vient mettre le siège devant Calais qui se rend après plusieurs mois de résistance. Une tête de pont permanente est ainsi créée, destinée à demeurer anglaise jusqu'en 1558.

1347-1350. Venue d'Orient, la Peste noire ravage l'Europe : en Angleterre et en France, les pertes atteignent entre le 1/8 et le tiers de la population totale. C'est la plus grande catastrophe démographique de toute l'histoire médiévale. La France et l'Angleterre sont réduites à l'inaction.

1350. Mort de Philippe VI de Valois : Jean II le Bon.

1354. Charles le Mauvais, roi de Navarre, petit-fils de Louis X, mécontent de Jean le Bon, se déclare contre lui puis fait sa soumission. Il reçoit une partie du Cotentin.

1355. Chevauchée du Prince Noir, fils d'Edouard III, à travers le Languedoc.

1356. Nouvelles intrigues de Charles de Navarre qui se lie avec le fils de Jean le Bon, le dauphin Charles. Jean le Bon fait arrêter Charles de Navarre, dont les partisans continuent à tenir la Normandie. Les Anglais lancent deux chevauchées : " l'une part de Normandie sous Henri de Lancastre, " l'autre de Guyenne sous le Prince Noir. Tous deux ont pour objectif la Normandie. Jean le Bon réunit une armée contre le Prince Noir : il est battu et fait prisonnier à la bataille de Poitiers-Maupertuis.

1357. Le dauphin Charles, 18 ans, devient lieutenant du roi puis règne sur le royaume. Contre sa personne et, plus encore, contre l'administration monarchique, une opposition se dessine, qui, s'efforçant de mettre en tutelle la royauté, réunit les amis du roi de Navarre et la bourgeoisie parisienne, dont le porte-parole est le prévôt des marchands, Etienne Marcel.

1358. Après plusieurs mois de concessions, le dauphin, qui a résisté au massacre de ses familiers, les maréchaux de Champagne et de Normandie, quitte Paris. Etienne Marcel cherche l'appui des paysans révoltés du Beauvaisis, les Jacques. Ils sont écrasés par la noblesse avant qu'il puisse leur porter secours. Isolé, Etienne Marcel perd toute popularité. Il est assassiné. Le dauphin rentre triomphalement à Paris.

1358-1359. Les tentatives de paix entre la France et l'Angleterre n'aboutissent pas.

1359-1360. Edouard III tente un dernier effort militaire : il traverse le nord du royaume, de Calais à Chartres, mais ne parvient à prendre ni Reims, ni Paris. Les préliminaires de paix, arrêtés à Brétigny (Beauce) sont confirmés à Calais : la rançon de Jean II est fixée à 3 millions d'écus ; les cessions territoriales françaises comprennent Calais, Guines, le Ponthieu et tout le sud-ouest aquitain, des Pyrénées à la Loire.

1360-1367. Les dévastations des Compagnies atteignent leur paroxysme, principalement dans la vallée du Rhône, le centre et le midi languedocien.

1364. Jean le Bon meurt à Londres où, après une première libération, il était retourné volontairement, sa rançon restant partiellement impayée. Charles V lui succède. A Cocherel, les Navarrais sont écrasés par Du Guesclin, chef de bande breton au service du roi de France.

1368. L'administration rigoureuse du Prince Noir en Aquitaine mécontente les nobles gascons : ils n'acceptent pas de voir lever des impôts sur leurs terres. Charles V hésite, puis accepte de recevoir leurs appels au parlement de Paris. Il considère ainsi l'Aquitaine comme un fief dont il est le seigneur et le justicier suprême.

1369-1373. Charles V prend l'initiative de la rupture. La guerre lui est favorable. Sous le duc D'Anjou et Du Guesclin, devenu connétable de France, les troupes du roi reprennent le Poitou, la Saintonge, l'Angoumois, le Limousin, l'Agenais, le Périgord et le Quercy. Du côté anglais, les chevauchées du duc de Lancastre et de Robert Knelles sont sans résultat militaire.

1369-1380. L'impôt permanent s'établit progressivement en France, sous la forme d'une gabelle sur le sel, de taxes indirectes et d'impôts directs levés sur chaque feu : les fouages.

1375-1377. Des trêves sont conclues entre la France et l'Angleterre, sans qu'on parvienne à la paix.

1377. Apogée du redressement français et du règne de Charles V. Edouard III meurt : minorité de son petit-fils, Richard II.

1378. Les Français ne parviennent pas à prendre Bordeaux. Dans un dernier accès de révolte, Charles le Mauvais cède Cherbourg à l'Angleterre.

1380. Chevauchée de Buckingham à travers la France. Mort de Du Guesclin. Avant de mourir, Charles V abolit les fouages, privant de ressources la monarchie. Minorité de son fils, Charles VI, les ducs de Berri, Louis D'Anjou et surtout Philippe de Bourgogne. Le roi d'Angleterre n'a plus en France que la côte de Guyenne avec les places de Bordeaux et de Bayonne, Brest, Cherbourg et Calais.

1381. Soulèvement des paysans contre leurs seigneurs et contre la fiscalité royale, dans le sud-est de l'Angleterre.

1382. Emeutes anti-fiscales en France, quand la monarchie essaye de rétablir les impôts. L'armée française, sous Philippe de Bourgogne, écrase les Gantois à Rossebeke.

1383-1388. La guerre s'éternise entre la France et l'Angleterre ; débarquement anglais en Flandre, puis expédition maritime française en Angleterre.

1388. Charles VI enlève le pouvoir à ses oncles.

1389. Les trêves de Leulinghen interrompent le duel franco-anglais. De prolongation en prolongation, elles arrêtent toute opération importante jusqu'en 1404.

1392. Premier accès de folie de Charles VI.

1396. Le mariage de Richard II et d'Isabelle de France, fille de Charles VI, souligne le rapprochement franco-anglais. Des deux souverains se rencontrent, sans que pour autant on puisse parvenir à la paix.

1399. Richard II est renversé par Henri de Lancastre ; ce dernier se proclame roi sous le nom Henri IV. C'est la fin des tentatives de pacification entre les deux royaumes.

1400-1409. Henri IV, qui a pris le pouvoir en promettant à la noblesse anglaise la reprise de la guerre, est contraint de consacrer toutes ses forces à la planification du pays de Galles.

1405. Profitant de la situation, les Français reprennent l'offensive en direction de Bordeaux.

1407. Louis d'Orléans, frère de Charles VI, à la tête de l'armée française, ne parvient pas à s'emparer de Blaye. La rivalité ne cesse de croître entre Louis d'Orléans et Jean sans Peur, son cousin germain, duc de Bourgogne depuis la mort de Philippe le Hardi, en 1404. Jean sans Peur fait assassiner Louis d'Orléans, à Paris, rue Barbette. ...C'est le début de la guerre civile qui oppose les partisans du duc de Bourgogne, ou bourguignons, aux partisans du Duc d'Orléans, appelés Armagnacs depuis qu'en 1410 le fils de Louis, Charles d'Orléans a épousé la fille de Bernard VII,

comte d'Armagnac. Les deux factions se disputent les places, les ressources du royaume, la personne même du roi. Pour triompher, ils n'hésitent pas à faire appel au roi d'Angleterre.

1411. A l'appel de Jean sans Peur, une chevauchée anglaise, la première depuis 30 ans, atteint la région parisienne.

1412. A l'appel des Armagnacs, une nouvelle chevauchée anglaise traverse l'ouest du royaume, du Cotentin au Poitou. Jean sans Peur domine Paris, avec l'appui de l'Université et de la remuante corporation des bouchers dirigée par Simon Caboche.

1413. Sous la pression de l'émeute, une grande ordonnance réformatrice est promulguée : l'ordonnance cabochienne. Les troubles persistants inquiètent la bourgeoisie parisienne, qui se rapproche de Armagnacs. Jean sans Peur quitte Paris.

1414. Le nouveau roi d'Angleterre, Henri V, reprend à son compte les ambitions d'Edouard III : soit par la négociation, soit par la guerre, il entend obtenir, à défaut du titre royal, une partie du royaume de France. Des conversations, qui n'aboutissent pas, ont lieu à ce sujet à Paris.

1415. Henri V décide de lancer une première expédition en France : sa chevauchée se termine par la victoire d'Azincourt, sans résultat politique immédiat.

1417. L'inaction du clan des Armagnacs, toujours au pouvoir, incite Henri V à élargir ses projets : il débarque en Normandie et en entreprend la conquête méthodique. A Paris, les Armagnacs ne s'imposent que par la terreur. Jean sans Peur et Isabeau de Bavière installent à Troyes un gouvernement rival de celui du dauphin, le futur Charles VII.

1418. Paris chasse les Armagnacs et accueille Jean sans Peur en libérateur. Le dauphin se retire au sud de la Loire.

1419. Pour une ultime tentative de conciliation, une entrevue a lieu entre Jean sans Peur et le dauphin à Montereau. Jean sans Peur est assassiné par le breton Tanguy du Châtel. Philippe le Bon succède à Jean sans Peur comme duc de Bourgogne, et décide de s'allier à Henri V contre le dauphin.

1420. Le traité de Troyes est le résultat de cette alliance : Henri V doit épouser la fille de Charles VI et devenir roi de France, après la mort de son beau-père. En attendant, il conserve la Normandie à titre d'apanage et exerce en fait la régence du royaume.

1422. Henri V meurt prématurément, suivi par son beau-père. Il y a désormais deux rois de France : le fils d'Henri V, Henri VI, et Charles VII.

1422-1429. La guerre continue entre Charles VII, maître du midi de la France, et le duc de Bedford, régent du royaume pendant la minorité de Henri VI. Fort de l'appui bourguignon, Bedford ne cesse d'étendre sa domination.

1429-1431. L'intervention de Jeanne d'Arc sauve Orléans assiégée par les Anglais. Charles VII est couronné et sacré à Reims.

1435. Le traité d'Arras marque la réconciliation entre Charles VII et Philippe le Bon ; le roi désavoue le crime de Montereau et cède un certain nombre de terres et de villes au duc de Bourgogne. La reconquête de la France s'accélère. Paris est repris aux Anglais.

1444-1449. Des trêves sont conclues à Tours entre la France et l'Angleterre.

1449-1453. Rupture des trêves de Tours. Charles VII reconquiert la Normandie et la Guyenne. Seule la ville de Calais reste anglaise. Bien qu'aucun traité n'ait marqué sa fin, il est loisible d'assigner le terme de 1453 à ce qu'il est convenu d'appeler la guerre de Cent ans : si à plusieurs reprises jusqu'en 1475 les Anglais menacent de conquérir la France, ce ne sont, en fait, que des velléités. Le grand péril pour la monarchie française, vient désormais des ducs de Bourgogne.

ANNEXE 3

Les victoires anglaises

Crécy : Edouard III poursuivi par l'armée de Charles VI 2 à 3 fois plus nombreuse fait subitement volte face. Il a choisi un terrain favorable, une hauteur entre les villages de Crécy et Wadicourt. Le front est assez large (2 km) mais le centre est constitué de trois terrasses à pentes raides, difficilement franchissables. L'armée est organisée en trois batailles aux ordres du roi au centre, du Prince Noir (16 ans) et de Northampton sur les ailes. La chevalerie est démontée, les archers installés en herse à l'abri de haies et de pinchons. Edouard III est en arrière sur un promontoire constitué par le tertre d'un moulin. Sa bataille ne sera jamais engagée, le roi ne couvrira même pas son bassinet selon Froissart. Les premiers tirs d'archers font fuir les arbalétriers génois. Les charges désordonnées de la chevalerie française épuisée par la poursuite sont contenues. Philippe VI sera obligé de fuir alors que quelques poursuites sont lancées par les hobelards pendant que l'infanterie et les archers massacrent l'armée française.

Poitiers : N'ayant pas réussi à faire jonction avec son frère Jean de Lancastre sur la Loire et coupé dans sa retraite vers Bordeaux par l'armée de Jean le Bon (16000 combattants), le Prince Noir (7000 hommes affamés et épuisés) temporise, essaie de négocier son retour vers l'Aquitaine mais profite également de la trêve dominicale pour préparer sa position de bataille. Il s'installe à Nouaillé, sur un plateau bordé à l'Est par le cours du Miosson et un escarpement, à l'Ouest par des bois. Il occupe à proximité un observatoire et renforce ses retranchements (abattis et pinchons). En face l'armée de Jean II se souvenant de Crécy a conçu un plan pour la bataille fixée au lundi 19 septembre. Une unité de 300 chevaliers sélectionnés pour leur valeur et la qualité de leurs chevaux est constituée. Aux ordres du connétable de Brienne et des maréchaux de Clermont et d'Audrehem elle chargera et éliminera les archers afin d'ouvrir la route à la bataille principale qui progressera à pied en un front large d'une lieue. Le dispositif anglais, bien appuyé sur les bois est simple, une bataille à gauche dirigée par Warwick et Suffolk, la bataille principale au centre commandée par le Prince Noir et Chandos, une bataille à droite aux ordres de Salisbury et d'Oxford. Au petit matin le Prince Noir craignant d'être fixé tente une exfiltration en s'appuyant sur les lisières et la pénombre. Les archers gallois et irlandais postés en avant dans les vignes et les haies flanc gardent le mouvement. Les Français décident alors d'attaquer. La charge des 300, freinée par le terrain marécageux, sera décimée par les archers. Les troupes écossaises placées en soutien quittent alors le combat. Jean II possède encore le gros de son armée mais le désordre s'installe. Il est immédiatement exploité par le Prince Noir. Il envoie le Captal de Buch et son contingent de Gascons mener une action de débordement par l'Ouest, à l'abri du mouvement de terrain de Maupertuis pour attaquer à revers le flanc de l'armée ennemi. Cette action mettra fin à l'élan français. La bataille est définitivement perdue, elle s'achèvera par la capture du roi de France.

Azincourt : Après la prise d'Harfleur, l'armée d'Henri V (1000 hommes d'armes, 5000 archers) cherche à rejoindre Calais. L'opposition française est réfléchie. Le choix de la bataille ne se fait qu'après délibération et vote du conseil royal réuni à Rouen le 20 octobre 1415. Il est décidé d'intercepter l'ennemi sur un terrain choisi. Les chefs sont aguerris et bons tacticiens (connétable d'Albret, maréchal Boucicaut). Les effectifs sont importants (9000 hommes d'armes, 5000 gens de trait). Le dispositif choisi est original : 2 unités d'un millier d'hommes d'armes à cheval chargeront les archers par les ailes, au centre la bataille principale (la moitié des effectifs) chargera à pied suivie par une bataille de soutien de 3000 hommes, l'arrière garde restera à cheval prête à entamer les poursuites. La plupart des chevaliers sont équipés d'une double armure pour réduire l'effet des flèches anglaises. Les deux armées se rencontreront le 25 octobre. Après une longue observation, les Anglais contrairement à l'habitude engagent le combat. Leurs archers progressent à l'abri des haies et de leurs pinchons. Cela entraîne l'avancée du dispositif français. L'engagement initial, longtemps indécis, a donc lieu dans un espace très réduit gênant la manœuvre des ailes françaises. Le choc ne permet pas de détruire les archers, au contraire ceux-ci profitent du peu d'espace et d'un flottement dans les lignes françaises pour se précipiter sur l'adversaire, suivis par les gens d'armes. A nouveau, un terrain exigu, détrempé et valorisé permet de freiner l'assaut et de créer le désordre avant la défaite.

ANNEXE 4

Bibliographie

Ouvrages sur la Guerre de Cent ans :

Emmanuel Bourassin : « La France anglaise. 1415 – 1453 », *Librairie Jules Tallandier*, 1981

Philippe Contamine : « La guerre au Moyen Age », *Nouvelle Clio, Presse Universitaire de France*, 1980

Philippe Contamine : « La vie quotidienne pendant la guerre de cent ans », *Hachette*, 1976

Philippe Contamine : « La guerre de cent ans », *Presse Universitaire de France*, 1977

Philippe Contamine : « Guerre, Etat et société à la fin du Moyen Age, Etude sur les armées du roi de France », *Mouton éditeur*, 1972

André Corvisier, « Histoire militaire de la France », tome 1, *Presse Universitaire de France*, 1992

Alfred H Burne , « The Crecy War », *Eyre & Spottiswoode*, 1955

Alain Demerger, « Temps de crise, temps d'espoir », *Editions du Seuil* 1990

Jean Favier : « La guerre de cent ans », *Fayard*, 1980

Colonel de Liocourt : « La mission de Jeanne d'Arc : le plan d'action », *Nouvelles éditions latines*, 1974

Colonel de Liocourt : « La mission de Jeanne d'Arc : l'exécution », *Nouvelles éditions latines*, 1974

Duc de Levis Mirepoix : « La guerre de Cent ans. Textes de Froissart », *Editions Albin Michel*, 1973

Régine Pernoud, M-V Clin : « Jeanne d'Arc », *Fayard*, 1986

Philippe Richardot : « Végèce et la culture militaire au Moyen Age », *Bibliothèque stratégique, Economica*, 1998

Henri de Wailly, « Crécy 1346, autopsie d'une bataille », *Lavauzelle*, 1985

Colloque d'histoire médiévale, Orléans octobre 1979 : « Jeanne d'Arc, une époque, un rayonnement », *Editions du CNRS*.

Histoire universelle des armées sous la direction générale de Jacques Boudet, « La fin du Moyen Age. L'époque Classique », *Robert Laffont*, 1966

Ouvrages généraux de stratégie :

Carl von Clausewitz : « Théorie du combat », *Bibliothèque stratégique, Economica*, 1998

Hervé Coutau-Bégarie : « Traité de stratégie », *Bibliothèque stratégique, Economica*, 1999

Basil H. Liddell Hart : « Stratégie », *Librairie académique Perrin*, 1998

Sun Zi : « L'art de la guerre », *Bibliothèque stratégique, Economica*, 1990

Revues :

Général Carlier : « Jeanne d'Arc », *Revue historique de l'armée* n°1-1953

Michel de Lombarès : « Patay, 18 juin 1429 », *Revue historique de l'armée* n°4 –1956

D. Labarre de Raillicourt : « Jeanne d'arc à Lagny », *Revue historique de l'armée* n°4 –1966

Colonel Huyon : « Les Francs Archers, un exemple de réserve active », *La revue historique des armées* n°1-1989